

Septième année
No. 142 (3)
Mai 1931

La Fédération Balkanique

Organe
des peuples opprimés
et minorités nationales
des Balkans
paraissant tous les deux mois



Adresse :
Rhein-Main-Druck, A-G.,
Frankfurt am Main, Allemagne

8-8
2497

Sommaire :

	page
D. Vlahoff: La Situation intérieure et l'essor révolutionnaire des masses travailleuses dans les Pays Balkaniques	1
L. Fundo: Le mouvement de libération en Albanie	5
Tcherneff: L'ORIM (unifiée) et l'ORIM fasciste	8
I. Z. (Slovénie): La question slovène dans le Problème de la Fédération Balkanique	12
Dinu Pribegie: La crise roumaine	14
A. Lucien: La résurrection d'un peuple — L'Arménie Soviétique	16
P. Gélésoff: Avant les nouvelles élections en Bulgarie	21
Rodhja: La question agraire en Albanie	23
T. R.: Fascisation de la presse en Albanie	25
P. Mavros: L'offensive du fascisme en Grèce	26
Joannides: Les minorités nationales devant la S. D. N.	28
Un paysan pauvre: La vie des paysans macédoniens de Halkidiki	29
E. Giorgiades: La radicalisation des masses paysannes en Macédoine sous la domination grecque	31
Le mouvement national-révolutionnaire aux Balkans	32
Bibliographie	35
Chronique	37

Prix du Numéro: 3.— frs fr; 0.80 schilling; 0,60 fr suisse; 0.50 mark; 0.20 dollar.

Abonnement six mois: 10.— frs fr; 2.40 Schillings; 1.80 frs suisses; 1.50 marks; 0.60 dollar.

Abonnement un an: 20.— frs fr; 4.80 schillings; 3.60 frs suisses; 3.— marks; 1.20 dollars.

Adresse pour lettres simples ou chargées: Rhein-Main-Druck, A-G., Frankfurt am Main.

Adresse pour mandats-postaux: Rhein-Main-Druck, A-G., Frankfurt am Main, Allemagne.

La situation intérieure et l'essor révolutionnaire des masses travailleuses dans les Pays Balkaniques

Quelle est la situation intérieure des Pays Balkaniques? Quelle est l'attitude et les dispositions des masses travailleuses vis-à-vis des régimes de dictature qui existent? Comment réagissent-elles? Comment luttent-elles contre ces régimes?

Voilà de questions importantes qui méritent d'être traitées et que nous essaierons d'éclaircir.

Jetant un coup d'oeil sur la situation en **Albanie**, nous constatons qu'une bande d'opresseurs à la tête d'un satrape sanguinaire sucent les sèves vitales du peuple albanais. Cette bande a livré le pays à l'impérialisme italien. La Banque dite nationale fondée par elle à un capital de 12 millions $\frac{1}{2}$ de francs or qui a une couverture de 19 millions de francs or extorqués au peuple albanais, sert exclusivement les intérêts des capitalistes italiens et albanais. L'emprunt de 50 millions francs-or conclu il y a quelques années, est une nouvelle charge énorme pour le peuple d'Albanie. Ce dernier devra payer 7 millions de francs-or annuellement. La destination de cet emprunt est de faciliter la tâche de l'impérialisme italien et de faire exécuter avant tout la construction de chaussées et ponts stratégiques, en vue de la guerre que l'on prépare dans les Balkans. Ces travaux sont dirigés par des ingénieurs italiens. On donne des concessions sans cesse aux différents groupes capitalistes et surtout aux capitalistes italiens. L'Italie administre en Albanie comme en pays conquis. Elle a fait débarquer de grandes quantités de matériaux de guerre. On construit des casernes, des hôpitaux militaires etc... 250 officiers italiens commandent l'armée du pacha, ainsi que sa gendarmerie. On ouvre des écoles militaires dirigées par des officiers italiens. Par des moyens les plus épouvantables, des percepteurs se rendent dans les villages, accompagnés de gendarmes et enlèvent le bétail des paysans, confisquent les meubles et instruments de travail des artisans, ce qui est toujours accompagné de brutalités, et par ces procédés, on extorque du peuple travailleur albanais des sommes exorbitantes afin de soutenir l'appareil répressif de l'Etat et pour entretenir le harem du pacha.

La vie économique du pays est en pleine stagnation. Le commerce est arrêté, la balance commerciale est fontement passive. Les artisans n'ont pas d'acheteurs parce que la capacité d'achat du paysan, et en général des masses laborieuses est réduite au dernier degré. Les paysans n'ont même pas le maïs qui leur est nécessaire pour se nourrir. On poursuit tous ceux qui ne glorifient pas l'assassin, qui ne participent pas aux «réjouissances» arrangées par lui. Chacun de ces albanais est considéré comme suspect, dangereux pour le régime. Ce régime qui apporte seulement la famine, les privations, la misère n'a aucun appui parmi les paysans, les ouvriers, les artisans et les intellectuels progressistes albanais. Le mécontentement et l'indignation contre le régime croissent chaque jour. Pour étouffer ce mécontentement Zogou renforce sa terreur, et cela a pour conséquence de renforcer ce mécontentement, et de nourrir l'esprit révolutionnaire parmi les masses. Nous avons vu la manifestation de cet esprit pendant les Fêtes pour «l'Indépendance» Albanaise. Le Comité albanais de l'émancipation nationale avait distribué à des milliers d'exemplaires un manifeste au peuple albanais, de mener la lutte révolutionnaire contre ses oppresseurs. Ce manifeste fut apposé sur les murs de diverses villes d'Albanie. Les autorités furent prises de peur. Quelques centaines de personnes parmi les masses laborieuses furent arrêtées, certaines se trouvent encore en prison à l'heure actuelle. On instruit des procès. Les prisonniers furent torturés. A l'occasion de l'attentat contre Zogou, qui fut l'expression d'une indignation débordante populaire, une vingtaine de personnes furent arrêtées dans presque chaque ville d'Albanie. Une vraie panique s'empara des détenteurs du pouvoir. Après l'attentat la terreur augmenta encore davantage. Le tribunal politique fonctionne sans arrêt et prononce des verdicts implacables. L'atmosphère est surchargée. C'est un fait incontestable que les masses se révolutionnaient.

Si nous dirigeons nos regards vers la **Bulgarie**, nous constatons que la situation dans ce pays pendant les derniers mois s'est tendue. La crise économique s'aggrave de plus en plus, la situation des masses travailleuses est intenable; celle des paysans est catastrophique. Une grande masse des ouvriers agricoles et des paysans pauvres sont dans la plus noire misère, ils sont affamés. La situation des paysans moyens

n'est pas très différente de celle des paysans pauvres. Les prix des produits de l'économie paysanne continuent de baisser. L'endettement des paysans est immense, les dettes de la majeure partie de l'économie paysanne envers le fisc, les banques et les usuriers est en moyenne de 20.000—40.000 leva par économie. Dans quelques villages elles sont plus grandes que la valeur de la terre et de l'inventaire.

On peut se rendre compte de la situation des travailleurs si l'on mentionne que la moitié des ouvriers industriels se trouvent sans travail, ainsi que ceux de l'artisanat. La crise dans l'artisanat est très grande. La diminution de la capacité d'achat des masses travailleuses se répercute le plus sur cette production. La situation des travailleurs intellectuels, les instituteurs, les petits fonctionnaires et les employés ne se différencie pas beaucoup de celle des autres travailleurs; leurs salaires sont très bas et ils ne les reçoivent pas régulièrement. Le chômage s'est étendu également à cette catégorie de travailleurs: Plus de 7.000 instituteurs sont sans travail.

Le commerce est arrêté. S'il y a des branches de la vie économique de ce pays qui prospèrent, ce sont l'usure et la spéculation. Grâce à elle, la population des villes achète les produits de l'économie paysanne à des prix trois ou quatre fois plus élevés que ceux auxquels ils ont été acquis des paysans. Les finances de l'Etat se trouvent acculées à la faillite. Malgré les exécutions, les revenus de l'Etat pour les dix mois de l'année financière écoulée ont diminué d'un milliard de leva. Le gouvernement conclu des emprunts provisoires. Il frappe de nouveau aux portes des capitalistes et de leur organe la SDN. Ce gouvernement est prêt à conclure un emprunt à n'importe quelles conditions, le principal pour lui est d'avoir de l'argent afin de pouvoir continuer sa dictature. Les devises de la Banque Nationale fondent: pour une année seulement elles ont baissé de moitié! Presque toute la vie économique du pays se trouve sous le contrôle du capital étranger: La Banque Nationale, les chemins de fers, les douanes etc. . . . Des productions importantes tout entières se trouvent entre les mains des capitalistes étrangers.

Devons nous parler ici de la terreur politique sanguinaire qu'on exerce depuis 8 années, sans discontinuer, sur les masses travailleuses de ce pays, de l'appareil gouvernemental répressif inofficiel, les facteurs, soi-disant irresponsables qui continuent à exercer la terreur la plus cruelle, à supprimer les adversaires de la dictature fasciste? Des arrestations innombrables, du martyre des emprisonnés, des tortures d'inquisition, des chasses données aux manifestants, des dissolutions des réunions, de la confiscation et interdiction de la presse ouvrière, des arrestations des rédacteurs des journaux ouvriers et paysans, de la mise en scène de procès, des verdicts sauvages, des provocations? Devons-nous parler des milliers de prisonniers politiques soumis à un régime abominable, des émigrés politiques à l'étranger et des 25.000 paysans et ouvriers bulgares massacrés par la dictature fasciste? Ce sont là des faits connus de tout le monde et sur lesquels il est superflu de nous appesantir ici.

Devant un tel régime, on aurait pu penser que l'esprit révolutionnaire des masses travailleuses était brisé. Mais en réalité, on ne constate rien de semblable, au contraire, les luttes que ces masses mènent dans les différentes branches de la vie publique, non seulement continuent mais s'accroissent. Parmi toutes ces masses travailleuses, on remarque un véritable essor révolutionnaire, et c'est tout à fait compréhensible.

Par l'aggravation de la crise économique, par l'approfondissement des antagonismes de classes, la lutte contre l'oppression et l'exploitation se renforce. Cela s'exprime par de grands et nombreux mouvements de grève s'élargissant chaque jour et embrassant toutes les branches de la production, et dans lesquels les grévistes élèvent des mots d'ordre non seulement du domaine économique, mais aussi politique. Cet essor révolutionnaire, s'exprime par des multiples réunions, manifestations et démonstrations qui ont lieu malgré les interdictions sévères des autorités; par des participations aux différentes anniversaires des jours de combat: le jour des sans-travail, du Premier Mai, 9 Juin, Septembre etc. . . Les paysans participent très activement à toutes ces manifestations. L'essor révolutionnaire se manifeste dans des endroits mêmes où la terreur fasciste fut tellement grande que les masses travailleuses ne pouvaient pas convoquer depuis 8 ans la moindre réunion publique, comme à Kustendil où malgré l'état de siège, les travailleurs ont tenu dernièrement une réunion publique malgré l'interdiction des autorités, et organisé une manifestation au cours de laquelle on entendit crier: «Nous ne craignons plus la dictature fasciste». Cet essor s'est manifesté l'année passée quand fut organisé le premier Congrès général des travailleurs auquel participèrent des centaines de délégués. Cet essor s'est exprimé aussi pendant les élections des Conseillers Municipaux à la fin de l'année où le bloc du travail obtint plus de 100.000 voix.

Le processus de la radicalisation des masses est incontestable. Cette radicalisation s'exprime dans les villages par la résistance active, voire même soulèvements aux exécutions fiscales et judiciaires, ainsi qu'à la terreur de la dictature fasciste.

Nous ne craignons plus la dictature fasciste — ce cri retentit partout, vous l'entendrez dans la bouche des masses populaires macédoniennes, en Macédoine sous la domination bulgare. L'essor révolutionnaire se manifeste clairement parmi les émigrés et réfugiés macédoniens, de même que parmi les Dobroudjanais et les Thraciens en Bulgarie.

Ces proscrits s'adressent aux masses populaires de Macédoine, Dobroudja et de la Thrace par des tracts, des brochures, des manifestes, des appels et autres publications, à renforcer les rangs du vrai mouvement national de libération, à propager les mots d'ordre de la lutte révolutionnaire de masses et le front unique révolutionnaire de tous les asservis et opprimés par la domination de tous les états balkaniques, et pour leur libération.

Un aperçu rapide sur la situation en Grèce démontre que dans ce pays également la crise économique a pris des dimensions considérables. Par suite de la crise économique générale et surtout de la crise agraire, la chute des prix des produits agricoles, la mauvaise récolte, les impôts exorbitants, la situation des paysans est des plus critiques. Pour ces raisons, les revenus moyens des paysans est baissé de 35—40 %. Cette situation a eu une répercussion sur le commerce, l'industrie et l'artisanat. La situation des ouvriers est lamentable. Les salaires sont très bas, le chômage atteint 150.000 ouvriers. La situation des travailleurs intellectuels s'empire. Cette grave situation des masses travailleuses devient insupportable par suite des impôts formidables qu'elles doivent acquitter. La levée par force des impôts est un système qu'on pratique dans ce pays depuis des années. Pour des impôts non payés, quel que soit leur montant, on arrête les paysans et on les détient en prison jusqu'à ce qu'ils s'acquittent (il y a des cas où l'on détient les paysans dans les prisons pour une somme de 800 drachmes [50 frs. suisses] et même pour 40 drachmes [2,5 frs.]). La levée des impôts dans les villages est très souvent accompagné d'incidents et parfois de soulèvements. On oppose de la résistance active aux percepteurs et aux gendarmes. Les femmes opposent parfois une telle résistance aux autorités que dans quelques endroits, elles les ont contraintes de s'enfuir! Nous avons des cas qui se produisent très souvent de refus de payer les impôts, des rencontres sanglantes avec la gendarmerie, des manifestations, des démonstrations publiques des paysans contre les autorités, et la résistance qu'ils opposent dégénère même parfois en révoltes ouvertes. Dans des cas semblables, l'armée appelée à rétablir l'ordre refuse de tirer sur les paysans.

Leur essor révolutionnaire se manifeste dans les villes, dans la même envergure, parfois plus large encore. Nous avons très souvent des réunions, des manifestations, des démonstrations des ouvriers et des réfugiés en Grèce et surtout en Macédoine, dans le but de poser et d'exiger la réalisation de leurs revendications. Cette année-ci, l'action des sans-travail se fit sentir très fortement dans la plupart des grands centres, à Athènes, au Pirée, à Salonique, Drama etc. . . les sans-travail manifestèrent devant les Hôtels de Ville, pour présenter leurs revendications. Au Pirée par exemple, quelques milliers d'ouvriers et ouvrières auxquels se rallièrent des marins ont manifesté. Il y eut des rencontres sanglantes avec la police.

Au moment où les masses travailleuses des villes et des campagnes souffrent de la misère, que l'indignation du peuple s'exprime sous différentes formes, que le processus de la radicalisation de ces masses se produit très rapidement et prend des dimensions menaçantes pour le régime, le gouvernement, afin d'étouffer cette effervescence révolutionnaire, se dirige vers la dictature fasciste ouverte. Dernièrement, il a proclamé quelques lois réactionnaires, scélérates, dans l'espoir, par des mesures de violence, de réussir à entraver cette effervescence, ainsi que la radicalisation des masses.

Mais cette dictature fasciste ouverte de Venizelos ne brisera pas l'esprit de combat des masses travailleuses grecques.

En Roumanie, la profonde crise financière et économique qui a embrassé tout le pays saute aux yeux. Le budget de l'Etat est monté de 7 milliards de lei il y a 10 ans à 40 milliards! Les rentrées ont diminué, malgré la levée par force des impôts. Pour ce trimestre, le déficit du budget est de plus de 3 milliards et demi de lei et tend à augmenter, car le budget de la guerre, les armements renforcés, qui sont faits et continuent, et celui pour le soutien de l'appareil répressif vont toujours en augmentant. (Le budget militaire est augmenté de 5 milliards de lei.) Près de 500 Banques sont en faillite. Il y a de grandes quantités de denrées dans les dépôts qui ne peuvent être exportés. L'endettement des paysans a pris des dimensions colossales: 6.000 lei par hectare! La situation des paysans travailleurs est des plus misérables. Des masses considérables sont sans travail et d'autres n'ont que des

gains insignifiants, et desquels on vend tout aux enchères pour payer les impôts. L'industrie traverse une crise sérieuse, aucune entreprise ne donne son plein rendement, les salaires des ouvriers ont diminué de 20—40 %, le nombre de sans travail dépasse 300.000. D'autre part, l'oppression politique et nationale augmente toujours, l'exécrable Siguranza continue à torturer les militants de la libération des masses travailleuses, des milliers de révolutionnaires se trouvent dans les prisons, les arrestations, les tortures, jugements, condamnations sont choses quotidiennes. L'oppression politique s'accroît, le pays est entré dans la voie de la dictature fasciste ouverte. Tout l'appareil de l'Etat et spécialement l'appareil administratif et policier devient fasciste. Le régime exceptionnel auquel sont soumis, depuis la constitution de la «grande Roumanie» les peuples opprimés, se poursuit avec une brutalité inouïe. Dans les pays conquis, Dobroudja, Bessarabie, Boukovine et Transylvanie, on organise très souvent des massacres contre les masses travailleuses de ces pays, spécialement en Dobroudja. Des ouvriers, des paysans, des artisans, des instituteurs, des étudiants, des élèves, avocats et médecins sont soumis à des mauvais traitements, jetés dans des prisons, et des procès contre eux sont mis en scène. Cette situation donne une poussée vigoureuse à la lutte de résistance des masses travailleuses contre le régime qui s'exprime en des grèves, manifestations de rues, rencontres avec la police et la gendarmerie, démonstrations, soulèvements des paysans. Elles s'expriment aussi par la diffusion en masses d'appels, de tracts etc. . . . C'est l'organisation révolutionnaire dobroudjanaise (DRO) qui surtout déploie une grande activité révolutionnaire parmi les masses dobroudjanaises et qui jouit d'une influence prédominante sur elles. Le changement du gouvernement des nationaux-tsaranistes, et la nomination de Yorga comme chef de gouvernement, la récente rencontre de Carol avec Alexandre Karagheorghévitch et d'autres événements démontrent que nous nous trouvons à la veille d'un plan préalablement préparé pour la proclamation de la dictature à l'exemple de celle en Yougoslavie. Le maréchal Prézan se prépare à jouer le rôle d'un Givkovitch.

La crise économique en **Yougoslavie** s'est encore aggravée. On ne remarque aucune amélioration dans les prix des denrées. L'endettement des paysans est, d'après une statistique officielle, 5 fois plus grand qu'en Bulgarie et 4 fois plus grand qu'en Roumanie. La dictature qui a besoin de beaucoup d'argent, lève les impôts d'une manière exécutive, ce qui donne lieu à des rencontres souvent sanglantes entre la population et la gendarmerie. Dans le budget de cette année, on prévoit des augmentations pour des buts militaires, pour le service des dettes et pour l'entretien du Konak du dictateur. Parallèlement avec l'aggravation de la crise économique, s'accroît la terreur politique et nationale. A l'heure actuelle, la Yougoslavie ressemble à une immense prison. On arrête des centaines de personnes dont les papiers ne sont pas parfaitement en règle. Tous les postes de police débordant, on utilise les écoles. A chaque kilomètre de voie ferrée, sont postés des gendarmes. Les trains ressemblent à des prisons ambulantes. Des foules d'agents secrets accompagnent les convois. Toute une armée de policiers, de gendarmes et de toutes sortes d'individus au service de la dictature pillent la population. Dans les pays conquis, en Croatie, Slovénie, Macédoine, Monténégro etc. la situation est pire encore. Le renforcement de l'oppression nationale, le pillage en plein jour de la population, des mesures raffinées de toutes sortes poursuivant le but de démoraliser la population, les tentatives de créer des organisations fascistes parmi la jeunesse etc. — tout cela est en pleine activité. Nous ne pouvons ne pas nous arrêter sur la cruauté de la dictature envers la population macédonienne à l'occasion du cataclysme qui s'est produit dernièrement en Macédoine. La dictature a interdit l'envoi de secours du dehors. Elle a accordé une somme dérisoire de 5 millions de dinars qui en vue de la gravité de la catastrophe (40 morts, plusieurs centaines de blessés, 2000 maisons détruites, des milliers et des milliers de Macédonniens sans abri, sans pain, sans vêtements), n'eût pas suffi, même si elle avait été vraiment destinée à secourir les victimes, durant deux ou trois semaines. Et de ce pays, la dictature puise seulement de la production du tabac, environ 800 millions de dinars chaque année, un demi-milliard d'impôts directs et indirects, sans compter le vol exercé sur les autres produits du pays.

Les violences, tortures, assassinats, disparitions que pratique la dictature continuent. Le nombre des assassinés est déjà de 110. Les procès se suivent sans interruption, des lourdes peines sont prononcées. A l'heure actuelle se déroulent quelques grands procès contre des militants nationaux et ouvriers et paysans révolutionnaires. La dictature adresse des lettres de menace à différents militants, elle envoie des émissaires à l'étranger pour assassiner des émigrés politiques. Pourtant, toutes ces mesures criminelles de répression ne sauveront pas le régime. Le terrain est miné sous lui. Le mécontentement et l'indignation grandissent parmi les masses populaires de toutes les nationalités, qui chaque jour renforcent leur lutte. Les masses populaires s'aguerrissent et se radicalisent; cela se manifeste dans la

résistance active qu'elles apportent, et dans les attentats perpétrés contre les représentants du régime et les édifices de la dictature. Bien que ces dernières méthodes ne donnent pas de résultats positifs, elles sont quand même une indication du degré de mécontentement et de la révolte des masses dans le royaume des bourreaux Kargheorghievitch et Givkovitch.

En résumé la situation intérieure des Pays Balkaniques recèle les plus grandes surprises. La revue rapide que nous en avons faite, l'essor révolutionnaire et la radicalisation des masses bien qu'ils ne se manifestant pas d'une manière égale dans tous le pays, pas même dans les différents endroits d'un pays —, qui sont des fait palpables et qui sont en voie de s'accroître, confirmera la conviction pour chaque observateur objectif que nous nous trouvons dans les Balkans à la veille de graves événements, et que le jour de l'écroulement de ces régimes est proche. Le présentant, les dictatures fascistes balkaniques augmentent leur répression contre les masses travailleuses des nations dominantes et asservies. Elles s'efforcent en même temps d'aplanir les contradictions et antagonismes sérieux qui existent entr'elles, et d'ajourner à plus tard leur solution; — prennent des mesures communes en vue de paralyser le mouvement révolutionnaire des masses, pour faire marcher ces masses contre leurs frères de l'Union des Soviets. Mais les masses travailleuses des Pays Balkaniques de toutes les nationalités sans exception savent parfaitement que leurs ennemis ce ne sont pas les ouvriers et paysans des différentes nationalités en Russie des Soviets qui ont acquis grâce à la révolution d'Octobre leur complète libération nationale et sociale et qui soutiennent la lutte de libération de tous les opprimés, mais que leurs ennemis ce sont les oppresseurs qui les subjuguent, les terrorisent, les exploitent et les assassinent. Ces masses ne lèveront pas les armes contre leurs frères de l'Union des Soviets, mais au contraire leur prêteront leur appui actif. Les peuples travailleurs des Balkans sauront faire de la guerre à laquelle se prépare l'impérialisme contre l'Union Soviétique une guerre contre leurs bourreaux pour leur libération, pour la Fédération des Républiques Libres des masses travailleuses.

D. Vlakhoff.

Le Mouvement de libération en Albanie

Nous avons essayé dans notre premier article (F.B., No. 140 (1), Novembre 1930.) d'expliquer que l'hégémonie du mouvement national albanais se trouvait jusqu'en 1924 entre les mains des beys, propriétaires fonciers. Nous avons ajouté que ces beys féodaux, ennemis irréductibles du mouvement centralisateur qui se développait en Turquie depuis la Grande réforme (Tasimot), étaient bien loin de penser à la fondation d'un Etat albanais indépendant. Ce qu'ils voulaient, c'était tout au plus une sorte d'autonomie administrative qui eût soustrait l'Albanie aux réformes bourgeoises turques et en eût fait une petite oasis féodale bien préservée contre le vent démocratique qui soufflait sur le grand Empire des Sultans. Les revendications nationalistes d'ordre culturel (école albanaise, langue officielle albanaise etc.) venaient principalement de la petite bourgeoisie radicale et de la petite noblesse déclassée, qu'on appelle plaisamment chez nous les «beys sans culottes». Les beys féodaux, à moitié turquisés, ne pouvaient pas consentir de grand coeur à ces revendications culturelles nationalistes, qui menaçaient de réveiller la conscience sociale des masses populaires opprimées. Ils ont néanmoins intercalé dans leur programme politique les revendications de la petite bourgeoisie radicale, pour pouvoir s'assurer l'hégémonie du mouvement nationaliste.

Il va de soi que dans le programme officiel des nationalistes il n'y avait pas un seul mot sur la question agraire, sur les impôts et les autres questions vitales pour les masses laborieuses, mais en revanche on promettait toutes sortes de félicités paradisiaques dont le peuple albanais serait comblé par le seul effet de la liberté nationale. Ceux qui croyaient le plus en ces félicités futures, c'étaient, comme de juste, les beys.

Le mouvement national albanais allait toujours en grandissant et en 1912 il avait atteint son apogée. En 1911 les armées de Tourgout Pasha avaient noyé dans le sang les grandes insurrections nationalistes qui avaient embrassé toute l'Albanie. En 1912 éclatait le mouvement insurrectionnel de Kossowo, auquel avaient participé environ 30.000 paysans armés, sous le commandement de Bayram Courri, de Isa Boletini et de Hasan Prishtina. Bien que supérieures en nombre, les troupes turques furent obligées de battre en retraite et Kossowo resta entre les mains des révolutionnaires albanais.

La victoire des Kossoviotes a eu une grande répercussion dans tout l'Empire; Said Pasha, le premier ministre jeune turc, était démissionnaire et son successeur, Oamil Pasha, s'empressait d'envoyer une commission spéciale à Kossowo pour traiter avec les insurgés victorieux. La Turquie capitulait!

C'est à ce moment que la première guerre balkanique éclate et paralyse pour un temps considérable le mouvement national albanais qui était à la veille d'assurer l'autonomie administrative et culturelle de toute l'Albanie.

Les beys leaders du mouvement national albanais ont aussitôt proclamé la paix avec le «**Babadovlet**» (l'Empire ottoman) et ils ont invité le peuple à lutter jusqu'au bout pour le salut de l'empire, qui seul pouvait garantir l'indépendance de la nation albanaise menacée par les impérialistes balkaniques. En effet, les nationalistes albanais étaient, en ce moment-là, placés devant un grand dilemme historique: se ranger résolument du côté de l'empire et partager son sort dans l'espoir de nouveau, en cas de victoire des armées turques, obtenir, à titre de récompense, l'autonomie administrative et culturelle, ou bien poursuivre la lutte victorieuse contre la domination turque et proclamer l'indépendance complète de l'Albanie avant même que les armées balkaniques eussent eu le temps de l'envahir.

Pour les beys il n'avait pas d'hésitation possible. Le salut de l'Empire était pour eux la suprême loi. Du reste l'hypothèse que l'Empire féodal turc pourrait être battu par les petits Etats bourgeois balkaniques ne pouvait pas paraître plausible à ces féodaux albanais, ignorants pour la plupart.

Les nationalistes albanais sous l'influence des beys, ont donc renoncé provisoirement à la lutte contre Stamboul et ont conseillé au peuple albanais d'aller verser une fois de plus son sang pour le Sultan. Bien sûr, les paysans albanais n'y sont point allés de bon coeur et ils ont eu bien soin de se laisser battre par les troupes balkaniques, afin de pouvoir rejoindre au plus tôt leurs foyers délaissés.

La défaite décisive et irréparable des armées de l'Empire a eu comme conséquence logique de ranimer aussitôt l'ardeur patriotique dans le coeur des beys albanais. L'histoire avait posé maintenant devant eux le dilemme d'une autre manière: la domination étrangère ou l'indépendance nationale. Le 28 Novembre 1912 des délégués des différentes provinces étaient rassemblés à Vallona et l'indépendance albanaise était officiellement proclamée. Il n'est pas sans intérêt de marquer ici que l'homme qui avait hissé le drapeau albanais à Vallona était un bey, ancien haut fonctionnaire de l'Empire. Ismail Kemal bey de Vallona, ancien député au parlement turque, ancien gouverneur de plusieurs provinces de l'Empire, diplomate d'une habileté reconnue et homme d'une honnêteté discutable, opportuniste éternel et nationaliste accidentel, — «ami» de la démocratie, du Foreign Office et des Livres Sterlings; voilà le «heros national» de l'Albanie de 1912. En l'image de cet homme la classe des beys a adoré son type parfait.

Les impérialistes occidentaux n'ayant pu s'entendre sur le partage de l'Albanie, ont décidé à la Conférence de Londres (1913) de créer un Etat microscopique albanais, flanqué d'un prince royal porteur de l'ordre et de la civilisation européenne. . . Kossowo avec son million d'albanais était adjugé à la bourgeoisie serbe patronnée par la Russie tsariste, tandis que Tchamouria était cédée à la Grèce. Bien sûr, ni la bourgeoisie grecque ni la bourgeoisie serbe ne seront pour la création de l'Etat albanais et elles travailleront bien par la suite pour «réparer l'injustice» de la conférence de Londres. . . Les serbes s'allièrent avec la réaction féodale du Nord pour lutter contre l'Etat nouveau-né, tandis que les grecs organiseront le mouvement dit «autonomiste» dans les provinces du Sud. Esad Pasha, le plus puissant des féodaux albanais, désespéré de devenir prince de l'Albanie indépendante, se mettra au service de la bourgeoisie serbe pour lutter contre les nationalistes albanais. Esad Pasha voulait créer une principauté musulmane dans le centre féodal de l'Albanie (Durazzo, Tirana, Elbasan) et était prêt à céder Scutari à la Serbie et les provinces du Sud à la Grèce.

L'Etat albanais est devenu en peu de temps le champs des grandes intrigues impérialistes. La compétition des deux grandes puissances principalement intéressées à l'Albanie, l'impérialisme autro-hongrois et l'impérialisme italien, rendait l'Etat nouveau-né inviable. A toutes ces difficultés «du dehors» venaient s'ajouter des difficultés intérieures très importantes. Nous ayons dit dans notre premier article que l'Albanie, telle qu'elle fût créée par la Conférence de Londres, ne représentait aucunement une unité économique. Il faut ajouter que la création d'un Etat national formellement indépendant, loin d'émousser les contradictions sociales, les rendait encore plus aiguës par le fait qu'elle livrait le pouvoir à la classe haïe des beys. Quelques semaines après l'arrivée du prince de Wied en Albanie il s'est déclenché dans les provinces de Durazzo, de Tirana et de Kavaja le fameux mouvement insurrectionnel des «rebelles», qui en peu de temps a rejeté à la mer le gouvernement nationaliste de Durazzo et le malheureux prince de Wied avec madame son épouse et la Cour royale. . .

Les écrivains nationalistes albanais, n'ont jamais cherché à comprendre le contenu de cette insurrection des « rebelles » et ils se sont contentés d'affirmer que c'était un simple mouvement de fanatisme religieux, par conséquent réactionnaire, par conséquent condamnable . . . En réalité la chose n'était pas si simple.

Les « rebelles » ce n'était ni plus ni moins que les paysans et les petits artisans des provinces albanaises, où le restes du féodalisme étaient et sont encore très grands, où les beys (les Toptani, Verlaci etc.) régnaient en maîtres absolus, où la population laborieuse vivait dans un état de misère inouïe. Cette misère s'était encore accrue par suite de la guerre balkanique. Les petits artisans qui étaient quotidiennement spoliés par les féodaux de Tirana et d'Elbasan, les paysans soi-disant indépendants qui avaient un tout petit lopin de terre et qui devaient exécuter des corvées sans nombre et de payer toutes sortes de redevances féodales, les « bujks », attachés avec leurs femmes et enfants aux « tschifliks » des beys et réduits à un état d'esclavage, voilà l'armée des « rebelles » qui a lutté devant Durazzo avec un hérosisme étonnant. Les « rebelles » luttèrent soi-disant « pour la foi » musulmane et pour en prince turc; contre les infidèles et les nationalistes albanais. Les infidèles, aux yeux des paysans de Tirana et de Kavaia, c'étaient les beys, ces mêmes hommes par qui ils étaient exploités, humiliés, et assassinés quotidiennement. L'infidèle c'est le féodal insolent qui affiche le mépris de la religion pour mieux marquer sa supériorité par rapport au peuple croyant. Et voilà que ce tyran abhorré se dit nationaliste et prétend prendre tout le pouvoir entre ses mains. Est-il dès lors étonnant que le mouvement paysan se soit tourné contre le gouvernement de Durazzo qui était un gouvernement des beys; est-il étonnant que ces masses tout-à-fait ignorantes aient pensé à restaurer le vieux régime turc, où le Sultan était censé de les protéger contre les beys et où le maïs était si bon marché? Le mouvement des « rebelles » était un mouvement paysan, pareil aux mouvements paysans du moyen-âge en occident. Le chef de ce mouvement, un paysan pauvre Hadji Oamil, était un espèce de Pugatchof albanais. Ayant revêtu l'uniforme de pasha turc, chargé de décorations qu'il avait confisquées dans la maison des beys de Toptani, Hadji était monté à cheval et y prêchait la guerre sainte contre les « infidèles » qu'il exécutait souvent de sa propre main.

Les châteaux des beys furent impitoyablement incendiés et leurs biens en partie confisqués. Un certain nombre de beys s'était soumis au pouvoir des « rebelles »; les autres s'étaient réfugiés à l'étranger. Les « tschifliks » ces derniers furent confisqués par décret. Les agents des beys qui avaient lutté contre les « rebelles » étaient sommairement jugés par le tribunal révolutionnaire et exécutés sur place. Les croyants de la secte **bektachi** qui ont près toujours une part active au mouvement national albanais étaient flétris comme des « traîtres à la foi » et voués à la haine des musulmans orthodoxes fanatisés. Mais cette persécution religieuse était dirigée, non pas autant contre la masse des croyants bektachiens qui appartiennent aux couches les plus misérables de la paysannerie du Sud, que contre le riche et puissant clergé **bektachi**, allié naturel des beys féodaux d'Albanie. La bourgeoisie commerciale-usuraire, en bonne partie chrétienne de Tirana, de Durazzo etc., qui collabore étroitement avec les beys pour l'exploitation des masses laborieuses, a dû payer un important tribut au pouvoir dictatorial des « rebelles », tandis que la masse des chrétiens, paysans, artisans et petits commerçants, non seulement n'a pas eu à endurer la moindre molestation de la part des « rebelles », mais au contraire, elle s'est sentie, pour la première fois depuis longtemps, soulagée de l'oppression féodale.

Voilà les faits. Nous sommes bien en présence d'une insurrection paysanne. Que ce mouvement se soit développé sous le signe de la foi musulmane, cela est explicable par l'état social arriéré des paysans albanais du Centre, et par leur ignorance complète des choses politiques. Les paysans albanais des provinces les plus féodales voulaient donner un fondement de justice à leur lutte d'émancipation sociale, et ce fondement ils l'ont cherché dans le coran. Cela bien sur ne change en rien le caractère social du mouvement. Mais bien que révolutionnaire dans son essence sociale, le mouvement des « rebelles », déclenché à un moment historique où le peuple albanais luttait pour son indépendance nationale, a joué objectivement un rôle réactionnaire par ce qu'il a empêché la consolidation du nouvel état albanais, et il a ainsi facilité l'envahissement et la divestations du pays par les impérialistes grecs et panserbes. La direction du mouvement paysan en 1914 est tombée, comme il fallait s'attendre, entre les mains du chérif musulman qui voulait s'en servir pour restaurer l'ancien régime turc. Ceci a suffi pour que le mouvement paysan fut discrédité aux yeux des larges masses populaires qui, en ce moment, luttèrent pour un état albanais indépendant et laïque. Le mouvement des « rebelles » s'est localisé dans les provinces féodales, du Centre et quelques mois après sa naissance, il fut noyé dans le sang par l'action concertée des féodaux albanais et de l'armée serbe qui venait d'envahir l'Albanie. Des centaines de paysans furent massacrés par les bandes mercenaires d'Esad Pacha Toptani. Hadji

Quiamil lui même fut capturé par l'armée serbe et exécuté à Tirana. Son cadavre fut exposé pendant plusieurs jours au marché de la ville pour qu'il inspirât la terreur aux serbis des beys et leur ôtât l'envie de se revolter de nouveau contre leurs oppresseurs. Les nationalistes révolutionnaires albanais étaient en ce moment là trop faibles pour qu'ils pussent penser à prendre en mains la directions du mouvement paysan et le canaliser dans la voie de la lutte contre la réaction intérieure et l'impérialisme étranger. En 1914 le mouvement national albanais était encore dirigée par les beys. L'organisation nationale-révolutionnaire du peuple laborieux d'Albanie ne fut fondé que plus de dix ans plus tard: c'est le Comité de l'Emancipation Nationale albanaise dont nous parleront dans le prochain article.

L. Fundo.

L'ORIM (unifiée) et l'ORIM fasciste Aperçu historique — Caractéristique — Idéologie

La similitude dans la dénomination fait souvent qu'à l'étranger on confond l'ORIM (unifiée) avec l'ORIM tout court, à la quelle la population macédonienne donne à juste titre le qualificatif de fasciste. Il n'y a rien de commun entre les deux organisations, tout au contraire elles sont l'antipode l'une de l'autre. L'une — l'ORIM (unifiée) — est l'organisation révolutionnaire des masses populaires, ayant pour but la conquête de l'indépendance de la Macédoine par la révolution. L'autre n'est que l'instrument de la politique de revanche du fascisme bulgare.

L'une et l'autre tirent leur origine du mouvement national macédonien, étant les continuatrices des deux tendances, qui s'étaient dessinées dès le début dans ce mouvement: la tendance révolutionnaire et libératrice du peuple macédonien d'un côté, celle des agents macédoniens de la cour de Sofia de l'autre. La tendance révolutionnaire était représentée par l'organisation macédonienne (fondée à Salonique en 1893) dite intérieure, parce qu'elle avait effectivement sa base en Macédoine. L'autre tendance était celle des verkhovistes, du nom du Comité Supérieur (verkhoven) Macédonien, fondé à Sofia en 1895 sous l'inspiration du roi des Bulgares, alors le prince Ferdinand.

L'organisation intérieure macédonienne (L'ORIM) poursuivait le but: la conquête de l'autonomie de la Macédoine sous le protectorat des grandes puissances. Les voies: l'organisation de toute la population macédonienne, son armement et l'insurrection générale. L'ORIM voit les intentions de Sofia, Belgrade et Athènes et prend ses précautions. Plus tard elle s'en déclare leur ennemie; cette animosité est des plus violentes contre les agents de la politique conquérante bulgare comme la plus agressive.

Les verkhovistes ou les agents de la politique d'agression bulgare ont un autre but, c'est de préparer une guerre entre la Bulgarie et la Turquie afin que la première puisse annexer la Macédoine. Les voies en sont: par l'aide matérielle et morale de l'Etat bulgare organiser des incursions et des attentats de tchéta en Macédoine, prendre en mains la direction de l'ORIM et la mettre à la disposition du palais bulgare qui en fera son instrument et celui de l'Etat Bulgare.

Pendant la première décade du mouvement macédonien (1893—1903) l'ORIM, tout en travaillant pour l'édification d'une organisation révolutionnaire de masses, menait une double lutte: contre les abus des autorités turques et contre les provocations des verkhovistes. Elle avait ainsi réussi à créer son propre appareil administratif judiciaire et financier et devenir en quelque sorte un état dans l'état, s'opposant avec succès à toute pénétration en territoire macédonien des tchetas et des agents verkhovistes.

Pendant la même période les verkhovistes agissant ouvertement de Sofia, envoyaient dans les régions frontières des tchetas qui, en 1895, tentèrent l'agression contre la ville de Melnik et organisèrent l'insurrection dite de «Gorna Djoumaya» en 1902.

En même temps, les verkhovistes provoquent des rencontres sanglantes avec les hommes de l'ORIM, terrorisent les paysans macédonniens et lorsqu'ils le peuvent font des exécutions afin de se rendre maîtres de certains rayons.

Se rendant compte qu'ils ne réussiraient pas à se rendre maîtres de l'organisation révolutionnaire macédonienne par une action du dehors, les verkhovistes, suivant les conseils de leurs patrons à Sofia, recourraient à une autre tactique: La conquérir par dedans, c'est à dire en y adhérant. Cette nouvelle tactique avait déjà fait son oeuvre avant même l'insurrection d'Illinden (jour de St. Elie). C'est justement à cette nouvelle et traîtresse tactique des verkhovistes qu'est due la proclamation prématurée de cette insurrection héroïque et foncièrement populaire.

L'échec de l'insurrection a provoqué une différenciation au sein de l'organisation révolutionnaire. Deux ailes se formèrent en elle. L'aile gauche, défendant le point

de vue que l'insurrection avait échoué parce que proclamée prématurément, sans une préparation suffisante parmi les masses du peuple macédonien, et que le moment avait été mal choisi du point de vue tant intérieur qu'extérieur. Le fait que la Bulgarie et les grandes Puissances étaient demeurées inactives pendant l'insurrection constituait un fort argument en faveur de la thèse des gauches soutenant que la libération de la Macédoine devait être l'oeuvre des macédoniens eux-mêmes et qu'il n'y avait rien à attendre d'une aide du dehors. Ceux qui parlaient ainsi étaient d'honnêtes et sincères révolutionnaires; ils formaient l'âme du mouvement macédonien et avaient une confiance inébranlable dans le mouvement des masses. Les partisans de l'aile droite raisonnaient tout autrement. Pour eux l'insuccès de l'insurrection signifiait que le peuple macédonien n'était pas en état de se libérer par ses propres forces et qu'on devait par conséquent recourir à un appui du dehors: une intervention des grandes Puissances dans une guerre entre la Turquie et la Bulgarie. C'était là, comme on le devine, la façon de voir des verkhovistes, qui s'étaient faufilés dans l'organisation intérieure, ainsi que des militants, dont la foi en la force révolutionnaire des masses s'était ébranlée au premier échec subi.

Après la révolution jeune turque (1908) les deux fractions se réorganisèrent. Il ne répondait plus aux visées impérialistes de la cour de Sofia. La fonction qu'il avait rempli jusque là pouvait être confiée avec plus de chances de succès à l'aile droite de l'organisation révolutionnaire macédonienne.

Au congrès de Rila (1905) la majorité des délégués faisait partie de la gauche. Les résolutions votées au congrès n'étaient pas du goût des partisans de la droite, qui effectivement quittèrent l'organisation un an plus tard. On s'est ainsi trouvé en présence de deux fractions ennemies, agissant toutes deux au nom de l'ORIM. Ainsi recommençait, sous une autre forme, l'ancienne lutte entre le vrai mouvement révolutionnaire macédonien et le verkhovisme. Ce fut une lutte sanglante, où les assassinats ont fait fureur de part et d'autre.

Après la révolution jeune turque (1908) les deux fractions se réorganisèrent sur une base légale. La droite — les anciens et nouveaux verkhovistes — formèrent les clubs constitutionnels qui, vrai parti nationaliste bulgare, continuèrent à agir sous la direction immédiate de la cour de Sofia et du gouvernement bulgare. Leur tâche secrète était de compromettre le régime constitutionnel et de préparer le terrain pour une guerre entre la Turquie et la Bulgarie, jugeant qu'ainsi seulement la Macédoine pourrait être annexée par la Bulgarie.

L'aile gauche forma le parti populaire fédératif et travailla pour la consolidation du régime constitutionnel, pour l'obtention de larges droits démocratiques et pour l'autodétermination des nationalités.

Pendant 1910—12 des attentats ont été commis dans plusieurs villes de la Macédoine. Ils étaient organisés de Sofia, par les mêmes milieux verkhovistes qui inspiraient les clubs constitutionnels. A leur tête étaient les agents serviles de l'impérialisme bulgare et courtisans bien connus Todor Alexandroff et général Protogeroff. Ils se disaient des chefs de l'ORIM et au nom de celle-ci ils organisaient les attentats par lesquels on prépara le terrain de la guerre balkanique.

Pendant la guerre la gauche du mouvement macédonien, n'a pas manifesté son existence. La cause en était d'abord la large propagande menée de Sofia que la guerre déclarée n'était qu'une guerre libératrice et ensuite la faiblesse et la désorientation des gauchistes au moment critique. A la même époque les verkhovistes étaient à l'apogée de leur activité comme instruments de l'impérialisme bulgare. Leurs chefs sont des «personna grata» à la cour royale, auprès du cabinet de Sofia, à l'état major de l'armée. Leurs tchetas marchaient derrière l'armée bulgare dans les régions conquises, massacraient tous les éléments «indésirables» et se livraient à des cruautés barbares et des rapines inouïes au détriment de la paisible population turque et pendant la grande guerre, de la population serbe.

La fin de la guerre mondiale marquait une catastrophe pour l'impérialisme grand-bulgare. Par la force des choses, le même sort était réservé à ses agents en Macédoine — les gens de l'ORIM verkhoviste. Les événements historiques avaient dévoilé aux yeux des plus aveugles quelle traîtrise criminelle à la cause macédonienne constituait le mot d'ordre des verkhovistes: «Annexion de la Macédoine à la Bulgarie».

Les réfugiés macédoniens en Bulgarie ont commencé à élever la voix en faveur de l'autonomie de la Macédoine et de la fraternité entre les peuples balkaniques. En peu de temps ce mouvement a gagné les masses. A sa tête se mirent les révolutionnaires et militants macédoniens qui, dans ce temps, dirigeaient la gauche de l'ORIM ancienne. Ils se constituèrent en une «Représentation Provisoire» de la même Organisation. Mais les verkhovistes, malgré la banqueroute de leur annexionisme, n'en restèrent pas moins fidèles à leurs idées. Rénies par les masses macédoniennes, les verkhovistes s'appuyaient sur le jeune roi Boris, sur la ligue militaire, les vieux partis des

catastrophes et enfin sur les banquiers bulgares. C'est eux qui les incitaient à lancer de nouveau le mot d'ordre de l'annexion de la Macédoine à la Bulgarie et leur fournissaient les moyens pour soutenir cette revendication auprès de la Conférence de la Paix, où ils se présentèrent au nom d'un soi-disant «Comité exécutif des confréries macédoniennes». Plus tard ils poussèrent même l'audace jusqu'à parler au nom de l'ORIM. C'est ainsi que sur le territoire de l'état bulgare les deux courants du mouvement macédonien s'affrontèrent de nouveau et s'engagèrent dans une lutte violente par la parole et par la presse. C'était vers la fin de l'année 1918 et pendant 1919. Les traités de «paix» amenèrent encore une transformation de ces deux courants. Les verkhovistes, voyant que leur annexionisme avait subi un rude coup à Paris et qu'ils étaient complètement discrédités parmi les masses, se couvrirent du masque «autonomiste». Ils déclarèrent: «Nous sommes aussi pour l'autonomie de la Macédoine!» En cela ils étaient d'accord avec la tactique nouvelle du revanchisme grand-bulgare, qui pensait, qu'après l'échec à Paris, il devait manoeuvrer en revendiquant l'autonomie de la Macédoine comme une étape vers son annexion complète. Les décisions de la Conférence de Paris déçurent également les représentants de la gauche de l'ORIM — «la Représentation Provisoire» — qui avaient l'espérance que les «grands juges» prêteraient l'oreille à leur juste cause.

A ce moment décisif où les larges masses macédoniennes se rangèrent hardiment du côté des chefs de la gauche, ces derniers ne purent se rendre maître de la situation et prirent la direction du mouvement. Une partie d'entre eux se retira du mouvement, une autre forma l'union des émigrés auprès du parti communiste Bulgare et une troisième entra dans l'Organisation du Comité Exécutif.

Cette dernière fit siens les mots d'ordre de la «Macédoine libre et indépendante» et de la «Fédération Balkanique» et put exister de 1920 à 1923. Elle engagea la lutte contre les faux autonomistes, c'est à dire contre les verkhovistes et put rassembler sous ses drapeaux une grande majorité de l'émigration. Cette lutte n'était autre chose que la continuation, sous une forme nouvelle, de la lutte entre le courant réactionnaire et celui de la gauche du mouvement macédonien. Mais l'organisation Fédérative ne poussa pas les choses plus loin que la «Représentation provisoire». Elle ne put poser la question macédonienne sous son nouvel aspect ni, par conséquent, donner la direction juste au mouvement de libération. L'hypocrisie des verkhovistes joua ici aussi son rôle néfaste. Ils se déclarèrent pour la forme d'accord avec les mots d'ordre de l'organisation fédérative et comme cette dernière n'avait point indiqué les méthodes de réalisation de ces mots d'ordre, aucune divergence apparente ne subsistait, de sorte qu'on décida la «fusion» des deux courants.

Après le coup d'état du 9 juin 1923 en Bulgarie, le verkhovisme entra dans une nouvelle phase. Il est non seulement l'agent de la politique de revanche de la «grande Bulgarie», mais aussi un instrument docile entre les mains du gouvernement fasciste de Sofia pour opprimer et massacrer les masses populaires en révolte. C'est la fascisation du verkhovisme macédonien. L'ORIM verkhoviste, dirigée par T. Alexandroff et Protogueroff se transforma en une organisation bulgare-macédonienne terroriste et fasciste. En Bulgarie même elle assassine, couverte par la police bulgare, des hommes politiques bulgares et des militants macédoniens de gauche — tous adversaires du gouvernement fasciste de Sofia; elle prit une part active à la répression du soulèvement des masses ouvrières et paysannes en septembre 1923, où elle se distingua par un vandalisme inouï. Dans la politique extérieure elle emboîte le pas au gouvernement fasciste bulgare et tantôt elle fait des appels pour un rapprochement entre les Serbes et les Bulgares, tantôt elle réclame à la S. d. N. des droits pour les minorités bulgares, et tantôt elle organise des attentats et des incursions de tchetas en Macédoine. Dans cette direction l'ORIM fasciste devient une section du Ministère des affaires étrangères du gouvernement fasciste de Sofia.

Pourtant les idées du courant macédonien de gauche, malgré une terreur sanglante, se propageaient parmi les masses macédoniennes, pénétrant dans les rangs même de l'ORIM fasciste et se manifestant, sous des formes différentes, à l'étranger. Mais ces manifestations sont pour ainsi dire sporadiques, sans une forme d'organisation concrète et sans une idéologie bien définie.

Sentant l'hostilité des masses populaires macédoniennes et voyant dans le gouvernement de Sofia un allié peu sûr, les chefs du fascisme macédonien, après de longues hésitations, signèrent à Vienne le manifeste bien connu de mai 1924. Mais deux des auteurs de ce manifeste, Todor Alexandroff et Protogueroff aussitôt de retour en Bulgarie renièrent leurs signatures sous la pression des éléments fascistes du pays. Le troisième membre du Comité Central de cette organisation P. Tchaouloff resta fidèle aux principes proclamés dans le manifeste et il expia par la vie cette fidélité. Il a été assassiné à Milan à la fin de 1924 (Voir pour plus de détails: «Les traîtres à la cause macédonienne!»)

Quelles étaient les idées du manifeste? Le mouvement macédonien se posait comme but la conquête de l'indépendance de la Macédoine dans les cadres de la Fédération Balkanique. Les moyens pour la réalisation de cette tâche étaient ainsi définis: Lutte révolutionnaire des masses du peuple macédonien dans les trois parties de la Macédoine et front unique sur une échelle balkanique du mouvement révolutionnaire national et social.

Le principe de l'indépendance du mouvement libérateur macédonien y était ainsi hautement proclamé. La révolution y était reconnue comme l'unique moyen de la libération de la Macédoine. Les gouvernements de Belgrade, Athènes et Sofia, de même que l'impérialisme international, y étaient taxés de leur vrai nom: ennemis mortels du mouvement national-révolutionnaire macédonien.

Ce manifeste fut non seulement renié par les fascistes macédoniens — en ceci rien d'étonnant — mais quelques mois plus tard Todor Alexandroff fut assassiné par ses amis comme auteur du manifeste; cet assassinat fut le signal d'un massacre général des macédoniens de gauche en Bulgarie et dans la région de Petritch. Cette boucherie a été dirigée par le général Protoguéroff et Ivan Michailoff, qui venait de remplacer T. Alexandroff.

Mais malgré la lâcheté et les orgies sanglantes de l'ORIM fasciste les idées du manifeste pénétrèrent dans les masses et donnèrent leurs fruits. C'est que ces idées, reposant sur le front unique national et social-révolutionnaire balkanique, répondaient pleinement aux conditions de la question macédonienne. La Macédoine est divisée en trois morceaux, dont chacun est dominé par un état possédant une organisation moderne. Le statu-quo des Balkans est assuré par l'impérialisme international. Vu cet état des choses le peuple macédonien ne pourrait se libérer par ses propres efforts, il a besoin d'alliés. Ses alliés naturels sont les autres peuples opprimés des Balkans, le prolétariat révolutionnaire et les paysans exploités des nations dominantes. La voie du front unique a été tracée par le caractère même de l'esclavage en Macédoine. En effet aujourd'hui il ne s'agit pas seulement d'une assimilation nationale, mais bien d'une exploitation bestiale, d'un vrai esclavage colonial, qui suce les derniers sucres vitaux du peuple macédonien asservi par trois Etats différents.

Lutte révolutionnaire des masses pour la libération nationale, politique et économique et lutte commune avec les autres peuples balkaniques opprimés nationale-ment et socialement — voici les nouvelles formes que revêtit le mouvement national-révolutionnaire macédonien après les guerres balkaniques et mondiale. Ceci s'est réalisé en octobre 1925 avec la fondation de l'ORIM — unifiée. Elle apparaît comme la continuatrice de l'ORIM-ancienne, celle de Gotsé Delchev, et, après sa différenciation —, de la gauche révolutionnaire qui luttait réellement pour la libération nationale, politique et économique de la Macédoine. Mais si à cette époque — là les conditions du front unique dans les Balkans n'étaient bien muries, il en a été tout autrement après la guerre, où le mot d'ordre du front unique devient un des fondements du programme de l'ORIM (unifiée). Cette organisation s'appela unifiée parce qu'elle se proposait d'unifier autour de son programme toutes les forces macédoniennes honnêtes et dévouées qui formaient la gauche de l'ancienne ORIM. Dans ses rangs trouvèrent place tous les révolutionnaires et militants macédoniens qui, après la guerre, avaient participé aux différentes manifestations macédoniennes de gauche. Dans l'ORIM (unifiée) sont venus se retrouver les militants de la Représentation provisoire, de l'organisation fédérative, de l'opposition dans l'ORIM fasciste, de l'Union des émigrés macédoniens communistes en Bulgarie ainsi que ceux des groupements formés en Macédoine après la publication du Manifeste. Mais ce qui est le plus important, c'est qu'à ses côtés se rangent les masses populaires des trois tronçons de la Macédoine subjuguée. Les procès politiques dans la Macédoine sous la domination Serbe contre les militants de l'ORIM-unifiée; la découverte d'une imprimerie bulgare clandestine à Vélès que le procureur affirme avoir appartenu à cette organisation: les saisies fréquentes chez les macédoniens du journal «Makedonsko Delo», porte-parole de l'ORIM-unifiée, et d'autres brochures éditées par elle, tout cela vient à démontrer que les idées et les principes défendus par l'ORIM-unifiée, que les mots d'ordre lancés par elle répondent aux intérêts et aux aspirations du peuple révolutionnaire macédonien.

Mais tandis que l'ORIM-unifiée lentement mais sûrement pénètre parmi les masses macédoniennes, les éduque et les prépare pour la révolution et dans cette lutte même édifie le front uni national et social révolutionnaire balkanique, l'ORIM-fasciste marche à grands pas vers sa désagrégation.

Cette décomposition est la conséquence directe de l'activité contre-révolutionnaire et anti-populaire, à laquelle s'est adonnée l'ORIM-faciste. Dans les masses elle a perdu toute confiance et tout appui. Sa force c'est la terreur et les violences, qu'elle exerce, soutenue et encouragée par le fascisme bulgare. La scission survenue dans

les rangs des fascistes bulgares — les uns se trouvant sous l'influence de l'impérialisme anglo-français, les autres sous celle de l'impérialisme italien, — fut le signal de la décomposition précipitée de l'ORIM fasciste.

Le 7 juin 1928 Ivan Mikhailoff a fait assassiner son collègue, le général Protogueroff. A partir de cette date l'organisation dirigée par eux se partagea en deux camps, à l'instar du fascisme bulgare gouvernant. Les valets suivent leurs maîtres. Mais tandis que ces derniers mènent la lutte par des polémiques oratoires ou de presse, leurs mercenaires macédoniens ont recours au pistolet pour vider leurs querelles. Les deux fractions ayant à leur tête l'une les partisans de Protogueroff et l'autre Ivan Mikhailoff agissent toutes deux au nom de l'ORIM-fasciste. Il n'y a pas de doute que dans le processus de ces luttes sanglantes et sans nulle base idéologique, que se font les deux fractions des fascistes macédoniens, les éléments honnêtes et sincères quitteront tôt ou tard leurs chefs actuels et iront se ranger parmi les militants de l'ORIM (unifiée). Mais l'ORIM fasciste, unie ou divisée, continuera, même avec une poignée de vendus, son oeuvre abjecte, tant qu'existeront la politique de revanche et le fascisme bulgare.

Tcherneff.

La Question Slovène dans le Problème de la Fédération Balkanique

La Slovénie, hinterland du port de Trieste et point d'accès de l'Europe Centrale vers la Mer Adriatique a été toujours la pomme de discorde entre les impérialismes italien et allemand. L'impérialisme allemand entendait se frayer un chemin vers l'Adriatique en passant sur le corps de la nation slovène. Ce fut la monarchie autrichienne qui avait essayé de mettre en pratique ce projet. Mais déjà avant la guerre un troisième larron, l'impérialisme grandserbe, s'était proposé de s'emparer de la peau de l'ours.

La guerre une fois finie, la nation slovène attendait en vain la liberté économique, culturelle et nationale. La «paix» de Versailles a déchiré son territoire en trois parties: la plus grande est revenue à la Yougoslavie, une autre partie assez importante a été faite cadeau à l'Italie et une partie moindre à l'Autriche.

Sous ces trois dominations étrangères, la nation slovène toute entière est soumise aujourd'hui à l'oppression la plus brutale, destinée à supprimer par tous les moyens son individualité économique, culturelle et nationale.

L'Italie, qui en dehors d'un quart de million de Croates, opprime encore plus de 500.000 slovènes, soumet ces derniers à la plus violente oppression fasciste. Les ouvriers et les paysans slovènes y sont non seulement l'objet, comme leurs frères italiens, à une exploitation économique la plus brutale, mais aussi à une oppression nationale démunie de tout scrupule, de la part du chauvinisme italien.

Toutes les écoles slovènes ont été fermées ou italianisées; la presse slovène a été interdite, même celle qui dans son ignominie s'est dépechée de prouver sa servilité au fascisme; toutes les associations slovènes ont été dissoutes; la vie économique et culturelle réprimée. Tout enfin qui était de nature à rappeler l'existence de la nation slovène a été supprimé. Les déportations d'ouvriers, paysans, intellectuels, instituteurs etc. sont à l'ordre du jour. La justice et la terreur fascistes sévissent. Dans les procès innombrables les accusés sont condamnés à des centaines d'années de prison, d'autres à mort et exécutés.

L'impérialisme autrichien emploie des méthodes plus adroites pour la suppression de la nation slovène. L'appareil bureaucratique chauvin a pour cela une très bonne école héritée de la vieille Autriche, qui au cours de quelques dizaines d'années avait réduit en Carinthie la minorité nationale slovène d'au moins 50%. Il y en reste néanmoins près de 100.000, presque exclusivement des ouvriers et des paysans. Là aussi toutes les écoles ont été dénationalisées. Comme en Italie fasciste, la langue slovène est officiellement écartée de la vie publique et on essaie de la ridiculiser sous le titre de «langue paysanne». La pression économique est de plus en plus forte. L'une après l'autre les modestes fermes paysannes sont mises aux enchères. Une organisation de colonisation allemande créée à Klagenfurt sous le titre de «Heimatschutz» (la défense de la patrie) achète toutes ces fermes et y installe des immigrants allemands. Plusieurs centaines de fermes slovènes sont ainsi passées au cours des dernières années entre les mains de colons allemands.

L'idée que le problème national slovène serait résolu dans ses revendications les plus justes à l'intérieur même de l'Etat Yougoslave est malheureusement assez répandue. Cette fausse conviction de l'opinion publique s'appuie sur l'attitude

officielle des partis politiques slovènes depuis la création de l'état yougoslave jusqu'à la proclamation de la dictature. Elle est pourtant complètement fautive. La nation slovène en Yougoslavie est aussi opprimée sur les terrains politiques, nationaux, culturels et économiques, que le sont toutes les autres minorités nationales. Les slovènes y constituent une minorité nationale comme en Italie et comme en Autriche et cette minorité compte plus d'un million d'êtres humains. Ils constituent avec leurs conationaux d'au delà des frontières yougoslaves une unité économique et culturelle.

Analysée d'une façon superficielle il semblerait que la situation des slovènes en Yougoslavie serait moins grave que celle de leurs frères d'Italie ou d'Autriche. Ils semblent même jouir d'une situation privilégiée à l'égard des autres minorités nationales de Yougoslavie. Le slovène docteur Korosetz n'était — il pas en sa qualité de président du Conseil au cours de l'année 1928 le fourrier de la dictature des généraux?

L'attitude de trahison des partis bourgeois slovènes, et notamment du parti populaire (docteur Korosetz), du parti démocrate (docteur Kramer) du parti paysan (Puseli-Prepeluh) et du parti social-démocrate yougoslave a donné vers l'extérieur l'impression d'une complète satisfaction des aspirations nationales slovènes. La revendication d'autonomie formulée par le „représentant“ de la nation slovène, le parti populaire, a été liquidée au cours du soidisant accord de Bled, ou ce Parti a renoncé à toute attitude oppositionnelle, même superficielle, et a vendu la cause slovène à la Grande-Serbie.

A l'intérieur du pays la situation est toute autre. Les impérialistes grands-serbes considèrent la Slovénie comme un pays «conquis» et la traitent en conséquence. La Slovénie a dû payer à Belgrade au cours des premières années d'après-guerre des tributs énormes. Toutes les écoles slovènes ont été petit à petit serbisées. La langue officielle de l'université «slovène» à Liubiana est la langue serbo-croate. Les chaires les plus importantes y ont été occupées par des professeurs serbes ou blanc-gardistes d'une réputation fasciste incontestable. La même chose s'est produite dans des administrations publiques, notamment dans les finances, les chemins de fer, où on a installé partout des directeurs serbes. Ce n'est que les fonctionnaires les plus dévoués à l'idée grande-serbe qui peuvent garder leurs emplois. La situation dans l'armée est pire que partout ailleurs. Les soldats d'origine slovène sont éparpillés dans des corps de troupes parlant une langue étrangère, les officiers slovènes sont permutés ou mis à la retraite. Le général slovène Maister qui s'est rendu célèbre par sa lutte en faveur de la cause slovène a été rapidement mis à la retraite, tandis que toutes les commandes de son détachement ont été confiées à des officiers appartenant à la sinistre **Main blanche**.

La dictature des généraux a encore supprimé les derniers restes de l'égalité slovène dans l'Etat serbe-croate-slovène. La domination étrangère se fait aujourd'hui sentir dans toute la vie publique. Dans toutes les autorités supérieure la seule langue officielle est devenue la langue serbo-croate. Toute la législation est dirigée vers l'absorption au plus vite de la nation slovène par l'Etat yougoslave. Tout ce qui était de nature à rappeler l'individualité slovène a été opprimé ou interdit.

Aussi ce régime est-il haï par la majorité écrasante de la population slovène. Elle est absolument adverse de la solution «yougoslave» de la question slovène. Les partis opportunistes slovènes qui dans des intérêts égoïstes ont trahi la cause nationale et se sont mis à la disposition du régime des bourreaux contre leurs propres conationaux sont haïs au même degré. Les masses travailleuses voient dans l'oppression nationale un renforcement de l'exploitation économique et les milieux petit-bourgeois se penètrent à leur tour de cette vérité. Le régime dictatorial yougoslave implique la ruine économique et nationale pour le peuple slovène.

Des centaines d'usines chôment actuellement en Slovénie; les machines en sont démontées et transférées en Serbie; les ouvriers et les paysans slovènes sont obligés à émigrer en masse vers la France et la Belgique, où ils se meurent dans le travail éternuant des mines.

Cette situation ne manque pas d'exercer son influence sur la population slovène et un mouvement de défense nationale se fait jour. Les autorités serbes en sont pleinement informées. De là aussi un renforcement de la terreur quotidienne. La moindre manifestation de mécontentement et d'opposition est suivie de perquisitions en masse. Même les journaux de l'ancien Parti populaire clérical slovène qui prennent part au régime, ont été censurés s'ils publiaient seulement des faits sur la situation

grave des masses populaires, défavorables au régime. On se rappelle encore que l'archevêque Jeglic de Laibach, âgé de 80 ans, a été aussitôt destitué pour avoir osé critiquer dans une lettre pastorale d'une façon assez édulcorée l'oppression de la culture slovène.

Telle est la situation de la nation slovène. En Italie une partie de la bourgeoisie est passée du côté du fascisme, une autre partie a évacué le terrain et a émigré en Yougoslavie. On compte ainsi près de 80.000 slovènes émigrés d'Italie. Le même phénomène est constaté en Carinthie, mais dans des proportions inverses; la plus grande partie de la bourgeoisie s'est mise au service de l'oppression étrangère, tandis que la partie moindre a émigré.

En Yougoslavie même les intellectuels bourgeois slovènes, indigènes ou immigrés font montre d'une attitude servile envers le régime dictatorial dans l'espoir d'obtenir des bons emplois ou des avantages économiques. Malgré cela, la conviction que la question nationale slovène ne peut trouver de solution dans l'Etat yougoslave actuel se développe de plus en plus, même dans ces milieux.

Elle est une partie intégrante du grand problème national propre à tous les pays balkaniques et ne sera solutionné que par la création de la fédération balkanique, comprenant une Slovénie indépendante du point de vue économique, culturel et national.

I. Z. (Slovénie)

La crise roumaine

(Correspondance de Bucarest)

La Roumanie se trouve en pleine fièvre électorale. Non pas parce que le roi Carol tient avoir à l'avis du pays au sujet du régime de dictature personnelle qu'il vient d'instaurer, mais pour donner un certain apaisement à tous ceux qui considèrent son expérience comme particulièrement dangereuse pour le régime tout entier.

La finance internationale avait placé ces temps derniers un certain nombre de capitaux sur le marché roumain et a mis notamment à la disposition du gouvernement roumain un emprunt assez important. Elle entend pour cela s'entourer d'une certaine garantie destinée à la mettre à l'abri de surprises désagréables, à la suite desquelles elle risquerait de perdre au moins son argent.

Déjà à l'occasion de la conclusion de l'emprunt de stabilisation la finance internationale avait exigé du Parti Libéral alors au pouvoir de lui assurer l'assentiment du Parti National-Paysan. Le Parti dit libéral, des frères Bratiano, a dû se retirer et céder la place au Parti national-paysan qui accordé en échange son consentement à l'emprunt et aux conditions ruineuses pour le pays qu'il impliquait.

La première tranche de cet emprunt versée à la Roumanie vers le début de 1930 n'était pas de nature à retenir le pays sur la pente vertigineuse de la crise économique et agricole. Le **lei** a été stabilisé, mais la misère, le chômage, le déficit budgétaire ne firent que s'accroître.

Les paysans endettés par une succession de mauvaises récoltes ne pouvaient vendre leur blé; les impôts ne rentraient pas malgré la pression exercée par les percepteurs; des rencontres sanglantes se produisirent même entre les paysans et les représentants du fisc qui souvent recoururent à la force armée.

L'effervescence qui avait pris des proportions inquiétantes s'étendait sur tout le pays. Dans l'incapacité de remédier à la situation, la bourgeoisie roumaine, en accord avec l'impérialisme français, s'est prêtée à un «geste symbolique» destiné d'un côté à éveiller des nouvelles illusions dans les masses en proie à la misère et au désespoir et d'un autre côté à renforcer l'organisation militaire de la Roumanie et la rendre capable de tenir tête à l'ennemi intérieur et à satisfaire les tâches qui lui furent attribuées par l'impérialisme occidental concernant la préparation de l'agression anti-soviétique. Ce geste symbolique était le retour du prince Carol sur le trône de ses «ancêtres».

De tout ce qu'on attendait de lui, Carol n'a pu remplir que la tâche militaire. Le blé, et les autres produits agricoles, ou les paysans durent s'en défaire à des prix dérisoires afin de pouvoir subvenir aux exigences du fisc; le chômage s'accroît dans

les villes; le budget continue à donner des déficits, malgré la réduction des salaires des employés et des ouvriers de l'Etat.

Seuls les militaires virent retourner la période de la «prospérité». Les soldes augmentèrent, l'équipement et l'armement ont été constamment renouvelés et augmentés; des nouvelles routes stratégiques terrestres ou aériennes ont été construites ou organisées et tandis que les budgets de tous les Ministères ont dû être réduits, celui de la guerre s'est vu allouer **cinq milliards** supplémentaires.

L'endossement de cette politique par le Parti national-paysan a mené à la perte de sa popularité parmi les masses paysannes. Appelé au pouvoir dans une bonne mesure pour retenir ces masses de la révolte, il s'est vu débordé par leur mécontentement. A la ville les choses n'allaient pas mieux.

Dans ces conditions la bourgeoisie roumaine voyait se perdre en vain l'apport du retour du roi Carol. Il fallait donner aux masses à défaut d'une amélioration de la situation économique, des nouveaux espoirs. Le Parti national-paysan, après le Parti libéral, avait fait faillite. Il ne restait à la bourgeoisie roumaine pour justifier ces nouveaux espoirs que seule la personnalité de Carol. Celui-ci essaya de former un gouvernement personnel, tout en donnant tout apaisement au capitalisme international. Il appela pour cela M. Titulesco, Ministre de Roumanie à Londres et homme de confiance des impérialismes français et anglais. Mais sa mission ayant échoué ce fut le professeur Jorga, ancien précepteur du roi noceur, qui a été chargé de la présidence du Conseil. Il se trouve à l'heure actuelle à la tête du gouvernement et se flatte de «sauver» (?) le pays de la grave crise, «sans avoir pour cela un programme précis».

Au moment où nous écrivons la campagne électorale bat son plein. En l'absence d'un parti ou d'un programme, le gouvernement essaye de s'assurer une majorité parlementaire par toutes sortes de cartels électoraux ainsi que par «le système des élections» qui a déjà fait ses preuves en Roumanie, système personifié par M. Argetoianu, le nouveau ministre de l'Intérieur. Il s'agit du vol des urnes, de la terreur électorale, de l'exclusion du vote des masses travailleuses etc. . . .

Voulant leurrer les peuples opprimés et les minorités nationales le gouvernement du professeur Jorga s'est prêté à un geste démagogique en offrant le portefeuille d'un sous-secrétaire d'Etat au député bourgeois Rudolf Branch, membre de la minorité nationale allemande. Le gouvernement espère par là éveiller parmi les nombreuses minorités nationales l'impression qu'il entend s'occuper de leur sort et que pour cela il s'est adressé à un des leurs.

Le gouvernement se trompe pourtant dans ses espoirs. M. Branch ne représente personne, même pas sa propre minorité. Le Comité central du parti allemand de Roumanie a protesté aussitôt après la nomination de M. Branch au poste de sous-secrétaire contre ce fait. Il a déclaré que si le gouvernement entendait choisir parmi les membres de cette minorité un sous-secrétaire, il aurait dû s'adresser au parti qui lui aurait désigné un de ses membres ayant la qualité de les représenter.

Quant aux autres minorités nationales et peuples opprimés et surtout à leurs couches travailleuses M. Branch ainsi que tous ses confrères des partis minoritaires, qui ont également offert leur collaboration comme c'est le cas du parti minoritaire bulgare en Dobroudja, les représente encore moins. Il ne servira que de paravent pour le gouvernement de dictature qui pourra ainsi continuer sa politique d'oppression nationale tout en se parant d'un sous-secrétariat pour les minorités nationales occupé par un minoritaire.

Comme tant d'autres problèmes qui attendent leur solution, la question des minorités nationales et des peuples opprimés de Roumanie ne trouvera pas sa solution sous le régime actuel.

Il serait faux de croire que le roi Carol avec sa clique se trouve isolé de la bourgeoisie indigène. Le Parti dit libéral vient de conclure un accord électoral avec le gouvernement du roi. La grande bourgeoisie financière et industrielle se trouve ainsi derrière la dictature.

Leurs espoirs, s'ils s'en font, seront pourtant déçus. Le fascisme roumain s'est montré définitivement incapable de redresser la situation économique du pays. C'est la tâche des masses travailleuses des villes et des campagnes de sauver la Roumanie et les peuples qu'elle opprime d'un retour de la barbarie, de la misère et de la famine.

Dinu Pribegie.

La résurrection d'un peuple L' Arménie Soviétique*)

(A l'occasion de son Xme anniversaire)

II. L' Arménie Soviétique

Comme nous l'avons vu, l'Arménie sous le règne du Dachnaksoutioun, était continuellement sur le qui-vive. Elle était en guerre avec tous ses voisins, la Turquie, l'Azerbeïdjan moussavatiste et la Géorgie menchéviste qui avaient décidé de la partager entr'eux. Son économie était complètement ruinée. Les rares entreprises industrielles étaient frappées à mort. L'agriculture était tombée au quart de celle d'avant-guerre. Le pays, cruellement amputé, à la suite de la guerre avec la Turquie kémaliste, ne formait qu'un amas de villages dévastés. Les moyens de communication et de transport étaient désorganisés. La famine et les épidémies y régnaient en maîtres. Il y avait plus de 50,000 orphelins faméliques qui erraient, hagards, dans les rues, sans aide et sans secours. Les Arméniens réfugiés de Turquie, au nombre de 250,000, sans occupation et sans travail, étaient voués à la mendicité. Dans cette anarchie, les propres troupes du gouvernement, commandés principalement par des anciens chefs de bandes, des comitadjis dachnakistes, ayant donné leur mesure en Turquie, répandaient la terreur, razziaient, pillaient, se comportaient, enfin, comme en pays conquis.

La Révolution du 29 novembre, fille de la Grande Révolution d'Octobre, a sauvé l'Arménie de l'anéantissement total.

Laissons parler les faits.

Population. — En 1913—1914, il y avait sur la territoire, qui forme actuellement l'Arménie soviétique, une population de 1,050,000 habitants. En 1915—1916 un flot de 250,000 réfugiés est venu de Turquie porter ce chiffre à 1,300,000.

Or, après l'établissement du régime soviétique, lors du recensement de 1921, il a été constaté que ce chiffre était tombé à 788,667. Donc, en trois ans (1918—1920), le pays avait perdu 511,333 habitants, sous le régime dachnakiste.

Donnons quelques précisions. En 1919, au mois de février, 519 orphelins sur 9193 sont morts. Le pourcentage de la mortalité a atteint le chiffre formidable de 88,8%. Dans la même année, à Erivan, capitale de l'Arménie, 9,901 personnes sont mortes (16,5%). M. Vratzian, ancien président du conseil dachnakiste, avoue dans son livre «La République Arménienne», qu'en 1919, en six mois, 180,000 personnes ont trouvé la mort par suite de la famine et des épidémies.

Actuellement, il y a en Arménie soviétique 1,000,500 habitants contre 788,667, en 1921. En dix ans, un excédent de 216,324 habitants, dont 30,000 immigrés de divers pays. D'ailleurs, le tableau suivant montre de quelle façon étonnante se fait le repeuplement du pays.

	Naissances	Décès	Excédent de naissances	%
1923	29,771	10,048	19,723	25,2
1924	39,032	15,467	23,565	29,2
1925	42,833	13,480	29,353	35,3
1926	46,697	14,945	31,752	36,9
1927	50,921	15,476	35,445	40,2

Constatons simplement qu'en 1914, avant la guerre mondiale, l'excédent de la population en Arménie n'a été que de 16,2.

Les périodes de développement de l'économie nationale d'Arménie.

On peut diviser le développement de l'économie populaire d'Arménie en trois périodes principales.

I-Période de lutte contre la famine, les épidémies, la destruction physique générale.

Cette période comprend les années 1920—21—22—23 où l'économie du pays, par suite de la guerre, des luttes sanglantes fratricides entre les peuples du Caucase et le règne catastrophique du parti Dachnaksoutioun, était à l'agonie et toute la population restante de l'Arménie était menacée d'une destruction totale. C'est la période où les ouvriers et les paysans d'Arménie, bien que maîtres du pouvoir, n'ont pas encore scellé leur pacte fraternel d'entre-aide, d'alliance avec leurs frères de Transcaucasie et de Russie.

*) Voir le N 141 (2) de la F. B., de Février a. c.

2. Période de relèvement de l'économie populaire.

Elle comprend les années 1923—24—25—26. C'est la période où l'économie du pays, grâce aux conditions de sécurité et de paix créées par le pouvoir soviétique, grâce aux efforts héroïques des masses travailleuses arméniennes, secondées par les Républiques fédératives socialistes de l'Union soviétique, entre résolument dans la voie du relèvement. L'agriculture, l'élevage des bestiaux, la culture du coton et de vignes sont encouragés; d'autre part, les quelques branches d'industrie, tombées en ruines, sont l'objet d'un soin vigilant.

3. Période de reconstruction de l'économie populaire.

Elle commence de 1926 et s'étend jusqu'à nos jours. Au cours cette période, le pays marche, suivant un plan ordonné et avec un rythme accéléré, vers l'industrialisation et le socialisme. Non seulement une série de branches de l'économie nationale atteignent et dépassent la situation d'avant-guerre et d'avant la soviétisation, mais une foule de nouvelles industries sont créées, entr'autres, la production de l'énergie électrique, du benzol, l'industrie textile qui prend un essor formidable, la culture et la manufacture du tabac, etc. Dans cette période, l'agriculture passe des formes surannées de production, à un système d'exploitation rationnel, moderne. Le secteur collectivisé, par la création de kolkhozes (économies collectives) de sovkhozes (économies soviétiques) et de fermes coopératives, fait triomphalement son apparition et se développe rapidement, en rendant possible la mécanisation des campagnes.

Il faut noter que les dépenses nécessitées par le développement de l'économie populaire d'Arménie sont couvertes principalement par les apports des budgets de la Fédération Transcaucasienne et de l'Union. Sans doute, par le développement de l'économie nationale se développent également les sources de revenus du pays, mais, pour le moment, pour une période assez longue, l'Arménie ne pourra pas se passer du concours fraternel de l'Union soviétique qui se manifeste par l'octroi de dizaines, de centaines de millions de roubles.

La politique nationale Soviétique — voilà le secret de la renaissance de l'Arménie.

Mais à quoi est due l'ascension continue de l'Arménie soviétique?

Les ennemis jurés de l'Etat prolétarien prétendent que les peuples martyrisés par le tsarisme n'ont fait que changer des maîtres. C'est-à-dire que ces peuples, victimes hier de l'autocratie russe, gémissent aujourd'hui sous «l'impérialisme russe rouge» qui les opprime et les presse avec tout autant de cruauté.

C'est une calomnie.

Les nationalités faisant partie de l'Union soviétique, les grandes comme les petites, sont placées sur un pied d'égalité parfaite.

Ce n'est un secret pour personne que dans le Comité Exécutif Central de l'URSS, à côté du Conseil de l'Union des Soviets où les peuples sont représentés proportionnellement à leur nombre, il y a le Conseil des Nationalités dans lequel chaque République est représentée par cinq délégués et chaque territoire autonome par un délégué, ce qui, dans l'ensemble, donne la **majorité aux nationalités**, puisque les deux Conseils travaillent ensemble et ont les mêmes droits. On sait aussi que dans le Conseil Exécutif Central chaque projet doit être voté à la majorité de l'un et de l'autre Conseil.

Cette égalité de droit est naturelle et logique, puisque la Constitution des Républiques et des territoires autonomes prend sa source dans la «Déclaration des Droits du Peuple Travailleur et Exploité» proclamée, en 1918, par le 3-me Congrès des Soviets de l'URSS, Déclaration qui correspond à celle de la Révolution Française bourgeoise «des Droits de l'Homme et du Citoyen».

On sait encore que chaque République, suivant sa loi organique, «se réserve le droit de se séparer de l'Union Soviétique», tellement grande est sa liberté, et tellement complet son droit à disposer d'elle-même.

Mais naturellement, ces Républiques ne songent et ne songeront nullement à commettre la folie de rompre leur lien d'unité et de solidarité, car un pareil acte équivaudrait à un suicide.

En effet, les petits peuples, opprimés par le tsarisme, doivent leur renaissance précisément à leur union fraternelle, à leur collaboration étroite et sincère.

Par exemple, il n'a pas suffi aux ouvriers et aux paysans d'Arménie de chasser les usurpateurs dachnakistes, de mettre fin au régime bougeois et de se proclamer en République soviétique, pour marcher de progrès en progrès. Les travailleurs d'Arménie, comme ceux de Géorgie et d'Azerbeïdjan, n'ont vu s'ouvrir devant eux une ère sans précé-

dent de développement économique et culturel qu'après seulement avoir fondé la Fédération de Transcaucasie qui, à son tour, est entrée dans la Grande Famille de l'Union soviétique.

Les preuves en sont nombreuses et concluantes. Je vais en citer une.

Sous le régime dachnakiste, l'Arménie ignorait l'existence d'un budget régulier. Le gouvernement vivait au jour le jour, il essayait d'élaborer un projet de budget trimestriel qui ne se réalisait jamais. Ce gouvernement a laissé, comme héritage, un pays dépeuplé, ruiné, avec une dette extérieure de 17,400,000 de dollars.

En 1921-22-23, lorsque l'Arménie soviétique menait une **existence isolée**, elle n'avait pu encore constituer un budget en règle. L'exercice de 1922 présentait comme était de 415,938r. et celui des dépenses, 981,185 roubles.

A la suite de la fondation de la Fédération Transcaucasienne, en 1923, tout est rentré dans l'ordre. L'Arménie a eu, dès ce moment, un budget régulièrement établi, il est vrai, toujours en déficit que comblent les apports des budgets de la Transcaucasie: recettes 7,856,041r, contre 12,975,068r de dépenses. En réalité, les chiffres des recettes est de l'Union.

Ces sommes, faut-il le dire, sont données à l'Arménie non à titre de prêt, mais comme aides fraternelles.

Ici nous pénétrons dans le secret même de l'épanouissement des peuples arriérés de l'Union. Nous voyons, d'une façon palpable, comment «l'impérialisme rouge», au lieu de subjuguer ces peuples, de les exploiter, de leur sucer sang, comme le font les puissances capitalistes et impérialistes dans leurs colonies, au contraire, vole à leur secours.

La Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, c'est-à-dire, la Charte de la bourgeoisie, a proclamé la liberté, l'égalité et la fraternité. Mais ces grands principes ne sont que la poudre que la bourgeoisie jette aux yeux des masses travailleuses qu'elle a pu mener à sa remorque, pour établir sa domination.

L'Etat prolétarien, qui a proclamé les «Droits du Peuple Travailleur et Exploité» et pour lequel il n'y pas de différence de race, ni de nationalité, mais bien une distinction de classes, commettrait une véritable trahison, en accordant aux ouvriers et aux paysans non-russes une égalité, mais de faire tout son possible pour que cette égalité **illusoire**.

C'est pourquoi nous le voyons non seulement déclarer cette égalité, mais de faire tout son possible pour que cette égalité soit **réelle**.

C'est ainsi que Rikow, ancien président du Conseil des Commissaires du peuple, dans son discours au V-me Congrès des Soviets, disait au sujet de la question nationale:

«L'égalité des droits des nationalités a été, depuis longtemps, proclamée **formellement** par la Révolution d'Octobre. Cette égalité constitue **l'un des principes fondamentaux** de notre Constitution. Mais, on ne peut pas considérer la question nationale résolue, par **l'octroi** aux nationalités du droit d'égalité. La difficulté du problème n'est pas là, mais dans la question de savoir comment faire, **quelles conditions créer**, afin de permettre aux nationalités de **profiter complètement de leurs droits**.»

Il est clair qu'un peuple arriéré, bien qu'égal en droit, ne peut pas jouir des conquêtes de la culture avec autant d'intensité et de profondeur qu'un peuple évolué. Vous avez beau lui accorder tous les droits, ceux-ci resteront ilusoires tant que vous ne le mettez pas **en état** de les exercer ou d'en jouir pratiquement.»

Rikow est amené de la sorte à exprimer son vif regret de ce qu'une vaste République, comme le Kasakistan, ne compte que 7% seulement de lettrés. Et il ajoute:

«Il nous faut, soit par la Constitution, soit **dans la vie pratique**, assurer aux peuples arriérés de l'Union le maximum de culture, même au risque de «froisser» les autres.»

Rikow fait allusions, par le mot mis entre guillemets, au dépit des peuples avancés en culture de voir affecté aux besoins des nationalités incultes des moyens beaucoup plus grands, en comparaison à ceux qui leur sont accordés par l'Etat.

«Pour arriver à **l'égalité réelle** des droits, continue-t-il, il est indispensable de favoriser l'ascension des républiques nationales dans le domaine économique et culturel avec une force et une opiniâtreté particulières. Nous avons fait beaucoup dans ce sens. Nous assurons progressivement l'égalité aux différentes nationalités, et cela non en paroles, mais en fait.»

L'égalité de droit n'embrasse pas seulement le domaine de la culture intellectuelle. Elle trouve son application également dans le champs économique, ce qui est l'essentiel.

Sous le régime tsariste, les nationalités allogènes, surtout les peuples vivant à la périphérie de l'Empire, n'ont été que des colonies pour la bourgeoisie industrielle russe. Celle-ci a considéré ces pays comme des marchés et comme des réservoirs de matières premières.

L'égalité exige que ces républiques nationales développent aussi chez elles, sur leur territoire, les formes modernes de production. Et Rikow le proclame sans réticence aucune, hautement.

«Le développement de la production des républiques nationales est indispensable, et c'est cette nécessité qui doit constituer le principe directeur de notre oeuvre de reconstruction économique. C'est pourquoi nous devons **donner la préférence** aux régions nationales, lorsque nous sommes devant le choix d'un emplacement pour fonder une entreprise économique d'envergure. Si ces régions présentent, au point de vue économique, un intérêt égal et même moindre à celui des régions centrales, il faut, quand même, donner la priorité aux régions nationales arriérées.»

C'est la base même de la célèbre politique nationale soviétique, politique qui permet aux peuples économiquement et nationalement opprimés de l'ancien Empire russe de prendre un essor magnifique.

Et pour démontrer que cette politique n'est pas un vain mot, mais qu'elle se traduit d'une façon éloquente dans les faits, nous donnerons le tableau de la croissance du budget des différentes républiques, au cours de l'exercice présent.

Suivant le rapport présenté par le camarade Gringo, commissaire du peuple aux finances, au Comité Exécutif Central, tandis que pour les budgets de la RFSS de Russie et la RSS. de l'Ukraine est prévue une augmentation de 30—32%, pour les républiques nationales arriérées, telles que la RSS. de l'Uzbékistan, l'augmentation sera de 61%, la RSS. de Turkménistan 87%, la RSS. de Tadjikistan 108%. Quant aux Républiques de la Fédération Transcaucasienne, la majoration du budget sera de 50%. Mais les membres de cette Fédération elle-même ne sont pas traités de la même manière. L'Arménie ayant été le pays le plus négligé parmi ceux de la Transcaucasie sous l'Empire russe; d'autre part, ce pays ayant souffert le plus de la guerre impérialiste, elle forme l'objet d'une sollicitude particulière.

Voyez ce que dit Sahak Ter Gabriélian, président du Conseil des Commissaires du peuple, dans son rapport au VIII^{me} Congrès des Soviets d'Arménie.

«Le VI^{me} Congrès des Soviets d'Arménie avait prévu un investissement de 268,000,000 roubles dans l'économie populaire, pour l'application du plan quinquennal dans notre pays. Mais les sommes que nous avons dépensées au cours des deux premières années du plan de cinq ans, ainsi que celles que nous investirons au cours de cette troisième année, atteignent déjà un montant de 254.500.000 de roubles.

«Si nous prenons 100 notre production de 1927—28, celle de 1928—29 constituera 157 %, c'est-à-dire une augmentation de 57 %, et la production de 1929—30, en comparaison avec celle de l'année précédente, constituera 148 % et d'après nos prévisions, la production de 1931, en comparaison avec celle de 1930, sera de 207 %.

«Pendant l'année 1931, la production de l'Union soviétique accusera une augmentation de 45 %, celle de la Fédération Transcaucasienne, de 66 %, et la production de l'Arménie, 107 %.

«Vous demanderez pourquoi, tandis que la croissance de la production dans l'Union est de 45 %, dans la Fédération Transcaucasienne de 66 %, dans l'Arménie elle est de 107 %?

«Cela, c'est la manifestation de la politique nationale de notre parti.»

L'industrialisation des républiques nationales arriérées n'est pas seulement une exigence de l'égalité réelle entre les membres de la famille soviétique, mais une condition **sine qua non** de l'application du socialisme. Si la machine ne vient pas en aide à la main d'oeuvre, il est impossible de réduire la journée de travail et d'élever le niveau de vie des masses laborieuses. C'est pourquoi nous assistons dans l'Union soviétique, pays qui édifie le socialisme, à l'industrialisation non seulement des villes, mais des campagnes. Nous y voyons des contrées, en pleine économie féodale, se transformer, comme par un coup de baguette magique, en régions industrielles.

Exemple typique: l'Arménie. Ecoutez encore Sahak Ter Gabriélian:

«En 1927—28, l'Arménie soviétique a produit pour une somme de 144,000,000 r.; en 1928—1929, pour une somme de 166,000,000 r. et en 1931, on prévoit une production totale de 254,000,000 de r. Les modifications des rapports entre la production industrielle et la production agricole sont vraiment très caractéristiques. En 1927—1928, tandis que **la production industrielle** constituait les 25,3 % de toute la production de l'économie nationale, **la production agricole** en formait les 74,7 %. En 1928—1929, la production industrielle et la production agricole représentaient respectivement les chiffres de 33,8 % et de 66,2 %. En 1929—1930, ces pourcentages ont été pour la première 38,1, pour la seconde 61,9. En 1931, les rapports entre ces deux catégories de production seront respectivement: 45,4 % et 54,6 %. Vous voyez que, cette année, les productions

industrielle et agricole se balancent presque. Ce qui montre que de **pays agricole**, nous devenons un pays **industriel-agricole**»

Comparaison édifiante.

Pour se faire une idée des progrès réalisés par l'Arménie soviétique dans le domaine de l'industrialisation, il convient d'établir une comparaison entre la situation actuelle et celle d'avant-guerre.

Avant la guerre, sous le tsarisme il y avait en Arménie les mines de cuivre qu'exploitait une Société française, une tannerie, une fabrique de vin et une de cognac, concédée au Russe Choustov.

La production totale de toutes ces entreprises représentait une somme de 10,800,000 roubles.

Sous le **régime du gouvernement dachnakiste**, c'est-à-dire, à l'époque où l'Arménie est devenue „indépendante“, **toutes ces entreprises s'effondèrent**.

Industrie. — Ce fut l'oeuvre du gouvernement soviétique arménien de les réorganiser et d'en créer de nouvelles, de toutes pièces, au nombre d'environ **vingt cinq** dont nous citerons les principales: la fabrique de **textile et de tricotage** de Léninakan (ancien Alexandropol) qui a coûté la somme de 20,000,000 de roubles (250 millions de frs. français) et qui a une **importance panunioniste**, étant l'une des premières du genre dans toute l'Union Soviétique; la **fabrique de sucre** qui a coûté **29,000,000** de roubles (375 millions de fr.); la **fabrique de bemza**, la **fabrique de carbite**, la **fabrique de savon**, la **fabrique de ciment**, la **fabrique de conserves** dont les produits ont obtenu le premier prix à l'exposition de Paris, la **fabrique de fromage**, l'exploitation **des mines de tuf** d'Artig, qui constitue l'une des ressources de l'Arménie, etc. etc.

L'essor industriel du pays s'accélère et s'intensifie par l'application du plan quinquennal. Suivant ce dernier, l'Arménie devait investir seulement dans l'industrie une somme de 62 millions de roubles environ. Or, jusqu'à présent, c'est-à-dire, à la troisième année du plan quinquennal, le montant des investissements dans l'industrie est déjà de 68 millions de roubles. Comme on le voit, l'Arménie aura en **trois ans** non seulement réalisé, mais dépassé le plan de cinq ans pour l'industrie.

Le plan quinquennal est réalisé et dépassé en Arménie dans plusieurs autres branches de l'activité économique. Par exemple, il était prévu pour l'électrification, une somme de 25,000,000 de r. Mais, jusqu'à présent, dans ce même but, on a investi déjà une somme de 30,500,000 de r.

Electrification. — Puisque nous parlons d'électrification, relevons les énormes conquêtes faites également dans ce domaine par l'Arménie soviétique. Inutile de souligner l'importance d'un facteur pour l'industrialisation tel que l'électrification. L'Arménie n'a pas de grandes fleuves. Mais elle a l'avantage de posséder de nombreuses chutes d'eau qui prennent leur source dans les hautes montagnes.

Avant la guerre, il y avait en Arménie, dans les bassins miniers, quelques petites stations hydroélectriques d'une force de 2,900 kw. seulement. Au cours de la guerre et sous l'administration dachnakiste, ces stations furent presque détruites. Actuellement, l'Arménie possède plusieurs centrales électriques d'une force de 12,000 kw. Suivant le plan quinquennal, il était décidé d'entreprendre la construction, à Tsoragüde, d'une puissante centrale, à l'automne de l'année courante. Mais les travaux de cette centrale électrique commencèrent à l'automne dernier, à l'occasion du X-me anniversaire de l'Arménie soviétique, et ils seront achevés au cours de cette année. Cette centrale fournira une force de 22,000 kw. et coûtera 12,000,000 roubles. Une autre station de 40,000 kw. dont la construction était projetée à Kanaker en 1932, et qui coûtera 15,000,000 roubles, sera commencée, au cours de l'année actuelle et sera terminée en 1932.

Ce n'est pas tout. Avant la fin du plan quinquennal, c'est-à-dire, avant 1933, l'Arménie sera dotée d'une autre station électrique, encore plus puissante qui produira une énergie de 50,000 kw., et nécessitera une dépense de 18,000,000 roubles.

Après l'achèvement de ces plans, l'Arménie disposera d'une force considérable de 124,000 kw. qui lui permettra de satisfaire non seulement à ses besoins — industrialisation des villes et des campagnes, électrification des moyens de communication et de transports, etc. — mais encore de fournir de l'énergie électrique à ses alliés et voisins.

Les ennemis de l'Union soviétique et parmi eux, en première ligne, le Dachnaktoutioun, peuvent donc continuer leur triste besogne de falsifications, de mensonges et de calomnies. Les hommes de bonne foi jugeront.

Mais je n'ai pas encore fini d'esquisser la prodigieuse résurrection du peuple travailleur d'Arménie.

A. Lucien.

Avant les nouvelles élections en Bulgarie

(Correspondance de Sofia mi-Avril 1931)

Le second Parlement de la dictature fasciste en Bulgarie en est aux derniers jours de sa période législative. Il se hâte de mettre ses dernières lois à point: le budget et la réforme électorale. Le Parlement va enfin être probablement clôt d'une manière solennelle par le roi Boris III, après avoir pendant 4 années de dictature fasciste, rendu les meilleurs services au gros capital et à la monarchie. Il faut s'attendre que la fête de clôture du Parlement soit utilisée par tous les partis de l'ordre existant, pour faire une ovation pompeuse à leur roi et monarque, afin de manifester devant le roi lui-même leur unité en tant que partis de la classe dominante en face du peuple.

Par cette manifestation seront soulignés une fois de plus deux faits connus depuis longtemps, qui lors des derniers débats au parlement furent clairement et distinctement soulignés: **La lutte absolument sans principe entre l'aile gouvernante et l'aile d'opposition du camp fasciste, et leur unité de principe dans tout les questions importantes de la politique d'Etat, en dehors de certaines nuances qui ne jouent aucun rôle décisif.**

Le grand tumulte au cours des débats sur le budget et l'interpellation dans la réforme électorale ne peut nous dérober ces faits. Le feu roulant mis en scène lors des dernières batailles parlementaires était destiné, non seulement à masquer ces faits, mais aussi à fixer les positions de tous les partis de la classe dominante dans les délibérations imminentes »sur le nouveau pouvoir gouvernemental« que les nouvelles élections doivent réaliser.

Les prochaines élections doivent avoir lieu dans une crise économique sans issue sans précédent empirant de jour en jour et dont la répercussion est immense parmi les larges masses populaires révolutionnaires. Cet essor révolutionnaire des masses populaires s'étend toujours plus, et ce dans de telles proportions que la dictature fasciste du grand capital et de la monarchie se sent ébranlée jusqu'en ses plus profondes racines. Il y a même le danger, au cas où le gouvernement actuel dirigerait les élections, que sa propre défaite entraîne une défaite générale de toutes les classes dirigeantes et de la monarchie. C'est pourquoi la question gouvernementale et devenue d'autant plus brûlante et que les classes dominantes et la monarchie s'efforcent de trouver à cette question une solution satisfaisante.

Les élections sont sous le signe de deux auspices inquiétants qui ressortent des derniers événements. L'un est de nature de politique intérieure, l'autre de nature de politique extérieure. Le premier est la grande défaite du gouvernement actuel lors des dernières élections communales et régionales où le front antifasciste, anti-capitaliste et anti-monarchiste de la révolution populaire pour la libération nationale et sociale du peuple a, malgré la terreur inouïe, rassemblé publiquement, devant les yeux des autorités et de leurs bandes, 100.000 combattants. C'est la première victoire des masses populaires révolutionnaires, depuis l'épouvantable catastrophe de 1925, lorsque la bourgeoisie fasciste sanguinaire et sa monarchie massacrèrent sans jugement des dizaine de milles de militants et militantes. Dans de nombreuses localités où les autorités et leurs bandes essayèrent lors des dernières élections de falsifier les résultats des votes, il y eu des soulèvements auxquels prirent part des femmes et même des enfants. (Govedaré, Gabaré, etc. . .) En outre, dans tout le pays, les actes de défense populaire active se multiplient tous les jours et gagnent de plus en plus d'intensité. Il est à présumer, d'après les conditions actuelles de la politique intérieure, que les élections contribueront à ce que la crise économique actuelle sans issue se transforme en une crise politique.

Dans la politique extérieure, les derniers événements en Espagne prennent pour le grand capital bulgare et la monarchie l'aspect du crépuscule de la dictature fasciste et d'un terrible memento mori. Sous leurs regards épouvantés, les masses populaires commencent déjà à s'agiter. Plus encore: Les masses ne sont pas seulement entré dans un mouvement contre la dictature fasciste, mais dans un essor révolutionnaire incessant et chaque jour grandissant. Il y a 8 ans (1923) eurent lieu en Espagne comme en Bulgarie avec la participation de la monarchie, et ce, des deux derniers, Bourbons, les bouleversements militaires-monarchistes-fascistes. Au bout de 8 ans, la bourgeoisie espagnole dut sacrifier son roi comme bouc émissaire pour maintenir, sur la position de la république bourgeoise, une lutte désespérée contre la révolution populaire. Cet événement donne beaucoup à penser aux classes dominantes en Bulgarie. De même qu'en Espagne, la dictature se sent presque déracinée par la crise économique et par l'essor révolutionnaire des masses populaires. Mais la bourgeoisie bulgare n'a pas de réserves républicaines et ne peut même pas en avoir. Même sa soi-disant gauche, les valets du fascisme agraire et social ont déjà abandonné depuis longtemps la solution d'une république bourgeoise, et n'y ont du reste jamais pensé sérieusement. De sorte

qu'en Bulgarie, la dictature fasciste du grand capital, ainsi que la domination de la bourgeoisie est historiquement, non seulement liée avec le monarchisme, mais il fait tellement corps avec lui qu'ils s'écrouleront ensemble. En dehors de la révolution populaire sociale et nationale, il n'existe en Bulgarie aucun autre mouvement républicain ou démocratique, et il ne peut même en exister aucun. Et maintenant, avant les élections, malgré la terreur et toutes les atrocités des dernières 8 années, la bourgeoisie et sa monarchie voient que la révolution populaire nationale et sociale libératrice s'approche à pas de géants comme un torrent que rien ne peut arrêter, et que pendant 8 ans elles ont vainement tout fait sans pouvoir l'étouffer. Certes, elle n'est encore qu'en perspective, mais les piliers de la dictature commencent déjà à vaciller. On cherche maintenant de nouvelles voies pour éviter ou tout au moins reculer l'échéance inévitable du sort historique.

Tout ce qui s'est joué derrière les coulisses et durant les derniers jours du dernier parlement de la dictature fasciste ainsi que la crise imminente du gouvernement, la difficile formation d'un «nouveau» gouvernement avec l'aide du monarque lui-même et la réforme électorale est l'expression du regroupement de toutes les forces contre-révolutionnaires contre les forces du front antifasciste, anticapitaliste et antimonarchiste, du front de la révolution populaire. A cela s'ajoute l'immense crainte de l'incertitude des nouvelles élections et l'avenir prochain des classes dirigeantes.

La bataille électorale imminente contribuera encore à accélérer le processus en cours et à cristalliser les deux fronts. Naturellement, elle dépend beaucoup de la tactique et de la stratégie de lutte des masses sociales qui y participent.

On doit constater que les classes dominantes ne manquent pas de tactique ni de stratégie. Les rôles sont partagés. Chacun a sa tâche. Et la réforme électorale est la plus grande manœuvre politique à longue portée que la bourgeoisie bulgare ait jamais accomplie.

La réforme électorale renforce la majorité du système électoral actuel de sorte qu'il ne plus être question dans les élections communales et régionales d'un système électoral proportionnel. Par la voie des nouvelles listes introduites, la possibilité est donnée aux partis ayant recueilli au moins 2% des voix, ensemble avec les grands partis qui ont gagné les élections régionales, de participer à la distribution de 43 mandats. De cette manière, dans le III-ème et espérons le dernier parlement de la dictature fasciste se fera même représenter le plus petit de ses partis: la social-démocratie, et les organisations anti-parlementaires militaires et semi-militaires qui n'auraient aucune chance d'obtenir un seul mandat sans cette réforme électorale.

Avec la réforme électorale, on renforce le rôle des directions centrales des partis afin d'éviter de cette manière les divisions à la périphérie où la pression des masses se fait le plus fortement sentir. La réforme électrole a surtout pour but la meilleure consolidation possible des conditions politiques de parti dans le front fasciste et apporte les meilleures possibilités de former des majorités stables pour le «parlement» et le gouvernement. Cela explique la satisfaction complète de la social-démocratie fasciste qui exprime une plus grande confiance et compréhension que les fascistes-agraires et qui défendit absolument la réforme électorale avec le gouvernement, après qu'un de leurs partisans eut imaginé cette réforme, l'eut élaboré et proposée. Il est déjà certain que la réforme électorale sera acceptée sans modifications importantes, et le deuxième et avant-dernier «parlement» fasciste peut se retirer en se félicitant. Il a tout fait pour la consolidation de la dictature fasciste du grand capital et de sa monarchie. On doit seulement encore après sa séparation couronner son oeuvre avec un «nouveau» gouvernement et marcher à la bataille électorale avec toutes les mesures de prudence. Sans s'arrêter à qui formera le «nouveau» gouvernement et quels partis y participeront, il y a une chose certaine, c'est que: les organisations populaires révolutionnaires seront combattues par tous les moyens possibles, que tout sera tenté pour désorganiser et désorienter les masses afin de parvenir à une victoire électorale des classes dirigeantes. L'arithmétique électorale des nouvelles listes, la terreur et les falsifications y contribueront. Et si tout cela ne suffisait pas et qu'il survienne quelque surprise, il y a alors la loi d'exception pour la protection de l'Etat et l'on peut même faire intervenir la cour de Cassation qui par le maniement de cette loi pourrait simplement suspendre les mandats des représentants révolutionnaires du peuple qui n'auraient pas été écartés au cours des luttes électorales, les envoyer en prison et frapper d'interdiction les organisations populaires qu'ils représentent, en tant qu'organisations ennemies de l'Etat. Et toutes ces mesures ne seront pas exécutées par le gouvernement actuel haï, mais par le „nouveau” gouvernement, avec l'assentiment de tous les partis de l'ordre social actuel, y compris les soi-disant partis de gauche. A ce point de vue, il n'y a presque aucune différence entre tous ces partis. Les classes dirigeantes veulent une chose: éviter que le gouvernement actuel dans sa composition présente ne puisse réaliser les élections, étant exposé au danger de voir se produire des élections comme ce fut le cas en Espagne.

D'après les conditions économiques et politiques actuelles, nous nous sentons le droit d'affirmer que les prochaines élections apporteront avec elles un immense progrès dans l'essor révolutionnaire des masses populaires, et mettront des bâtons dans les roues des calculs politiques et stratégiques électoraux des classes dirigeantes. Par cette lutte électorale, la crise économique actuelle se transformera en une crise politique de la dictature fasciste du grand capital, avec la perspective d'une crise générale révolutionnaire de l'ordre social actuel.

P. Gélésoff.

La Question Agraire en Albanie

I.

L'Albanie est à juste titre considérée comme le pays le plus arriéré d'Europe. Nous n'exposerons pas ici les causes multiples de ce fait, cela nous entrainerait trop loin. Nous prendrons la situation du pays telle qu'elle se présente actuellement et tâcherons d'en faire une analyse aussi complète que possible.

L'état arriéré de l'Albanie est révélé avant tout par l'absence d'une industrie proprement dite. Quelques fabriques pour la transformation des produits de l'agriculture, quelques mines d'asphalte, de cuivre, de charbons, deux ou trois puits de pétrole, c'est là à peu près tout son appareil industriel. La production de l'artisanat y joue encore un rôle prépondérant, quoique en décadence déjà par suite de la concurrence des produits finis venant surtout de l'Italie, et aussi de la politique de spoliation systématique pratiquée par le régime actuel. Ce sont donc l'agriculture et l'élevage qui sont les deux principales branches de la production. Sur un million d'habitants que compte le pays, les 85 pour cent, sinon plus, s'occupent avec l'agriculture et l'élevage. D'après certaines appréciations, plus ou moins exactes, l'état actuel de l'agriculture est caractérisé par les chiffres suivants: terres cultivées: 475.000 ha.; pâturages 1.061.000 ha.; prairies 700.000 ha.; superficie totale: 3.200.000 ha.; forêts 500.000 ha.

Malgré ses petites dimensions, l'Albanie est loin d'avoir une structure économique homogène. Du Nord au Sud, de la plaine à la montagne, les conditions économiques et sociales des paysans changent du tout au tout. Dans l'Albanie du Nord avec ses hautes montagnes et ses magnifiques pâturages, prédomine le système patriarcal avec sa juridiction spéciale et sa terrible vendetta. L'élevage est ici presque l'unique moyen de subsistance. Les dégâts immenses causés par les guerres et les insurrections de ces vingt dernières années, les montagnards du nord se sont vus envahis par une indicible misère. Depuis la guerre mondiale un processus de décomposition des institutions patriarcales a déjà commencé dans les montagnes du Nord et la soumission de cette région au pouvoir central a été plus ou moins complètement réalisée. Mais comme cette soumission, obtenue uniquement par la violence, n'a pas été accompagnée d'un développement économique sur une base nouvelle, le système patriarcal conserve encore sa vitalité. L'Albanie du Nord (Scutari) n'est pas sans quelques familles de beys — grands propriétaires — qui possèdent des *tchifliks* (propriété féodale) dans la plaine de Zadrime (vallée du Drin).

L'Albanie centrale avec Tirana, Elbasan, Bérat, Valona et Durazzo, est le berceau du féodalisme. C'est là que sont concentrées les plus grandes familles de beys (Toptani, Veriatsi, Vrioni) avec leurs immenses domaines.

Enfin dans l'Albanie du Sud, et surtout dans la plaine de Koritza (région la plus riche du pays), la grande majorité des paysans sont propriétaires des terres qu'ils travaillent. Beaucoup d'entre eux, jadis soumis aux beys, ont peu à peu racheté leurs terres avec l'argent gagné dans l'émigration. Mais si dans la région de Koritza le rôle des beys est relativement peu important, dans celle d'Argyrokastra il est déjà plus considérable.

Par suite du manque absolu de statistiques, il est impossible de donner une idée exacte sur la distribution de la propriété foncière en Albanie. Aussi nous contenterons-nous de chiffres plus ou moins approximatifs.

L'acuité du problème agraire en Albanie est déterminée par le fait que les meilleures terres, et surtout les vastes et riches plaines de l'Albanie centrale, sont accaparées par la classe, relativement peu nombreuse, des **beys et agas** (propriétaires fonciers du type féodal). D'après le professeur Lorenzoni, envoyé en son temps par Mussolini en Albanie pour préparer la fameuse réforme agraire, la grande propriété foncière atteint 312.000 ha dont 212.000 ha appartiennent aux beys et agas et 100.000 ha à l'état. La plus grande partie de ces 212.000 ha appartient à une dizaine de grandes familles de beys (les Toptani, les Veriatsi, les Vrioni, etc.) qui ont plus de 10.000 ha. chacune et le reste à 160-170 propriétaires moyens qui ont plus de 100 ha.

Les chiffres du professeur précité, quoique approximatifs, sont certainement au dessous de la vérité par ce seul fait qu'il n'a pas parcouru toute l'Albanie. En tout

cas il nous suffira de retenir que toutes les plaines et les vallées fertiles (Drin, Ishmi, Muzekié, Delvino) sont entre les mains des grands propriétaires et de l'Etat.

Les propriétés de l'état, et en général tout le système actuel de distribution de la propriété foncière datent de l'époque du Tanzimat (première moitié du XIX-ème siècle). A cette époque, la Porte Ottomane voulant centraliser le pouvoir, a mené une lutte acharnée contre les princes albanais demeurés jusque là à demi indépendants. La plupart d'entre eux furent battus et leurs propriétés confisquées par le Sultan. Ceux qui, comme les Vrioni, les Toptani, se sont rangés du côté du Sultan, ont vu leurs propriétés énormément agrandies au détriment des rebelles. Ainsi, à la mort du fameux Ali pacha de Tépelen, ses 800 **tchifliks**) furent confisqués et la plupart d'entre eux redistribués à des petits satrapes indigènes qui avaient combattu dans les rangs de l'armée du Sultan. Il en fut ainsi dans toute l'Albanie. Ainsi une bonne partie des terres confisquées aux princes combattus et soumis, restèrent propriété du Sultan et passèrent à l'état albanais après la proclamation de l'indépendance albanaise. L'état administre ses tchifliks en les affermant à des tiers, dits **multézims**, qui prennent aux paysans les mêmes redevances que les beys. Ces derniers d'ailleurs se sont fait un jeu d'arrondir leurs domaines en empiétant systématiquement sur ceux de l'état.

Si l'époque du Tanzimat a produit des changements profonds dans la distribution de la propriété foncière, par contre les rapports entre beys et paysans n'ont subi aucun changement sensible. De sorte que le système d'exploitation féodale qui réduit le paysan à l'état de serf, est demeuré intact jusqu'à nos jours. C'est ainsi qu'à peu près un tiers des paysans travailleurs d'Albanie gémissent sous le joug des beys féodaux. Les rapports entre le paysan serf et le bey sont régis par la tradition, ce qui les fait dépendre dans une large mesure du bon plaisir du bey. En général le paysan doit au propriétaire (bey, aga ou Etat) un tiers de la récolte brute en nature. Dans le cas où le propriétaire fournit le bétail et les semences, ce qui a lieu très souvent, le paysan fournit alors la moitié de la récolte. Mais ce n'est pas tout. Chaque homme adulte d'une famille paysanne est redevable de la corvée qui varie de 10 à 52 jours par an. Enfin il y a les redevances en nature: agneaux, poulets, oeufs, beurre etc., qui varient suivant les localités.

Très souvent les beys comme l'Etat, afferment leurs tchifliks à des tiers (multézims) qui usent de tous les moyens pour arracher aux malheureux paysans-serfs le maximum de redevances et de corvées.

Enfin le paysan du tchiflik est totalement à la merci des caprices du bey, qui peut lui faire enlever sa fille ou sa bru, l'expulser de son tchiflik, en un mot lui infliger impunément toutes les vexations et les humiliations possibles.

La situation économique des paysans soi-disant libres est **pour la plupart** aussi misérable. La grande majorité des paysans libres habitent des régions montagneuses. C'est pourquoi l'élevage joue chez eux un rôle de premier ordre. Cela a lieu non seulement dans le Nord, mais dans toute l'Albanie. La différence est seulement que dans l'Albanie centrale et méridionale le système patriarcal a disparu et les montagnes étant moins arides on s'y occupe aussi d'agriculture dans une plus large mesure. Parmi les paysans libres il y a une mince couche (les agas de village) qui s'est enrichie en exploitant odieusement et en dépouillant les paysans pauvres. La catégorie des paysans moyens possédant suffisamment de terre pour s'assurer une existence plus ou moins supportable ne dépasse pas les 30% du nombre total. Le reste, pour joindre les deux bouts, est obligé de travailler à des conditions de demi-servage chez le paysan riche (aga de village) ou d'émigrer à l'étranger.

Trois fléaux communs qui ont réduit à la misère la paysannerie albanaise sont: l'usure, la dime et les corvées pour la construction des routes.

L'usure prend en Albanie des formes abominables et monstrueuses. Il y a trois sortes d'emprunts: le paysan emprunte les semences et les boeufs de la Cour, vers le printemps, il emprunte souvent du maïs pour entretenir sa famille jusqu'à la récolte, enfin il emprunte quelque fois de l'argent pour payer les impôts ou s'acheter quelque chose au marché. Toutes ces formes d'emprunt ont une chose de commun, c'est le taux d'intérêt qui atteint communément les 100%. A force d'emprunter souvent le paysan devient chroniquement insolvable, il tombe sous le joug permanent du prêteur (qui est le paysan riche à côté, le multézim ou le commerçant de la ville voisine) qui l'exploite sans pitié ou le dépouille de son champ pour le lui affermer ensuite.

La dime qui est due à l'Etat est une autre source de vexations inouïes pour le paysan. L'état afferme la perception de la dime à des tiers (les multézims) qui, ayant toujours les gendarmes de leur côté, se font un devoir de prendre au paysan deux et même trois fois plus qu'il ne doit. Mais les méfaits de cet impôt exécuté ne s'arrêtent pas là. L'affermage ou la vente de la dime a lieu par adjudication. Les multézims, qui sont toujours les mêmes, s'entendent entre eux pour faire trainer les affaires en longueur et obtenir l'affermage à vil prix. Or tant que la dime n'est pas vendue, le paysan n'a pas le droit d'enlever sa récolte. Ainsi il arrive souvent que, pendant qu'à la ville les multézims se disputent le droit de spolier le paysan pauvre, les céréales pourrissent dans les champs sous les pluies d'automne.

Enfin les corvées pour la construction des routes publiques sont un autre reste du féodalisme qui pèse lourdement sur le paysan travailleur. Formellement le paysan doit 7 jours de travail par an. Mais en pratique tout dépend du caprice des autorités locales. La corvée de route est un moyen dont se servent les satrapes de Zogou pour tyranniser et piller les paysans. Les gendarmes mobilisés se rendent dans les villages, arrachent les paysans de leur labeur et les conduisent vers les routes en construction, où les malheureux paysans se tuent à un travail de Sisyphe. Cela se répète ainsi indéfiniment et la construction des routes n'en est pas plus avancée, parce que le travail n'est pas organisé et les gens qui sont à la tête ne s'occupent que de leurs propres intérêts sans se soucier du reste.

En résumé la domination des beys, basée sur le système féodal de la rente en nature a porté l'économie albanaise au bord de l'abîme. Le paysan travailleur pris entre les griffes du bey, du multézin, de l'usurier et du gendarme, se déperit dans une misère indécible et ne peut faire un seul pas en avant vers l'amélioration de sa condition. L'agriculture et l'élevage sont en pleine décadence. Les plaines dépeuplées sont transformées en immenses marécages par les crues des fleuves. Une solution radicale et urgente s'impose.

Dans le prochain numéro nous verrons ce que le régime actuel a fait ou se propose de faire pour remédier à la situation décrite ci-dessus.

Rodhja.

Fascisation de la presse en Albanie

Pressés par la crise économique de plus en plus ruineuse, effrayés par les premières manifestations de l'hostilité des masses travailleuses contre le régime, les gouvernements de Tirana s'emprescent de redoubler les mesures répressives, afin de rendre impossible toute velléité d'opposition. Parmi ces mesures, dictées par l'effroi devant la colère des masses subjuguées, la première place revient à la loi sur la presse récemment promulguée. C'est un chef d'oeuvre en son genre et qui ne le cède en rien (il faut le croire) à la loi analogue de la «Grande Alliée», l'Italie, que l'on imite à Tirana avec un empressement digne d'un meilleur emploi. Les journaux d'Albanie, **tous à la solde du gouvernement**, se lamentent parce que la nouvelle loi enlève à la presse toute possibilité de jouer son rôle de miroir, où se reflètent les réactions de l'opinion publique envers les actes du gouvernement. Or, entendons-nous, les journalistes véreux d'Albanie sont enclins à trop embellir leur rôle de soupape de sûreté entre les mains d'Ahmed Zogou. En réalité il n'y a jamais eu en Albanie, depuis l'instauration du régime actuel (décembre 1924) de vraie liberté de presse et pas un journal d'opposition n'a paru en Albanie durant ces six années de dictature féodale-fasciste. Toute manifestation hostile au régime est brutalement réprimée et la diffusion dans le pays de la «Liria Kombetare» (organe du Comité Albanais de l'Emancipation Nationale), qui jouit d'une large popularité parmi les masses, est rigoureusement défendue.

Le rôle de la presse albanaise a été jusqu'ici de défendre le régime dans son ensemble; de chanter ses louanges au roi Zogou déclaré «infaillible» et partout inattaquable comme le pape de Rome; enfin de critiquer quelques ministres déchus, quelques hauts fonctionnaires en disgrâce et des exécutants de troisième ordre. Il est vrai que la rivalité d'intérêts entre les deux tendances opposées qui divise les partisans du régime actuel (tendance féodale-fasciste des beys d'un côté, tendance libérale bourgeoise de l'autre) ait donné lieu à d'âpres polémiques qui soulevaient le voile sur tel ou tel côté de la pourriture du régime. C'est ainsi qu'on apprenait les prévarications de quelques ministres, les pots-de-vin reçus par quelque personnage influent pour son intervention en faveur de quelque concessionnaire étranger (italien surtout), la vénalité de tel ou tel journaliste largement payé par le gouvernement de Sa Majesté. Mais tout cela n'était que des querelles de famille provoquées par l'appât du gain et qui ne dépassaient pas «les limites établies par la Constitution».

Or à présent la situation est tellement tendue, le régime se sent si peu sûr du lendemain, que toute critique, même la plus bienveillante, des actes du gouvernement et de ses émissaires est jugée dangereuse. Dans les conditions actuelles la presse, soupape de sûreté, pourrait devenir nuisible au régime si elle conservait le peu de libertés dont elle jouissait jusqu'ici.

C'est pourquoi le gouvernement de Sa Majesté a établi cette nouvelle loi qui asservit complètement la presse et ne lui laisse que la liberté de chanter des cantiques de louanges au roi Zogou, à ses ministres et aux agents de Mussolini qui comblent de biens l'Albanie. En effet la loi stipule que pour éditer un journal il faut avoir un diplôme universitaire et trois ans de pratique, il faut déposer dans les offices gouvernementaux une somme de 2000 francs or et s'abstenir de toute publications qui pourrait léser Sa Majesté, ses Ministres, ses fonctionnaires, l'armée, nos «Alliés, etc. etc. On a prévu tous les cas imaginables par lesquels un journaliste peut pêcher, par **injures** ou **diffama-**

tions, contre qui que ce soit, on a établi toute une gamme de punitions par amendes et emprisonnement. Enfin tout journal est à la merci des autorités administratives qui peuvent le confisquer sous un prétexte quelconque et déférer en justice le gérant responsable.

De telle sorte le régime féodale-fasciste apparaîtra aux yeux des masses dans toute son essence tyrannique sans aucun masque «démocratique».

Le Comité Albanais de l'Emancipation Nationale devra redoubler d'efforts pour diffuser son organe la «Liria Kombetare» pour mobiliser les masses autour de son programme révolutionnaire d'émancipation nationale.

T. R.

L'offensive du fascisme en Grèce

Le fascisme avance ces derniers temps en Grèce d'un pas accéléré, et ce, à froid. Le gouvernement de Venizelos qui représente une sorte de dictature parlementaire s'est semble-t-il décidé, ou plutôt s'est vu forcé d'accomplir la fascisation de tout l'appareil d'Etat, et ce, ouvertement, avec l'aide du parlement, d'après la méthode autrichienne. Les lois fascistes se suivent, trouvant toujours au parlement la majorité nécessaire. Les libertés politiques et syndicales des travailleurs sont toujours plus réduites, des peines toujours plus élevées sont prononcées contre les ouvriers et paysans révolutionnaires. Le droit de grève, une des armes les plus efficaces dans la lutte révolutionnaire est déjà supprimé parmi les fonctionnaires d'Etat et on prépare la suppression générale du droit de grève pour toutes les catégories de travailleurs. Le moindre mouvement des paysans est réprimé brutalement. Des menaces sont proférées par différents ministres contre des troubles éventuels de l'ordre. Mais les masses opprimées et exploitées redressent de plus en plus la tête.

Si l'on considère le processus du fascisme en Grèce non pas mécaniquement et séparément, mais dialectiquement, c'est-à-dire en corrélation avec l'ensemble du développement économique et politique et la radicalisation toujours plus large des masses travailleuses, on reconnaîtra, derrière ces lois fascistes, le but conséquent de la bourgeoisie, d'essayer de surmonter la crise de tout son système économique et social aux frais des travailleurs, et de préparer la guerre, en première ligne contre l'Union des Soviets.

La première loi de la nouvelle campagne fasciste de la bourgeoisie fut la loi pour la dissolution des organisations des employés de l'Etat et la suppression du droit de grève pour tous les fonctionnaires d'Etat. La loi qui a déjà été acceptée par le parlement, déclare que les relations entre l'Etat et ses fonctionnaires ne peuvent être semblables aux relations entre patron et ouvriers; que les fonctionnaires ont certains devoirs envers la société et de ce fait ne doivent pas se mettre en grève. Pour être plus sûr de l'affaire, l'Union des fonctionnaires d'Etat fut dissoute et ils ne subsistèrent que les organisations locales des fonctionnaires d'Etat et ce, avec de grandes restrictions. Le motif de l'acceptation de cette loi fut donné par un mouvement des fonctionnaires présentant une série de revendications. Mais le but que poursuivait le gouvernement avec cette loi, ne se montra clairement qu'après son acceptation. Quelques semaines après, à l'occasion des délibérations du nouveau budget, le gouvernement reçut du parlement plein pouvoir de diminuer les salaires de tous les fonctionnaires d'Etat de 6%, au cas où cela serait rendu nécessaire par l'état des finances. Effectivement, cela signifie que la loi avait pour but de désarmer les fonctionnaires contre ce nouveau vol des salaires. Pour ce qui est des finances d'Etat elles-mêmes, elles se trouvent dans une telle situation que la diminution des salaires était à prévoir d'avance comme absolument nécessaire.

La seconde offensive fasciste du gouvernement eut lieu à l'occasion de la grève des boulangers d'Athènes et du Pirée (début Mars). Tout de suite après l'éclatement de la grève, en liaison avec un look out effectué par les patrons boulangers, un décret fut édicté par le ministre de la guerre, décret ayant force de loi, selon lequel tous les boulangers grévistes étaient mobilisés. C'est-à-dire que tout gréviste qui ne reprenait pas immédiatement le travail serait traduit en Conseil de guerre, qui comme il est connu prononce sans difficulté aucune la peine de mort (par exemple les verdicts de mort de Janina). Ce décret du ministre de la guerre est d'une immense conséquence. Il indique la voie dans laquelle on est engagé. La bourgeoisie est décidée à étouffer dans le sang la première grève. Mais son importance dépasse les limites de la Grèce. C'est un exemple pour les autres Pays Balkaniques, comment on doit faire front contre une grève pareille.

La troisième offensive fasciste du gouvernement se produisit dans les premiers jours d'Avril. C'est le nouveau projet de loi qui sera présenté prochainement au Parlement. Il est inutile d'insister qu'il sera accepté. Cette loi est surtout dirigée contre la presse

révolutionnaire et contre l'organe central du parti communiste grec «Rizospastis». «Rizospastis» qui malgré les persécutions mène une lutte héroïque contre le gouvernement fasciste de Venizelos est devenu gênant pour la bourgeoisie. Les paragraphes ne suffisent pas pour pouvoir l'interdire. Pour cela une autre loi était nécessaire, et elle est en préparation. Cette loi sur la presse est typiquement fasciste. Chaque paragraphe est en même temps un coup contre la liberté de la presse qui est garantie par la Constitution. Ci-dessous quelques extraits de la loi:

§ 12. Quiconque provoque de quelque manière que ce soit l'infraction aux lois ou aux décrets gouvernementaux ou autres ordonnances légales sera puni d'une peine jusqu'à 3 années de prison ou d'une amende jusqu'à 100.000 drachmes. C'est-à-dire, pour donner un exemple, que si un journal appelle les paysans pauvres à ne pas payer les impôts et à chasser le percepteur et les gendarmes qui l'accompagnent, il sera condamné à une amende de 100.000 drachmes ou le rédacteur responsable sera condamné à 3 ans de prison.

D'après le § 14. Les mêmes peines seront prononcées contre toute personne ou journal qui publiera la nouvelle que le crédit du pays pourraient être ébranlés. (Ce paragraphe est semblable à celui du code autrichien.) En d'autres mots, toute critique positive des finances de l'Etat sera punie, car elle pourrait porter préjudice à l'Etat etc. . . Le § 25 prétend ironiquement que l'indication véridique dans les cas prévus aux paragraphes précédents sont interdits.

Des plus remarquables sont les § 13 et § 47, car ils sont sous le signe des préparatifs de guerre comme suit:

§ 13. Quiconque, de quelque manière que ce soit, provoque avec intention des personnes servant dans l'armée ou l'aviation à refuser d'accomplir service quelconque sera passible d'une peine jusqu'à 3 années de prison. Sera frappé de la même peine quiconque provoquera à refuser le service militaire.

§ 47. Il est interdit de publier des plans sur la mobilisation, l'organisation et la composition des forces armées de terre, de mer et de l'air du pays, ainsi que la publication de communications, nouvelles, descriptions ou photographies ayant trait à l'exécution de manoeuvres ou d'exercices de renforcement ou de constructions ayant trait à la défense du pays, ou de mesures ayant pour but la mobilisation ou le renforcement du pays — comme plus haut — ou qui sont relatives aux mouvements militaires et des unités de mer, ainsi la publication de nouvelles sur les commandes ou de renseignements sur le matériel de guerre sans la communication préalable des autorités militaires.»

Ces deux paragraphes parlent très clairement. Ils sont la preuve que la bourgeoisie, malgré toutes les assurances, prépare la guerre, et secondo ils sont dirigés exclusivement contre la presse révolutionnaire, car c'est la seule qui a intérêt à démasquer les plans guerriers de la bourgeoisie. Si la presse bourgeoise d'opposition utilise la loi sur la presse pour une grandiose campagne démagogique, elle est cependant d'accord sur ce point avec le gouvernement, car il s'agit uniquement «de la défense de la patrie». D'après ces deux paragraphes, la loi sur la presse peut être avec juste raison, considérée comme une **loi pour les préparatifs de guerre**.

Quelques mots encore sur l'attitude de la presse bourgeoise surtout de la presse bourgeoise d'opposition envers la loi sur la presse. Elle l'utilise pour mener une campagne démagogique, mais cependant il faut faire remarquer que presque tous les journaux reconnaissent en principe, la nécessité d'une telle loi. Ils craignent seulement que le gouvernement puisse un jour appliquer cette loi aussi contre eux, si leur démagogie poussait les masses à l'action. C'est donc une **apparence d'opposition** contre la loi. La meilleure preuve en est la citation suivante du journal d'opposition (monarchiste) «Kathimerini»:

« . . . venons en à la «grande déclaration»: aussi longtemps qu'il y a un ordre bourgeois ayant le sens de Nation, Patrie, Etat, Capital, Industrie, Commerce, Argent, cet ordre aura besoin pour subsister, de journaux strictement bourgeois. Ce sont des journaux qui pour être conservatifs, pour ne pas cultiver les mauvais désirs de la masse qui s'éparpillent aux quatre points cardinaux et créent souvent le souffle révolutionnaire du peuple font des sacrifices, parfaitement des sacrifices! C'est ainsi qu'ils ont fait avant-hier un sacrifice, lorsque les journaux d'opposition se sont mis du côté du gouvernement contre les fonctionnaires d'Etat qui représentaient 60.000 lecteurs. C'est ainsi que dans chaque grève, il abandonnent la masse et se mettent toujours du côté de la classe bourgeoise et de l'Etat. Ces journaux, au lieu de mener seuls la lutte de leur classe, luttent ensemble avec le commerce, l'industrie, les Sociétés d'actions, les banques. . . »

Il n'est pas besoin de commentaires. La presse bourgeoise d'opposition convient ouvertement que lorsqu'il s'agit des intérêts de classe de la bourgeoisie, toute opposition cesse et que la lutte est menée pour ces intérêts et contre la masse. Chaque ouvrier,

chaque paysan pauvre, bref chaque opprimé doit s'en rappeler. L'opposition des journaux bourgeois n'est qu'une fiction pour les détourner de la lutte. Mais ce fait montre clairement combien il est nécessaire d'entreprendre une lutte pour la liberté de la presse révolutionnaire en Grèce. Un orage de protestations doit empêcher que ce projet fasciste devienne une loi.

La quatrième et la plus grave offensive fasciste du gouvernement est un projet de loi qui supprime purement et simplement le droit de grève pour presque toutes les catégories d'ouvriers, et qui doit être également soumis à l'approbation du parlement. Ce projet qui prévoit des amendes jusqu'à un demi-million drachmes pour quiconque appelle à la grève est le comble des attaques fascistes de la bourgeoisie. Son but est de désarmer complètement les travailleurs contre la nouvelle campagne du capital pour de nouvelles diminutions de salaires de famine et la prolongation de la journée de travail, pour surmonter la crise du capitalisme aux frais des travailleurs et pour les derniers préparatifs de guerre.

Dans cet article, nous avons essayé d'esquisser en quelques mots le caractère de la campagne fasciste de la bourgeoisie grecque qui s'exprime sous forme de lois fascistes. Nous n'avons fait qu'effleurer quelques uns des points les plus importants car il est impossible d'analyser le tout paragraphe par paragraphe; cela nous menerait trop loin. Seul le fait que la bourgeoisie grecque est obligée de jouer sa dernière carte, — le fascisme — est une preuve que la crise est devenue plus agüe. Mais parallèlement, on constate un renforcement des antagonismes de classes. On peut affirmer avec certitude que la Grèce est à la veille de grandes et importantes luttes.

P. Mavros.

Les Minorités Nationales devant la S. D. N.

Ce fut M. Joshisawa, le représentant du Japon auprès de la S. D. N. qui a rapporté devant le Conseil les plaintes envoyées à Genève par les Minorités Nationales. Le fait que ce rapport a été adopté en unanimité prouve que le représentant de l'impérialisme japonais n'a même pas entendu toucher au fond du problème.

La chose n'est d'ailleurs pas étonnante, car le Japon opprime lui-même des peuples étrangers. La Corée est aujourd'hui une colonie japonaise; le drapeau japonais flotte à Port-Arthur; la Mandchourie méridionale se trouve dans la sphère d'influence du Japon; dans la Chine centrale l'impérialisme japonais sévit tantôt comme allié, tantôt comme adversaire des autres groupements impérialistes.

L'envoyé du Mikado, fils des dieux, savait ce qu'il doit à son pays. Il a scindé en deux parties le problème des minorités nationales et de la défense des peuples opprimés, dont l'une il l'a poussé sur une «ligne de garage», en ajournant l'autre. Ce n'est donc qu'au cours de sa session du mois de Mai que le Conseil des Impérialistes s'occupera de cette question.

En attendant nous avons à enregistrer plusieurs «faits» nouveaux: Il y a ainsi la déclaration de M. Henderson, président du Conseil de la S. D. N., d'après laquelle la question des minorités nationales «ne concerne pas uniquement les pays directement intéressés, mais en même temps tous les autres pays, la Ligue des Nations toute entière». Nous nous trouvons là devant une offre de «réassurance réciproque» pour toutes les puissances impérialistes. En se reconnaissant réciproquement le droit à l'exploitation de «leurs» minorités nationales, les grandes puissances de la S. D. N. se donnent aussi la «base juridique» pour leur immixtion dans la politique des petits pays vassaux.

M. Joshisawa peut ainsi exercer une critique sévère de la politique polonaise en Haute-Silesie, tandis que la 3e Commission qui s'est occupée de la minorité nationale ukrainienne s'est permis de donner des conseils à Pilsudski, conseils qui d'ailleurs n'ont que la valeur qu'on veut bien leur accorder.

L'intervention de M. Curtius, ministre des affaires étrangères d'Allemagne, dans la question de la Haute Silesie, a eu le don de dérouler devant l'opinion publique cette question, mais le vojvode Grazynski règne toujours à Kattowitz, tandis que le régime reste le même. Il ne peut d'ailleurs en être autrement, car la terreur blanche en Haute Silesie fait partie intégrante du régime pilsudskiste qui sévit dans la Pologne toute entière. Le Conseil de la S. D. N. n'a rien changé à ce sujet.

Les expéditions punitives vers l'Ukraine Occidentale s'expliquent très bien par le rôle de chien de garde de l'impérialisme français, joué par Pilsudski aux frontières occidentales de l'Union Soviétique, où il emploie contre les minorités nationales la même tactique qu'il utilise contre les chômeurs même de la Pologne. Le régime de terreur d'une «soldatesque» ne peut pas être civilisé, on ne

peut que le **renverser** par l'action concertée de la classe ouvrière et des minorités nationales. Tel n'est évidemment pas le désir de M. Curtius.

Curtius, en tant que représentant des capitalistes allemands, intervient à la Société des Nations pour montrer aux masses travailleuses allemandes qui sont opprimées par la Pologne en Haute-Silésie, que c'est seul l'Etat allemand qui leur donnera la liberté et améliorera leur situation sociale. Curtius aspire surtout à retenir ces masses travailleuses allemandes en Haute-Silésie de luttes révolutionnaires, du front unique avec les autres nations opprimées en Pologne, de l'unique voie pour la libération nationale — la révolution des masses travailleuses en Pologne.

La presse libérale ou nationaliste qui parle d'une «victoire de l'idée du droit» se moque de ses lecteurs. Les minorités nationales sont dépourvues de tout droit et si utile que puisse être pour elles la discussion publique de leur problème, il est aussi dangereux d'éveiller chez elles l'illusion que la S.D.N. pourrait ou voudrait les aider. C'est dans ce sens qu'il faut comprendre la déclaration faite le 24 Janvier par M. Zaleski devant le Conseil de la S.D.N.

Aussi est-ce avec juste raison qu'on considère la solution de la question des minorités nationales comme la pierre de touche de l'organisation de la Ligue des Nations; l'examen passé a prouvé sa complète incapacité. Le problème des minorités nationales et des peuples opprimés ne peut trouver sa solution que par la voie révolutionnaire, sinon il reste non solutionné. L'amour inattendu de la Société des Nations pour les minorités nationales n'arrive pas à cacher ses intentions de gagner du temps tout en donnant l'impression qu'elle s'occupe de leur problème.

Le seul Etat qui a solutionné le problème des minorités nationales, qui a vraiment accordé aux peuples le droit de disposer de leur sort, c'est l'Union Soviétique. Or c'est justement contre cet Etat, qui — comme le dit si bien la plateforme d'unité de l'ORIM Unifié — n'a pas d'intérêts impérialistes et ne poursuit pas une telle politique" que se dirigent tous les projets d'intervention des puissances impérialistes.

Les ennemis impérialistes de l'Union Soviétique, les croisés «pacifiques», sont aussi — ne l'oublions pas — les créateurs et défenseurs des traités de Neuilly et Trianon, de Versailles et Saint-Germain.

Les minorités nationales et les peuples opprimés ne recevront pas en «cadeau» leurs droits, ceux-ci doivent être conquis. La lutte pour cette conquête ne peut être menée qu'en étroite alliance avec tous les facteurs révolutionnaires et en premier lieu avec le prolétariat révolutionnaire et avec l'Union Soviétique, foyer de la résistance révolutionnaire. L'impérialisme ne veut, ni ne peut créer une liberté nationale. Ce n'est que par une lutte acharnée contre celui-ci que les minorités nationales et les peuples opprimés pourront s'approcher de leur but. Joannides.

La vie des paysans macédoniens de Halkidiki

La province de Halkidiki est **une des plus grandes de la Macédoine** sous la domination grecque. Abstraction faite de trois mines, où 2500 ouvriers sont employés, les habitants sont des paysans. De milliers de réfugiés, de l'Asie Mineure ont rejoint l'Halkidiki pendant les années passées, remplaçant la population turque, (comme suite au traité de Lausanne), qui du reste était beaucoup moins forte. Les colons aussi bien que la population primitive sont de petits paysans. La grande propriété du monastère d'Agion-Oros (Athos) fut répartie entre les petits paysans en vertu de la réforme agraire il y a quelques années. Jusqu'alors le monastère d'Agion-Oros possédait presque le tout de la province, cependant, la répartition fut faite entièrement en faveur des moines et imposait des conditions très lourdes à la paysannerie pauvre. Le pourcentage des paysans riches est comparativement petit, le nombre des paysans moyens est assez grand, mais la majorité écrasante de la paysannerie est formée par les petits paysans. Ces petits paysans se voient forcés en grande partie à travailler sur les champs des paysans riches, mais avant tout sur ceux des gros paysans (principalement les femmes et les enfants). En plus, des milliers de «petits propriétaires» travaillent toute l'année en laissant leurs familles dans le village, dans les mines de Kassandra et Gerahus ou bien comme cantonniers sur la chaussée de la Macédoine de l'Est (Salonique-Xanthje). Le gouvernement grec fait achever cette chaussée dans une hâte fiévreuse pour des raisons militaires. Le salaire journalier

en ces travaux ne dépasse jamais les 50—60 dr. (2.5—3.— fcs. suisses). Dans les mines, le salaire est de 35—40 dr. Néanmoins, il y a toujours des centaines de paysans prêts à se faire embaucher.

La vie des paysans dans les villages de Halkidiki est beaucoup plus lourde que celles de petits paysans dans les autres provinces de la Grèce, les derniers ayant la chance de cultiver des produits agricoles, donnant une récolte comparativement plus large, tels que les céréales en Thessalie, le tabac en Macédoine de l'Est, les raisins secs au Péloponnèse. Les paysans de Halkidiki produisent du blé, ou bien du tabac, mais la qualité de leurs produits est très inférieure. La crise agraire, secouant toute la paysannerie grecque ces temps derniers, a plongé particulièrement Halkidiki et les autres régions stériles de la Grèce en une misère profonde. Par exemple: La récolte du tabac en 1929—1930 était entièrement **invendable** ou bien les paysans ont réalisé un prix de 36 dr. et en 1927—1928, 60 dr. p. oka (1.250 grammes). L'exploitation de la paysannerie par les marchands de tabac et par les commissionnaires de ceux-ci est devenue réellement monstrueuse et on n'est pas du tout surpris d'apprendre qu'en Macédoine, un paysan désespéré a tué deux marchands de tabac lors de la vente de sa récolte. Le blé de Halkidiki se détériora complètement par une maladie l'année dernière et n'a même pas rendu la semence. On peut facilement se rendre compte du désespoir des paysans pauvres. Cette année la situation s'est aggravée davantage.

Presque tous les paysans de Halkidiki ont abandonné durant cette année la culture du tabac, pour se borner à celle des céréales (du blé, de l'orge), malgré que presque la totalité de la récolte de l'année dernière n'ait pas été vendue et cela en toutes les régions de la Grèce, qui s'occupent de la culture du blé, telles que la Thessalie et le Macédoine Centrale.

D'autre part, presque tous les paysans sont endettés auprès de la Banque Nationale, actuellement auprès de la Banque Agraire. Les emprunts conclus par les coopératives furent contractés pour la culture du tabac en tenant responsables tous les paysans pour les dettes des coopératives. Qu'importe si le tabac est pourri étant donné l'impossibilité de le vendre, qu'importe si le tabac fut vendu à un prix dérisoire, la Banque Agraire exige des intérêts de 11 %; en y ajoutant les frais des coopératives, qui sont à la charge des paysans, les intérêts atteignent les 13—15 % p. a. Payer ces dettes est tout à fait impossible à moins que le bétail, le cheptel et l'ameublement ne soient vendus à l'enchère par la Banque. En moyenne, **le paysan de Halkidiki paye à titre d'impôts directs presque la moitié de ses revenus**. Or, ces revenus sont taxés par les fonctionnaires de l'administration des impôts, ensemble avec les «Tsorbatchi» (gros paysans) sans tenir compte de récoltes mauvaises, d'inondations etc. C'est quelque chose de tout à fait normal que de voir le percepteur des impôts, accompagné par des gendarmes, en train de percevoir les dettes d'impôts par force.

Tandis qu'en les anciennes provinces de la Grèce, les percepteurs s'en tiennent à la loi (les paysans sont avertis auparavant) l'Etat fait tout simplement arrêter les paysans en Macédoine et puis la femme du paysan peut courir pour procurer l'argent quelque part. C'est pourquoi il n'est pas rare du tout, que les paysans s'en fuient dans la montagne quand ils apprennent que les percepteurs viennent. Dans ces circonstances on peut bien se rendre compte, en quelle mesure, les usuriers sont le fléau de la paysannerie travailleuse. Il arrive que des familles entières des paysans pauvres sont asservies par certains gros paysans, qu'il considèrent en «bienfaiteurs».

Une grande effervescence régnait en Halkidiki. Les masses paysannes, réduites pour la première fois à une telle misère ont perdu toute la confiance en les partis bourgeois. Lors des élections dernières, ils ont encore voté pour Venizelos, qui a réussi à les tromper par sa démagogie effrénée. Aujourd'hui personne n'a plus des doutes sur le rôle des partis bourgeois. Néanmoins la plupart d'eux n'ont pas encore opté pour leur parti réel. Seulement en la ville de Halkidiki (en Espanonie) et en Halkidiki de l'ouest (Resenikie — Jerissos — mine de Jovoru) il existe un mouvement sérieux de paysans conscients des intérêts de leur classe; ces paysans ont mené et mènent toujours une lutte courageuse contre le régime. Le gouvernement a fait arrêter un grand nombre d'ouvriers révolutionnaires et de pauvres paysans en ces endroits et les a condamnés à de longues peines de réclusion et de déportation aux petits îles de la Mer d'Égée. Cependant, cette brutalité n'a pas réussi à étouffer le mouvement. Il persiste et promet de bons résultats pour l'avenir prochain.

Halkidiki, en Avril 1931.

Un paysan pauvre.

La radicalisation des masses paysannes en Macédoine sous la domination greque

(Lettre de Salonique)

Le gouvernement de Venizelos entend s'attaquer à la crise économique qui sévit en Grèce, en serrant la vis des impôts. Pour obtenir cette rentrée le gouvernement n'hésite devant aucune mesure, même pas devant le recours à la force armée. A son tour la résistance paysanne s'accroît de jour en jour; on peut affirmer sans crainte d'un démenti qu'il s'est produit spontanément en Grèce un mouvement de grève des impôts. On remarque aussi les différents degrés de ce mouvement. Le plus élémentaire est représenté par la fuite des paysans devant les percepteurs; ils gagnent la forêt ou la montagne. En leur absence les gendarmes pénètrent dans les habitations des fugitifs et y terrorisent leurs femmes et leurs enfants.

Le cas n'est pourtant pas rare où les femmes elles-mêmes organisent la défense, l'arme à la main, comme il y a deux mois dans un village macédonien près de Drama: elles y ont mis en fuite les percepteurs d'impôts et les gendarmes.

Dans d'autres cas les paysans manquent de toute expérience de combat, ils expriment leur indignation par des réunions ou des résolutions de protestation, sans pourtant s'attaquer aux autorités. Ils se contentent d'une description de leur situation désespérée et tâchent de convaincre le gouvernement de l'incapacité dans laquelle ils se trouvent de payer leurs impôts. Ce sont là les premières manifestations spontanées. Mais il arrive souvent que les paysans prennent ouvertement une attitude hostile envers les autorités et défendent leur pain par tous les moyens. Les cas où ils recourent directement aux armes sont de plus en plus nombreux.

La presse bourgeoise annonce ainsi qu'une grande effervescence règne parmi les paysans du village de Byronia à la suite des expéditions de représailles organisées par les percepteurs, de concert avec les gendarmes.

Dans le département de Grebena les paysans vendent la dot de leurs filles afin de pouvoir acquitter leurs impôts. On continue toujours les arrestations pour le non paiement des impôts.

Dans le village de Nebegler (Larissa) le percepteur a été chassé à coups de revolver tandis qu'il s'apprêtait à mettre sous sequestre les moutons d'un paysan.

Dans le village de Sudena de nombreux paysans ont gagné la montagne devant les sévices des percepteurs d'impôts.

Et voilà maintenant une lettre du village de Pappadates (Mahrina):

„Notre village se trouvait hier en plein état de siège. Un grand nombre de gendarmes qui accompagnèrent le percepteur d'impôts Gardelis pénétrèrent dans notre village et voulurent obliger les paysans de payer les impôts arriérés. Les paysans qui n'avaient pas d'argent refusèrent de payer, à la suite de quoi les gendarmes opérèrent de nombreuses arrestations. En quelques heures le poste de gendarmes était plein de prisonniers. Cinq d'entre eux ont été mis au cachot et affreusement torturés et tout leur avoir a été confisqué. Notre situation est d'autant plus désespérée que nous ne sommes même pas arrivés à vendre notre récolte de tabac. Mais même si nous vendons notre récolte, cette situation ne pourrait pas s'améliorer, car les intermédiaires profitent de notre situation et nous payent des prix dérisoires.

Nous avons lancé une liste de souscription parmi les paysans et avec son produit nous avons adressé une dépêche au gouvernement, par laquelle nous lui avons demandé la suppression du régime de terreur et des impôts écrasants. Nous avons encore ajouté dans ce télégramme qu'au cas où les arrestations et les lourdes impositions ne cessent pas, nous créerions un tribunal exceptionnel et nous jugerions les gendarmes et les percepteurs. Nous en avons d'ailleurs averti les autorités locales.

Pappadates le 20. 3. 31

Plusieurs paysans pauvres

Les quelques faits énumérés ci-dessus ainsi que la lettre reproduite donnent un tableau assez complet de l'effervescence qui règne parmi la paysannerie ainsi que de la situation désespérée dans laquelle elle se trouve. On pourrait multiplier à l'infini la citation de cas semblables; la plupart d'entre eux ne parvient pourtant pas à la connaissance de la presse, les autorités craignant que leur publicité incite les autres paysans à des actions semblables.

E. Giorgiades.

Le mouvement national-révolutionnaire aux Balkans

— Déclaration de l'Organisation Révolutionnaire Dobroudjanaise (ORD)

En Janvier de cette année, le Comité Central de l'organisation **révolutionnaire dobroudjanaise** (ORD) lança une déclaration prenant position contre la campagne de terreur du national-fascisme bulgare et roumain contre le mouvement ouvrier national-révolutionnaire dobroudjanaise.

Il est tout d'abord constaté que déjà lors des premières années de l'occupation de la Dobroudja par les roumains, les gouvernements bulgares chauvins fascistes tentèrent de mettre la main sur le mouvement révolutionnaire dobroudjanaise, et créèrent dans ce but la soi-disant organisation révolutionnaire intérieure dobroudjanaise (ORID), qui se démasqua dans la pratique comme une organisation de brigands. La tâche de cette organisation était de mettre l'émigration bulgare tant au service de l'oppression intérieure qu'à celui de la politique de revanche et d'annexionisme impérialiste des gouvernements bulgares, ce qui devait avoir lieu par un assainissement sans égard du mouvement d'émigration dobroudjanaise, de tous les éléments de gauche qui luttaient pour le maintien du caractère purement national-révolutionnaire du mouvement.

Le premier grand coup contre la gauche du mouvement révolutionnaire dobroudjanaise fut décidé à la conférence de l'ORID à Balbounar en 1924. Au cours des événements de Février, le légendaire révolutionnaire dobroudjanaise Dotcho Michailow, et d'autres chefs de la gauche furent arrêtés et jetés en prison.

En Septembre 1925, l'organisation révolutionnaire dobroudjanaise fut créée à la conférence de fondation en Dobroudja.

«Cet acte vraiment révolutionnaire, continue la déclaration — déclencha la rage du gouvernement bulgare fasciste et de ses agents de l'ORID et il y eut une véritable croisade contre la gauche de l'émigration dobroudjanaise et la véritable représentante des masses populaires dobroudjanaises l'ORD.

Depuis 1925 jusqu'à ce jour il n'y eut pas un seul Congrès des émigrés dobroudjanais en Bulgarie où les partisans de la gauche ne furent pas maltraités, arrêtés et empêchés de participer aux travaux des Congrès. Il en fut ainsi aux Congrès de Tirnovo et Razgrad et en dernier lieu à Varna où les bourreaux de l'ORID soutenus par la police, maltraitèrent revolver au poing les représentants de la gauche, les arrêtèrent et les expulsèrent de la salle. De nombreuses assemblées et manifestations de protestations de la gauche contre les excès sanguinaires, les pillages et la terreur du régime roumain d'oppression dans la Dobroudja furent dissoutes sabre au clair par les organes de la dictature bulgare fasciste, et les organisateurs arrêtés et torturés.

Les délégués des conférences convoquées par la gauche, surtout les délégués des régions frontalières sont menacés de mort s'ils se rendent à la conférence, comme dans le cas de la délégation de Razgrad, lors de la dernière conférence. Toute l'émigration qui sympathise avec la gauche, surtout dans les régions frontalières est sous une terreur continuelle morale et matérielle par les bandes de l'ORID lesquelles jouissent de la protection absolue du policier Liaptchew. Les émigrés suspects d'appartenir à la gauche sont persécutés, menacés et maltraités ou contraints de payer de grandes rançons à ces bandes.

Mais le fascisme bulgare et son lâche instrument l'ORID ne se contentent pas de cela, ils ont aussi recours, dans leur lutte traîtresse et ignoble, à leur moyen préféré: **le meurtre.**

En 1926, le 26 Août, les fraticides et les bandes de l'ORID sous la conduite d'un ancien policier du gouvernement fasciste bulgare cernèrent et tuèrent dans la forêt du village de Djivel, le meilleur et le plus audacieux révolutionnaire dobroudjanaise **Dotcho Michailow**, un des fondateurs de l'ORD et ses trois frères de lutte **G. Guits**, **G. Droumew** et **F. Gospodjakow**.

En 1927, dans les environs de Kemenlar, un vaillant militant de l'ORD, **Ivan Krestow** fut abattu. L'assassin Staïkow de l'ORID dont les mains ruissellent du sang de nombreux innocents fut chargé en 1929 d'assassiner l'émigré de gauche **Peter Minew**. A Varna fut tué par surprise **Nikola Gueorguiew**, par le bourreau de l'ORID **Bozdouganow** de célèbre mémoire!

La dernière victime en date des bandes de l'ORID et du fascisme bulgare est le jeune émigré dobroudjanaise l'écrivain **Gantcho K. Petrow**, secrétaire de l'organisation des jeunes dobroudjanaises de Sofia. Menacé de mort pendant des mois, arrêté, visité et maltraité, **il fut assassiné** dans la nuit du 17 Décembre 1930 par les exécuteurs de l'ORID soutenus par Liaptchew.

Certains de ces meurtriers sont soigneusement protégés par la police bulgare, d'autres sont acquittés par la justice fasciste avec la mention qu'ils ont commis le meurtre «pour de **hauts intérêts nationaux**» (comme l'illustre le cas de l'assassin Staiko Kolew dont le défenseur est membre du C. C. de l'ORID).

A l'aide de son fidèle instrument l'ORID, le gouvernement fasciste bulgare organise périodiquement **des attaques provocatrices** de contrebandiers et de bandes d'assassins en Dobroudja qui sont pour l'obligarchie roumaine un motif bienvenu d'arrestations en masses et de massacres. Les événements de Strao-Sélo, Garvan, Kotchina, Arabadji etc. . . . sont les jalons de ces trahisons dont on accuse ensuite cyniquement l'ORD.

Pour mener sa lutte contre le véritable mouvement révolutionnaire dobroudjanais et sa fidèle représentante l'ORD, les fascisme, chauvinisme et imperialismes bulgares utilisent la presse la plus chauvine bulgare en Dobroudja («Edinstvo», «Zlatna Dobroudja», «Probuda» et «Tribouna») qui est devenue un agent gratuit de la Siguranza roumaine et des sociétés de culture à Bazargic, Silistra, Cavarna, Baltchik et Constanza qui se trouvent entre les mains de la bourgeoisie bulgare.

D'après les déclarations cyniques des agents du fascisme bulgare en Dobroudja faites dernièrement, qu'ils allaient commencer à la traiter également «à la manière **macédonienne**», il ressort clairement que les moyens décrits plus haut ainsi que le front unique avec le fascisme roumain pour l'écrasement des masses travailleuses dobroudjanaises et de leur lutte révolutionnaire sont insuffisants et qu'ils sont décidés à **transplanter en Dobroudja les méthodes de meurtres** qui sont déjà employées en Bulgarie contre l'émigration dobroudjanaise.

L'ORD est une organisation des masses travailleuses populaires dobroudjanaises, devant rien pour détourner les masses travailleuses d'origine bulgare dans l'émigration de la véritable voie de leur lutte et pour leur faire perdre l'esprit national-révolutionnaire — et elle ne cessera pas de lutter contre ces aspirations basses et traîtresses et leurs agents de l'ORID et des chauvinistes bulgares en Dobroudja.

L'ORD est une organisation des masses travailleuses populaires dobroudjanaises, sans distinction de nationalité et de confession et de l'émigration dobroudjanaise partout où elle se trouve.

A la terreur des inquisitions et des meurtres du fascisme bulgare et des bandes de l'ORID, l'ORD oppose la lutte de masses de ses organisations et remet le sort des **bourreaux au tribunal populaire** des masses travailleuses et de l'émigration dobroudjanaises.

L'ORD déclare hautement qu'elle ne déviara en aucun cas ni sous aucune condition, de son idéologie, de sa tactique et de sa lutte; qu'elle ne cessera pas d'activer la lutte du peuple travailleur dobroudjanais, de l'organiser et de la mener sur deux fronts: contre la politique de dénationalisation et d'assimilation du fascisme roumain et de sa domination sanguinaire en Dobroudja et contre le fascisme et le chauvinisme bulgares et sa politique de revanche et ses aspirations annexionistes; qu'elle ne cessera pas de dévoiler et stigmatiser les plans diaboliques des bandes de brigands de l'ORID, et qu'elle marchera courageusement dans le front unique de tous les peuples opprimés nationalement et socialement de Roumanie, de Bulgarie et de tous les Balkans, dans la lutte pour la réalisation d'une République Dobroudjanaise libre et indépendante et pour la Fédération Balkanique des gouvernements ouvriers et paysans!»

Dobroudja, Janvier 1931

C. C. de l'ORD.

Un Appel de l'ORIM (unifiée) au peuple macédonien

Nous recevons à la rédaction le texte d'un appel adressé par l'O.R.I.M. (unifiée) au peuple macédonien à l'occasion des luttes intestines qui se poursuivent dans le camp de l'organisation fasciste macédonienne. Cet appel dont nous reproduisons des larges extraits, soumet à une critique vraiment révolutionnaire ces luttes destinées à saboter le véritable combat pour la libération nationale poursuivie en Macédoine par l'O.R.I.M. (unifiée).

En s'occupant des groupements Michailov et Protoguéroff en lutte, l'appel les caractérise de la manière suivante:

„Une bande assoiffée de sang sévit depuis des années parmi nos frères macédoniens. Après avoir massacré à Petrich et dans l'émigration en Bulgarie la fleur du mouvement révolutionnaire macédonien, après s'être transformé dans un simple mercenaire au service du fascisme bulgare et après avoir participé de toutes les manières

à l'écrasement de la révolte des ouvriers et des paysans bulgares, cette bande tourne maintenant les armes contre ses propres rangs. Les causes de ces crimes fratricides sont connues. Les facteurs qui les ont préparés et développés le sont aussi. Derrière ces «frères ennemis» on aperçoit la lutte pour l'hégémonie poursuivie par les deux camps du fascisme bulgare.

«Le gouvernement et la Cour royale de Sofia ont l'intérêt d'éviter l'effondrement définitif du fascisme macédonien. Ils ont encore besoin de ses services pour leurs projets d'oppression intérieure, ainsi que pour leur politique catastrophique et revanche extérieure. Dans la lutte qui sépare les deux camps ils se sont rangés du côté du plus fort — momentanément du côté de Ivan Michailov — qui, lui, a d'ailleurs gagné leur confiance par une soumission servile, obtenant en échange un soutien sans réserve. Tout le pouvoir public a été mis à sa disposition, afin qu'il puisse assassiner ses adversaires sans rien risquer.»

Les suites de ce concours gouvernemental en faveur des adhérents de Michailov ont été, d'après ledit appel, les suivantes:

«Rien qu'au cours de ces deux dernières années la bande enragée de Michailov a assassiné plus de cent enfants de la Macédoine. A l'aide et sous la couverture du gouvernement fasciste bulgare, cette bande continue à assassiner et à semer la panique et la terreur à Petrich et parmi l'émigration.

«Au moment où les adhérents de Protoguérov ont répondu à l'assassinat de leurs chefs Poundev et Tomalevski et d'autres militants en vue, par l'assassinat du partisan michailoviste Jordan Gyurkov, «la police — dit l'appel — arrêta Guiorgui Pop-Christov, membre du Comité Central de l'organisation Protoguérov; enleva la femme et les enfants de K. Parlitchev et les remit à la bande d'Ivan Michailov. Cette bande obtenait par ces moyens moyenâgeux la capitulation de Guiorgui Pop-Christov, détenu entre leurs mains, ainsi que celle de K. Parlitchev inquiet du sort de sa famille. Ils durent signer une déclaration en s'engageant de ne plus continuer la lutte.

«Mais cette réconciliation forcée tout en correspondant aux désirs cachés des chefs protoguérovistes ne peut pas être durable.»

Après avoir condamné cette lutte d'auto-extermiation, l'appel montre aux frères macédoniens le seul chemin qui mène vers la liberté:

«L'ORIM (unifiée) appelle le peuple macédonien à la lutte révolutionnaire renforcée et permanente pour le renversement du régime existant dans notre pays et pour la libération de tout le peuple macédonien. Elle appelle le peuple macédonien à la lutte sans merci contre la bande d'Ivan Michailov, qui soutient les oppresseurs de la Macédoine.

«La lutte menée par le peuple macédonien sous la direction de notre organisation dans le coeur même de la Macédoine qui se trouve encore sous le joug sanglant de la dictature yougoslave, les succès enregistrés au cours de cette lutte, constituent les meilleures preuves pour la justesse de notre programme, de nos méthodes et de notre tactique.»

BIBLIOGRAPHIE

Croatia

Le 1. Octobre 1930 débuta à Genève la parution du journal croate «Croatia». Le sous-titre de ce journal est: «Feuille populaire politique croate publiée par le Comité central du parti paysan croate (H.S.S.) à Chicago». L'éditeur du journal est le Dr. Juraj Krnjewitsch député croate et secrétaire général du parti paysan croate. Le journal paraît en anglais, en français et en croate.

De toutes ces données, il ressort clairement que le journal «Croatia» est un organe officiel du parti paysan croate, justement l'organe le plus officiel de ce parti qui serait qualifié aujourd'hui à exprimer la politique de ce parti.

Le journal débuta peu après le second anniversaire de la proclamation de la dictature grand-serbe en Yougo-Slavie. Après tous les actes connus de la dictature, par lesquels toutes les libertés et droits nationaux du peuple croate et de tous les autres peuples opprimés de Yougo-Slavie furent anéantis; après le partage administratif du pays en Banowines et le morcellement des pays croates et des autres domaines nationaux; après les persécutions incomparables dans l'Histoire, arrestations, tortures, assassinats des emprisonnés politiques: communistes, ouvriers révolutionnaires, national-révolutionnaires, nationalistes de toutes sortes de l'opposition, intellectuels libres. La parution du journal coïncide donc à une époque où le régime de dictature prouva par ses pratiques fascistes et militaristes, même aux aveugles politiques, qu'il s'agissait en Yougo-Slavie de l'anéantissement violent de tous les mouvements nationaux, de l'extermination de la classe ouvrière révolutionnaire comme un des facteurs principaux de la résistance révolutionnaire contre tout régime tyrannique réactionnaire.

Tous ces événements ont-ils exercé une influence sur l'attitude du parti paysan croate (H.S.S.), et comment s'exprime cette influence dans son organe officiel «Croatia»? La réponse peut être donnée tout de suite si l'on jette seulement un coup d'oeil sur les 7 numéros déjà parus de ce journal.

La direction du H.S.S. place tous ses espoirs pour la libération du peuple croate, en première ligne dans la société des Nations et en même temps dans la démocratie occidentale. Dans la Société des Nations, qui protège le Traité de Versailles et les autres traités de paix, par lesquels l'esclavage du peuple croate et des autres peuples est sanctionné! Dans la Société des Nations dans laquelle la France, l'alliée et la protectrice des impérialistes Grand-Serbes tient le haut bout!

Le premier numéro de «Croatia» présente un memorandum du Dr. Juraj Krnjewitsch adressé à qui? . . . à Aristide Briand à l'occasion de son projet pan-européen. Juraj Krnjewitsch s'adresse à Briand au nom de la représentation du peuple croate, Briand le ministre des Affaires Etrangères et soutien de la politique impérialiste en France, pour l'aider dans la réalisation de Pan-Europe, qui doit assurer les conquêtes guerrières de la France et de ses alliés et aussi à l'avenir garantir l'hégémonie de la France en Europe.

Dr. Krnjewitsch appelle Briand à protéger le traité de St. Germain que foule aux pieds le régime de Belgrade. Le même traité auquel les Grand-Serbes en appellent pour justifier leur pouvoir illimité comme **droit de conquérant**.

Et le memorandum du Dr. Krnjewitsch se termine sur ces mots: **«La question de la Serbie et de la Croatie ne peut être réglée à fond et d'une manière amicale que par les peuples auxquels la Serbie est redevable par le traité de St. Germain.»** Ainsi donc non par les masses populaires croates, par la lutte contre la dictature militaire-faciste, mais par les autres Etats dans lesquels les impérialistes sont les meneurs.

La direction du HSS. évite du reste prudemment de faire la moindre allusion à la lutte des masses contre le régime. Bien que Krnjewitsch et Koschutisch aient publié une déclaration de principe que les engagements financiers de la dictature n'engagent aucunement le peuple croate, en pratique, ils ne font pas cas de cette déclaration et n'entreprennent rien en Croatie pour que les masses croates refusent ces engagements financiers.

La direction du HSS. évite en général des rencontres trop tranchantes avec la dictature. Le second membre de la direction Koschutisch renonce à son séjour aux Etats-Unis pour ne pas provoquer des luttes trop aigues avec les représentants de la dictature aux Etats-Unis. Et «Croatia» se contente de noter dans le second

numéro la victoire morale consistant en ce que la demande d'extradition formulée par la dictature contre le Dr. Koschutitsch avait été rejetée.

Le second numéro de «Croatia» éprouve une satisfaction particulière dans un extrait d'un article de l'organe social-démocrate français «Le Populaire» qui critique les poursuites en Yougo-Slavie. Attend-il peut-être de l'aide de ce côté pour la libération du peuple croate? Peut-être que le parti social démocrate a l'intention de mener une lutte contre le gouvernement parce que leurs alliés en Yougo-Slavie oppriment les croates? En aucun cas. «Le Populaire» dit: «La France est alliée au roi Alexandre. C'est pourquoi il est du devoir des démocrates français d'élever leur voix en faveur de ses victimes.» Mais «Le Populaire» n'exige pas la dissolution de l'alliance militaire avec Alexandre, ne s'indigne pas contre l'émission d'un emprunt en Yougo-Slavie et critique et condamne encore moins l'attitude des social-démocrates Yougo-Slaves, ces agents avoués de la dictature.

Dans son troisième numéro; «Croatia» présente comme puissant secours pour la liberté du peuple croate, un extrait des articles publiés par Seaton Watson dans l'organe Tchèque «Lidove Novini» sur «La situation en Yougo-Slavie». La conclusion de Seaton Watson qu'imprime Croatia» sans commentaire et avec laquelle elle est d'accord exprime l'opinion de la direction du HSS., solution de la question croate qui donnerait satisfaction à la direction: «Rien sinon le retour aux institutions libres, la reconnaissance des huit pays historiques, **comme base de l'unité yougo-slave, et l'abandon du centralisme exagéré** maintenant établi, ne peut empêcher la débâcle finale.»

Le publiciste anglais Seaton Watson, un des anciens aides principaux lors de la formation de la Yougo-Slavie aspire naturellement à ce que la Yougo-Slavie subsiste et que le roi et les serbes fassent quelques concessions et adoucissent un peu le centralisme. Watson ne prononce pas un mot d'une Croatie libre, de la liberté de disposer de soi-même.

La «Croatia» tient surtout à convaincre les croates que la dictature est mal vue en Angleterre et qu'il leur suffit d'attendre tranquillement — que la liberté vienne déjà d'elle-même! C'est dans ce sens que l'année dernière le Dr. Krnjewitsch adressa une circulaire à tous les partisans connus de Raditsch en Yougo-Slavie.

Dans son septième numéro, «Croatia» rapporte les recommandations qu'adressent de célèbres publicistes anglais au roi au sujet de ses déclarations sur l'intransigeance du régime. Le HSS. pense, par ces recommandations, remplacer les actions des masses croates. Que signifient ces avertissements? Wekham Steed dit que «la Yougo-Slavie continue sur la route menant à la catastrophe et à la décomposition» et prévient le roi de protéger l'unité de la Yougo-Slavie. Le correspondant Balkanique du «Times» exprime la même chose: «Si Belgrade ne cède pas aux croates dans le plus bref délai, l'état d'esprit envers la dictature et le roi lui-même en Croatie sera pire que jamais». Prévoyant et sentant la chute du régime de la dictature, et sachant qu'après cette chute il ne surviendra pas seulement un minime changement du centralisme, mais qu'un mouvement révolutionnaire de masses avec de grandes conséquences en sortira, les hommes d'Etats et les publicistes anglais préviennent la dictature. Et la direction du HSS. fait de même, car elle ne désire pas un mouvement révolutionnaire des masses de Croatie, elle sait que ce ne seraient pas les représentants des classes riches qui seraient à la tête du mouvement, mais les représentants des paysans pauvres, des travailleurs et de la misère des villes. Ils sentent que la vague de la révolution n'épargnerait pas leurs richesses ni les hautes positions espérées dans l'Etat Croate.

C'est pourquoi la direction du HSS. ne pensant nullement à une lutte de masses, elle n'ose pas lorsqu'à plusieurs reprises il fut parlé de la conclusion d'un emprunt à Paris à 10% d'intérêts, recommander au peuple croate de mener une lutte contre cet emprunt. Au lieu de cela, «Croatia» compte dans son 7. ème numéro avec les cercles financiers de Yougo-Slavie «qui se sont dressés à l'unanimité contre cet emprunt.»

Mais ce ne sont pas seulement la «démocratie occidentale» et la Société des Nations qui sont devenus les seuls refuges du HSS. Le HSS. compte également sur le régime fasciste de l'Ouest et des Etats Balkaniques: L'Italie, la Hongrie, l'Autriche et la Bulgarie. La «Croatia» ne se contente pas de ne rien publier contre ces régimes, mais les autres publications du parti paysan croate illustrent clairement ce nouveau point de vue du HSS., qui le disqualifie complètement comme parti des paysans croates. Les paysans croates demandent une Croatie indépendante et le pouvoir pour la paysannerie, pour la classe ouvrière et la population pauvre des villes, et ils sont les adversaires convaincus de tous les fascismes, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur avec lesquels le HSS. fait le front unique.

N. M.

CHRONIQUE

Albanie

La crise économique

La crise économique en Albanie prend de jour en jour des proportions plus grandes et elle menace d'aboutir à une catastrophe nationale. Des régions entières sont directement menacées par la famine. L'Etat albanais est impuissant d'entreprendre quelque chose de sérieux pour adoucir la misère inouïe des masses populaires. Bien mieux! il fait tout ce qui est en son pouvoir pour organiser la famine. Dans tout le pays les agents du fisc, flanqués de gendarmes armés jusqu'aux dents parcourent chaque jour le pays, envahissent les maisons des paysans qui n'ont pas payé les impôts, se saisissent de leur bétail, confisquent leurs meubles et amènent les hommes à la ville, où on les fait „passer au tabac“ pour leur apprendre à s'acquitter de leurs dettes envers l'Etat. C'est maintenant en Albanie la pratique quotidienne de la perception des impôts. Cependant les impôts ne rentrent point. La déficite pour l'année 1930 s'élève à 10 millions de francs or sur une somme de 30 millions francs or de recettes prévues dans le budget. Les petits fonctionnaires, les officiers subalternes, les instituteurs et les gendarmes n'ont pas touché leurs appointements depuis plus de 7 mois. Pour ne pas souffrir de faim, ces fonctionnaires de l'Etat ont découvert un moyen financier original; ils renoncent au profit d'un fonctionnaire supérieur à leur droit aux appointements et ils touchent en échange une somme d'au moins 20 à 30 % inférieure à celle dont l'Etat leur est redevable. Cela suffit pour se faire une idée de la crise financière qui sévit en Albanie.

Le retour à l'économie naturelle

Un correspondant de la Liria Kombetare, organe du comité de l'Emancipation Nationale Albanaise, écrit que l'argent devient si rare dans le pays, que dans plusieurs endroits les paysans en sont venus à pratiquer le troc et il n'est pas rare de voir maintenant un paysan échanger par exemple de la laine contre du sel etc. Naturellement nous ne parlons pas ici des montagnards albanais, où ces formes de l'économie naturelle n'ont jamais cessé d'exister.

La terreur

La terreur s'aggrave chaque jour. Le lendemain de l'attentat de Vienne les autorités ont procédé à des arrestations en masses dans toutes les préfectures de l'Albanie. La plus grande partie de ces gens ont été relâchés deux semaines après leur arrestation. Le nombre de ceux qui se trouvent en prison encore à l'heure actuelle est cependant considérable. Parmi ces derniers il faut compter le frère d'Azis Cami (un des auteurs de l'attentat de Vienne). Le frère d'Azis Cami, Niazi, est un jeune homme âgé d'à peine 20 ans. Il était instituteur à l'école de Santi-Quaranta et ne s'était jamais mêlé dans les luttes politiques. Ceci naturellement n'a pas empêché Ahmed Zogou de l'arrêter et de le livrer à ses bourreaux. L'arrestation de Niazi Cami a eu lieu le lendemain de l'attentat. Depuis personne ne sait où il se trouve. Vit-il, est-il mort? Ahmed Zogou seul peut répondre à cette question.

*

Le Tribunal politique de Tirana est en train de fonctionner. Il y a un mois, trois jeunes gens de Korça étaient traduits devant ce tribunal monstrueux pour avoir crié „à bas le capitalisme“. Le procès a duré deux jours et le jugement a été remis à huitaine. En réalité, le président du tribunal, un ancien gendarme à moitié illettré, avait reçu un télégramme d'Ahmed Zogou qui voulait que le jugement soit prononcé après son retour en Albanie. Un étudiant fut traduit devant le tribunal parce qu'il était suspecté d'avoir dit à quelqu'un que le roi Zogou est au service des Italiens. Ce procès fut également ajourné. *Un émigré Kosoviot* fut condamné à 15 ans de travaux forcés pour avoir traversé la frontière „illégalement“. Il a été établi pendant le procès que ce malheureux émigré Kosoviot avait, à maintes re-*

prises, sollicité des autorités albanaises l'autorisation de se rendre en Grèce pour se faire opérer dans un hôpital de Corfou. Les autorités albanaises lui ayant refusé cette autorisation, le Kosoviot a traversé pendant la nuit la frontière grecque et se rendit à Corfou où il fut opéré. Même le journal gouvernemental Shqiperia e Re, qui paraît en Roumanie, est obligé d'avouer que la condamnation de cet émigré Kosoviot est „un scandale inouï“.

Dans l'enfer des Prisons albanaises

Abdullah Qatibi, le jeune ouvrier typographe de Tirana, qui, il y a deux mois, avait été arrêté sous l'inculpation d'avoir envoyé des „lettres de menaces“ aux dictateurs albanais, a comparu le 10 Avril devant le Tribunal politique. Il a reconnu être l'auteur des lettres en question et a affirmé qu'il fait partie d'un groupe politique qui lutte contre le régime. Il a refusé de faire connaître les noms de ses camarades, prenant sur lui toute la responsabilité de ses actes. *Ensuite il a élevé la voix pour crier dans la salle du tribunal que dans la prison il avait été soumis à des tortures atroces.* Les juges qui n'avaient pas prévu cet incident dramatique et n'avaient par conséquent pas reçu d'Ahmed Zogou les instructions nécessaires pour un pareil cas, n'ont trouvé rien de mieux que de remettre le jugement à huitaine. Les déclarations courageuses d'Abdullah Qatibi ont fait une grande impression dans le pays.

La répercussion de l'attentat

L'attentat contre Zogou a produit une immense impression dans tout le pays. Pendant plusieurs jours le mécontentement populaire contre le „sultan“ et contre le régime s'est donné libre cours. Les agents du régime ont signalé des manifestations hostiles dans l'armée, principalement parmi les officiers subalternes et les sous-officiers. La situation fut tellement tendue qu'à un moment donné le chef des forces armées, le général Aranitasi, a fait ses bagages par crainte de troubles. Cette attitude lâche du généralissime a été très sévèrement jugée dans les cercles officiels de Tirana. On reproche au général Aranitasi d'avoir déclaré publiquement que l'armée n'est pas „sûre“. On s'attend à sa destitution imminente.

Le gouvernement de Venizelos livre le frère d'Aziz Cami aux bourreaux de Zogou

L'émigré politique Redjeb Cami, frère d'Aziz Cami, fut sans aucune raison plausible, arrêté par les autorités grecques et conduit quelques jours après à la frontière albanaise où il fut livré entre les mains des gendarmes de Zogou. Redjeb qui souffre d'une maladie pulmonaire fut soumis aux tortures habituelles des prisonniers politiques albanais et à l'heure actuelle son état inspire les plus grandes inquiétudes. Si l'opinion publique révolutionnaire n'intervient pas à temps pour arracher Redjeb aux mains des bourreaux de Zogou, il est à craindre qu'il subisse le même sort qu'ont subi maints révolutionnaires albanais dans les prisons du roitelet vassal de Mussolini.

La Crise ministérielle à Tirana

La crise ministérielle récente à Tirana, a été provoquée en apparence par l'attitude équivoque du Ministre de la Justice, M. Avraami, lors de la discussion dans le parlement d'une loi relative aux rapports de propriété entre le paysan demi-serf et les propriétaires des „tchifliks“. Dans le code civil bourgeois que le régime a adopté il y a deux ans, les beys viennent de découvrir „un article lésant les intérêts des propriétaires fonciers.“ C'est ce méchant article que le Parlement servile de Tirana a été appelé à faire annuler. M. Avraami n'a pas eu le courage d'approuver sans réserves ce nouveau coup de force des beys et il a ainsi provoqué une crise ministérielle. Dans le nouveau cabinet qui vient d'être constitué, figurent les noms de tous les ministres démissionnaires, à l'exception toutefois de ceux de M. M. Avraami et Mehdi Frosheri.

Les Dessous de la manoeuvre parlementaire

Tout le monde sait que le Parlement albanais n'est en réalité qu'un bureau purement technique qui n'a d'autre compétence que de légaliser automatiquement tous les actes de la dictature. Il est donc ridicule de prétendre que le Parlement ait pu provoquer une crise ministérielle, alors que les ministres sont nommés et destitués par Ahmed Zogou, tout comme des simples fonctionnaires de l'Etat. La destitution des deux ministres, M. M. Avraami et Frosheri, a été voulue par Zogou et le général Pariani pour la raison que ces deux politiciens prudents ont manifesté des velléités d'opposition à la conclusion du nouvel emprunt en Italie. Ce nouvel emprunt sera suivi de l'établissement des colons italiens dans les plaines de Mouzeké. Or les deux ministres démissionnaires craignent que le débarquement des colons italiens en Albanie donne lieu à des insurrections populaires qui seraient fatales pour le régime. Zogou et le général Pariani qui ne pouvaient pas tolérer des hommes "tièdes" dans le sein du gouvernement, ont décidé de lancer par dessus bord M. M. Avraami et Frosheri, et ils ont arrangé toute une mise en scène parlementaire pour cacher au peuple albanais le sens réel de ce nouveau changement de ministres. Cela est si vrai que même le journal du régime *Shqipëria e Re* (qui paraît en Roumanie) a été obligé de reconnaître que la manoeuvre est trop grossière...

Bulgarie

Dans l'Empire du Fascisme Sanglant Rapport d'un travailleur bulgare sur les tortures qu'il subit

Nous avons reçu le rapport profondément émouvant d'un travailleur bulgare *Petko Kunin*, qui fut arrêté avec plusieurs douzaines d'autres travailleurs à Sofia en Mars de l'année passée et soumis aux tortures les plus atroces pour obtenir des aveux dont la police avait besoin, afin de monter un procès contre les organisations révolutionnaires. Nous donnons ci-dessous quelques extraits de ce document qui rendront tout commentaire superflu. Nous voulons seulement faire remarquer qu'il s'agit ici de méthodes quotidiennes employées par la "justice" bulgare, méthodes qui furent appliquées durant les 8 ans de fascisme, contre des milliers de militants de la libération nationale et sociale.

L'ouvrier *Petko Kunin* fut arrêté le 18 Mars à deux heures du matin dans sa maison à Sofia. Le 25 Mars, il fut transporté dans la prison centrale de sécurité publique.

„Là, ils attendaient tous: Haralanow, Spassow, Loukow, Kanew entr'autres (tous de hauts fonctionnaires de la police), — prêts à se jeter comme des fauves sur leurs victimes. L'interrogatoire commença. Des quantités de questions furent posées, et des explications furent demandées sur des choses dont je n'aurais même jamais rêvé! Mes réponses négatives les excitèrent encore davantage: gifles, coups de poings sur la tête, cheveux arrachés, coups de bottes sur tout le corps, telle fut la réception à la Sécurité Publique. Le tout accompagné des injures les plus grossières, et cela dura de 4 à 6 heures de l'après-midi. Puis on me mit les menottes pour me transporter au „salon" où se trouvaient déjà 16 camarades. Le lendemain à 8 heures du matin, je fus conduit dans le cabinet de *Draganow*, chef de la section politique de la Direction de la Police, où je fus soumis à des cruautés plus grandes encore. Je devais écrire ce que je savais. Je le fis. Il était déjà midi. L'après-midi, on me reconduisit. Mécontents de ce que j'avais écrit, on me conduisit dans le cabinet de *Gechow*, on me jeta à terre, on me mit la tête dans un sac, mes pieds furent passés entre les barreaux d'une chaise, et l'on commença à me frapper sur la plante des pieds avec un nerf de boeuf. Les coups durèrent si longtemps que lorsqu'ils cessèrent, je ne pouvais plus me tenir debout, mais fus contraint de me mettre à plat ventre et de marcher sur les genoux. On commença alors à me frapper sauvagement les jambes et le derrière. Cela dura, à part quelques courtes interruptions, jusqu'à 5 heures du soir. Deux agents me prirent sous les bras et me transportèrent à l'étage supérieur, dans une cellule sombre et humide. On me laissa tranquille jusqu'au 1 Avril. Le 12, l'inqui-

sition reprit de nouveau. A 8 heures $\frac{1}{2}$ du matin, deux agents me menèrent dans le cabinet de *Draganow*. Comme je donnais une réponse négative à une question posée, *Spassow*, ivre comme un porc se précipita sur moi et me frappa dans le dos avec une chaise, avec une telle force que je fus jeté contre le mur et tombai à terre. A peine m'étais-je relevé que les gifles et les coups de poings se mirent à pleuvoir, et ce pendant 15 minutes au moins sans discontinuer. Ma figure était horriblement enflée, j'avais d'épouvantables maux de tête, et me trouvais sourd d'une oreille. On me conduisit à coups de pieds et de poings dans une autre pièce où les bourreaux m'attendaient. Prompts comme l'éclair, ils se précipitèrent, me jetèrent un sac sur la tête, m'attachèrent par le cou, l'un d'eux me poussa et je tombai le visage contre terre où je me mis le nez en sang. Les coups se mirent immédiatement à pleuvoir. L'un me tenait la tête et me fermait la bouche afin d'étouffer mes hurlements de douleur. Ils me frappèrent par tout le corps à coups de nerfs de boeuf sous lesquels mon corps se tordait. De temps en temps, ils s'arrêtaient et m'interrogeaient, et comme je donnais toujours la même réponse, ils reprenaient les coups. Après quelques temps, ils me couchèrent sur le dos, l'un s'assit sur ma poitrine, me mit les pieds entre les barreaux d'une chaise; un autre appuya les pieds si fortement vers le bas qu'après qu'ils me délivrèrent, il me fut impossible de me tenir dessus, comme s'ils avaient été brisés. Ils me frappèrent inégalement. Je souffrais énormément! Par la pression sur la bouche et la poitrine, il m'était presque impossible de respirer et je perdis connaissance. Après quelque temps, lorsque je revins à moi, ils me relevèrent et m'assirent sur la chaise. Mais je ne pouvais pas m'asseoir et tombai plusieurs fois, ayant les mains liées derrière le dos. On apporta un seau d'eau où on me trempa les pieds. Après 10 minutes de „repos", ils recommencèrent de nouveau, et cela dura jusqu'à très tard dans la soirée. Je ne pouvais avancer et le moindre mouvement m'occasionnait de terribles douleurs. Trois agents s'emparèrent de moi et me conduisirent à l'escalier de la mort où on continua de me maltraiter.

Je fus traité avec la même bestialité les 14, 15, 16, 17, 22, 23, 24, 25 et 30 Avril, le matin, l'après-midi, le soir! 16 fois, je fus transporté de ma cellule dans la salle de tortures. Les souffrances sont terribles, insupportables! Tout le corps est enflé, le visage également. Je suis à moitié sourd et il est impossible de dormir. Je ne pouvais me tenir ni debout, ni assis, ni couche, car les mains étaient liées derrière le dos, et le corps ne faisait plus qu'une plaie. Pas d'appétit, la seule vue du pain augmentait encore les peines et occasionnait des vomissements.

Les premiers jours de l'inquisition, dans le cabinet de *Draganow*, les bourreaux me dirent: N'espère pas que nous te livrerons aux tribunaux. Il n'y aura pas de jugement tant que tu n'auras pas avoué ce que nous voulons. Nous t'anéantirons physiquement, mais nous tirerons de toi ce que nous voulons même si tu en meurs. Nous te tuerons, et ce sera légal. Tu es seul, nous sommes nombreux etc. . .

Lorsqu'ils me conduisirent dans la salle d'inquisition et accomplirent leur travail épouvantable, *Spassow*, hors de lui par mes réponses, se saisit d'une chaise et me la cassa sur la tête. Je chancelai et le sang me couvrit le visage. A ce moment, *Spassow* me mit un coup de pied dans le ventre et je tombai à terre. Deux agents me prirent sous les bras et me traînèrent, les pieds nus et couvert de sang, dans le cabinet de *Draganow*. Celui-ci m'accueillit avec ces mots: „Qu'as-tu à me dévisager de la sorte avec tes yeux de veau, chien de communiste?" . . . „Tu ne pourras pas résister. Nous emploierons tous les moyens dont nous disposons, tu diras tout ou tu mourras. Tu ne sortiras pas vivant. Tu es seul, nous sommes nombreux. Nous te torturerons durant des mois, le jour, la nuit-je te ferai avoir des cheveux blancs en 24 heures, je te ferai attaché la tête en bas à ce balcon et t'y laisserai trois jours!" Sur ma réponse que j'étais en leur pouvoir et qu'ils pouvaient faire de moi tout ce qu'ils voulaient, que tout m'était égal, il bondit et cria: „Attends chien!" „Jetez-le en bas des escaliers et il me poussa à la porte, on tira la corde avec laquelle j'étais lié, je tombai sur le seuil la figure sur le sol. On me releva et me jeta par dessus la rampe au-dessus de la cour. L'escalier de la mort duquel fut précipité le camarade *Pando Tipow*. „Veux-tu avouer?" Je ne répondis pas. On pencha mon corps davantage encore en me tenant par les pieds. „Parle". Je me tus. Ils me reportèrent dans la salle d'inquisition et les tortures furent

continuées. „Sache, me dit Spassow que je t'aurai. Je veux avoir mon pain, à cause de toi, je serais renvoyé, mais avant que je perde ma place, tu seras précipité en bas des escaliers. Sache qu'il m'a été commandé de te tirer des aveux ou de partir. Ne vois-tu pas que nous ne plaisantons pas? Je tenterai tout pour exécuter ce que l'on exige de moi. Je ferai venir ici ta femme, ton père, ton enfant, toute ta famille. Je les crucifierai ici, je les torturerai et tu seras spectateur. Et si tu résistes à tout cela je te libérerai que ce soit même dans l'au-delà. Je traînerai ici tout le parti ouvrier, je ferai pleurer le monde entier, mais j'aurai ce que je veux." (Il s'agissait du montage d'un procès contre le parti ouvrier). — Et lorsque je passai mes jours de souffrances dans la cellule N. 374 mes pensées tournoyaient! Tout cela est-il possible? Agiront-ils vraiment de la sorte. Mais chaque fois que tournait les gonds de la porte de ma cellule, je trouvais encore la force de conserver ma volonté à la hauteur nécessaire. Aussitôt que l'on me ramenait à ma cellule, on m'enveloppait de compresses froides, afin que je sois „toujours prêt" à subir de nouvelles tortures. Souvent Spassow venait lui-même et dirigeait l'application des compresses se moquant cyniquement: „Comme cela tu iras mieux cette nuit et pourras supporter davantage demain..." „Tu vois comme nous prenons soin de toi!"

Un jour ils me communiquèrent qu'ils avaient amené ma femme. Et en effet, le jour suivant je la vis à la Sécurité Publique. Cela était-il possible? Spassow et consort allaient-ils exécuter leurs menaces? Tous ceux que j'ai cités plus haut y étaient réunis. Spassow me demanda: „Diras tu tout ce que l'on te demandera?" „Ta femme est ici, et nous ferons avec elle tout ce que je t'ai dit. Choisis: Avouer et la prison, ou la mort." A ma réponse négative, firent amener ma femme et lui dirent qu'elle devait essayer de me faire parler. Elle se tut. Elle était si paralysée de peur qu'elle ne pouvait parler. Les bourreaux me mirent alors la tête dans un sac, m'attachèrent par le cou et commencèrent à me frapper sauvagement. Ma femme se mit à crier, et il me sembla qu'elle tombait. Lorsqu'ils furent fatigués de frapper, ils me menèrent dans une chambre voisine, me délivrèrent du sac en me disant que c'était maintenant le tour de ma femme, et que j'allais regarder. Peut-on s'imaginer une inquisition moralement et physiquement plus épouvantable? J'étais sur le point de devenir fou. Répression sans borne, extermination systématique, non seulement au su, mais sur l'ordre des autorités juridiques, car c'est avec leur assentiment que je fus gardé 55 jours à la Sécurité Publique, telles sont les conditions sous le régime du gouvernement fasciste de Liapchew..."

Un nouveau Meurtre du Gouvernement dictatorial

Un bref communiqué de la direction de la police de Sofia dévoile un nouveau crime de la dictature fasciste bulgare. Gueorgui Moskow un militant actif du mouvement ouvrier révolutionnaire bulgare, un des meilleurs militants prolétariens a été assassiné par la machine judiciaire fasciste d'une manière affreuse. Au début de Mars, à Haskowo, ce militant fut arrêté et conduit à la direction de la police de Sofia, où il trouva la mort quelques jours après.

Le communiqué policier dit qu'il s'agit d'un suicide, que Moskow se jeta par une fenêtre du 3. étage du Bâtiment de la police. C'est de cette manière que durant les dernières huit années, les monstres fascistes ont assassiné d'innombrables ouvriers et paysans révolutionnaires.

Suppression de la loi de Protection de l'Etat réjetée

La fraction parlementaire du parti ouvrier bulgare posa en mi-Mars une motion concernant la suppression de la loi sur la protection de l'Etat du 23. 1. 24 ainsi que les modifications et compléments y ajoutés depuis.

Cette motion ne fut même pas mise à l'ordre du jour par le Bureau parlementaire fasciste (le parlement fut fermé le 18. 4.). Les élections parlementaires prochaines seront accomplies de nouveau sous le signe de cette loi de terreur.

Résolution du Congrès de Berlin contre la Terreur bulgare

Le Congrès populaire qui s'est tenu à Berlin les 7 et 8 Mars dernier contre le fascisme, élève la protestation la plus véhémement contre les nouvelles tentatives de la bourgeoisie bulgare d'étouffer l'élan révolutionnaire du mouvement ouvrier par un renforcement de la dictature fasciste et de la terreur blanche. Une partie des atrocités de la dictature fasciste en Bulgarie se reflète dans le procès contre les 68 paysans du village de Gowedare qui, dans le cas de légitime défense, tuèrent 2 bandits, mercenaires du gouvernement. 300 arrestations eurent lieu en une semaine dans toute la Bulgarie sous le prétexte de découverte d'organisations conspiratives, la terreur est exercée contre le mouvement ouvrier paysan légal (arrestations en masses, interdiction de journaux, menaces, assassinats etc. . .) tortures indescriptibles à l'instruction. Comme suit de l'action des chômeurs du 25. Février, la Comité Central des syndicats indépendants et le Comité d'action furent arrêtés et de centaines de participants ignoblement martyrisés. Dans ces poursuites, nous voyons la tentative désespérée d'une bourgeoisie sanglante de vouloir défendre sa domination contre les masses et préparer la guerre contre la Russie des Soviets. Nous félicitons les luttes héroïques des travailleurs bulgares sous la conduite du PCB, et du UJCB, et faisons le serment de soutenir leur lutte de toutes nos forces, pour mener victorieusement à bien notre oeuvre, l'oeuvre de libération de l'Humanité du joug du capitalisme.

Bas les mains des 68 paysans de Gowedare, Bas les mains des milliers de persécutés emprisonnés politiques!

Bas les mains des organisations légales des masses travailleuses!

A bas la dictature fasciste en Bulgarie et de la loi sur la protection de l'Etat sadique! Vive l'amnistie complète et sans condition! Vive le gouvernement ouvrier et paysan de Bulgarie! Vive le PCB, et le UJCB! Vive la révolution mondiale!

Comment Ferdinand „luttait" pour les „idées nationales" de la Bulgarie

Lors des discussions au Reichstag allemand sur le budget, fin de mars de l'année courante, les députés communistes Kippenberger et Torgler firent des révélations piquantes sur les subventions que l'ex-roi Ferdinand de Bulgarie a reçu du Reich et qui atteignent des millions de Marks. Il ressort des communications de ces députés et des articles, parus dans la presse, allemande („Welt am Montag", „Frankfurter Zeitung", „Vorwärts", „Tagebuch" etc.) l'état de choses suivant:

1. Le 11 janvier 1921, le Tsar Ferdinand a reçu la somme de 25 millions de mark, équivalant alors à 1.5 million de marks-or. En compensation il confirmait par écrit que dorénavant „toutes les promesses du gouvernement allemand de 1915 sont remplies", donc des promesses du gouvernement impérial allemand, visant sans doute à assurer le „père du pays" des Bulgares contre tous les risques financiers que pourrait résulter de son alliance épaulée contre épaulée avec l'Allemagne et l'Autriche.

2. Malgré ce désistement, Ferdinand a touché le 18 août 1924 encore un million de marks-or.

3. En 1925 un autre million de marks-or fut remis à l'ex-tsar.

4. En 1927 le gouvernement du Reich a décidé d'accorder une rente annuelle de 60,000 Marks à Ferdinand, cependant, celui-ci refusait d'accepter cette offre. Là-dessus le cabinet décida d'augmenter la rente à 100,000 marks. Ferdinand éleva par la suite de nouvelles prétention et il obtint vers la fin de 1927 que la rente fût portée à 120,000 marks.

5. Le 23 février 1931, Ferdinand toucha par l'intermédiaire de son ancien plénipotentiaire, le général Gantschew (l'attaché militaire de la Bulgarie à Berlin durant la guerre) d'autres M 500,000. Ici, la série des subventions est pour l'instant finie.

Ce qui nous intéresse avant tout, c'est la façon dont Ferdinand a su s'assurer contre tous les „accidents de métier" dans sa „lutte" pour les „idées nationales"; du reste cet accident survint en effet.

Le journal „Welt am Montag" de Berlin, écrit dans son numéro du 3 avril 1931:

„Le roi Ferdinand de Bulgarie, gros richard, a bien compris en bon père de famille qu'il fallait placer sa fortune privée non pas dans le pays de ses sujets bien aimés, mais à la Banque d'Angleterre à Londres. Lorsqu'il se mit, en 1915, à déclencher la guerre contre la Serbie, en vue de l'agrandissement de son pays, des négociations avec le gouvernement allemand eurent lieu, sur lesquelles il n'y a rien d'authentique publié jusqu'à aujourd'hui. Cependant, il est certain qu'on a déterminé Ferdinand à ne pas retirer ses fonds de la Banque d'Angleterre, puisque cela aurait naturellement éveillé les soupçons de l'Angleterre. Une indemnité pour ce désistement lui fut promise.

Le roi Ferdinand a perdu la guerre, sa fortune déposée à Londres et son trône mais il a bien su comment se faire indemniser amplement à l'aide de 4 millions en or et d'une rente viagère de 10.000 marks par mois, tandis que le peuple bulgare a saigné pendant quatre années et déperit de misère et de privations, sous le fardeau de la guerre impérialiste — puisqu'il ne s'est pas assuré d'avance comme son „père du pays" royal. „Tagebuch", Berlin, écrit de bon droit le 18 avril: „Quand la somme totale des montants, versés à Ferdinand sera établie définitivement, les statisticiens pourront vérifier combien de marks le roi balkanique a touché par tête de ses sujets morts du fait de la guerre".

La Bulgarie — une colonie du capital international

Dans l'organe du parti social-démocrate „Zname" (29, 4, 31) l'économiste Dr. Nedeltschew élève des plaintes sur les méthodes de travail du capital étranger en Bulgarie: „Notre Etat et l'économie privée se trouve aujourd'hui dans les mains du capital étranger qui „régit" et décide à sa façon". Et cet économiste bourgeois développe les idées suivantes:

La Bulgarie a besoin du capital étranger, mais seulement comme créditrice et non comme entrepreneur et propriétaire. Or en réalité, le capital étranger s'empare des domaines économiques et prend une attitude de capital colonial. Jusqu'avant la guerre des Balkans, le capital étranger participait à l'économie de la Bulgarie principalement comme créditrice de l'Etat c'est-à-dire sous forme de prêts. Mais aujourd'hui, la situation a tout à fait changé. La débâcle du commerce et de l'industrie bulgares causée par la guerre et l'inflation permit au capital étranger, tout d'abord par l'importation et ensuite par l'endettement écrasant de l'économie privée, de prendre fermement pied en Bulgarie. Par suite de la crise économique, les petites entreprises disparurent complètement et les plus grandes passèrent aux mains du capital étranger.

„Le passage des entreprises privées entre les mains étrangères alla de pair avec l'esclavage des finances de l'Etat bulgare, par le capital étranger. La réglementation des réparations et la conclusion des deux derniers emprunts placèrent non seulement nos finances d'Etat sous la tutelle absolue du capital étranger, mais frappèrent en outre d'un rude coup le capital national. A l'avenir, le capital étranger pourra travailler et se développer sans empêchement en Bulgarie."

Les Relations italo-bulgares

A l'occasion de l'arrivée à Sofia du nouvel ambassadeur italien *Juliano Cora*, la feuille gouvernementale „Slow" (17, 3, 31) rapporte ce qui suit sur „la situation réjouissante des relations italo-bulgares":

„L'Italie tient aujourd'hui la seconde place (après l'Allemagne) dans le commerce d'importation bulgare. En Bulgarie, 600 millions de Lewa de capital étranger sont investis, dont 200 millions par l'Italie. En outre les travaux de canalisation *Rila-Sofia* (menés par une société italienne) sont investis de 500 millions. Dans notre commerce d'exportation, l'Italie occupe la 4^{ème} place. Tous ces moments économiques contribuent au renforcement des relations politiques entre les deux pays. ... Il faut insister ici que dans la ligne de sa politique étrangère, l'Italie a déjà plusieurs fois appuyé nos revendications justifiées dans le domaine de la politique internationale, entr'autres en 1927 la suppression du contrôle militaire, en 1928 la non-contribution aux démarches anglo-françaises dans la question macédonienne, de plus lors de la conférence de La Haye dans la question des réparations orientales.

L'Italie prit aussi position au sujet du séquestre de la propriété bulgare en Roumanie et est actuellement

intéressée à une réglementation satisfaisante de notre différend avec la Grèce. Nous ne pouvons, de plus, passer sous silence le mariage royal qui, au point de vue politique, n'a pas sans doute l'importance qu'il aurait eu autrefois, mais qui favorise cependant chez nous et en Italie, les intérêts culturels et spirituels et les renforce..."

La Crainte de l'Economie soviétique

Un effet frappant du grand succès de la collectivisation dans l'économie soviétique: La feuille du gouvernement bulgare foncièrement réactionnaire „Mir" l'organe des grands industriels et du ministre des Affaires Etrangères *Bourow* appelle à suivre l'exemple soviétique.

Cela a lieu dans un article rédactionnel ayant pour titre: „Un moyen pour le relèvement de notre agriculture". Dans cet article il est exposé par le morcellement de la terre en Bulgarie parmi de petits et moyens propriétaires, on ne peut songer à un relèvement de l'agriculture. „Un travail collectif du sol est d'une urgente nécessité"! Les résultats du travail collectif du sol en Russie sont de la plus grande importance et peuvent amener une révolution dans l'agriculture."

Il est grand temps, poursuit l'organe, de trouver un moyen qui neutralise les conséquences néfastes découlant du morcellement de la terre et de l'ignorance des paysans. Mais là, le journal pose la condition de base suivante: *La collectivisation du sol devrait s'effectuer sur la base de l'inviolabilité de la propriété privée!* Le mode proposé consiste en ce qui suit: Une loi devrait être faite, en base de laquelle les agronomes reprendraient une partie ou tout le terrain des paysans. Les agronomes devront payer aux paysans soit en argent soit en nature autant au moins que leurs revenus moyens habituels. De cette façon, la possibilité sera donnée aux agronomes de travailler le sol „scientifiquement" et d'établir une agriculture moderne. En outre, une grande partie de l'intelligence aura la possibilité de trouver une occupation productive au lieu d'entrer au service de l'Etat. Les premiers essais doivent suivre une intervention de l'Etat qui devra garantir aux paysans qu'il ne subira aucun dommage du fait de la collectivisation.

La Reprise des Relations avec la Russie des Soviets

La feuille fasciste de Sofia „Kambana" écrit dans le N. du 23, 3:

„Souvent déjà nous avons prétendu qu'il est un non sens de rester plus longtemps sans relations diplomatiques et commerciales avec la Russie. Presque tous les autres pays font un commerce régulier avec la Russie parce que c'est dans leur intérêt économique. La Turquie et la Grèce, l'Italie et la Pologne, l'Allemagne et l'Angleterre tous font activement du commerce avec la Russie. Nous seuls n'entretenons pas de relations avec la Russie des Soviets, bien que la Russie et la Bulgarie soient voisines.

La Russie a besoin d'étoffes qui pourraient lui être fournies par nos fabricants du textile. Mais nos fabriques textiles ont réduit leur production de 50 % parce qu'elles n'ont pas de commandes et 48 % des travailleurs du textile sont en chômage. Si nous avions un traité commercial avec la Russie, notre industrie textile pourrait développer pleinement ses capacités. D'autres branches de la production nationale seraient également aidées.

Pour l'Envoi d'une Délégation d'ouvriers et de Paysans en Russie

Les derniers mois indiquent un grand développement d'un mouvement de masses en Bulgarie pour l'envoi d'une délégation d'ouvriers et de paysans en Russie Soviétique. Dans de nombreuses réunions de villages et de villes, il est revendiqué la suspension de l'interdiction de la formation de telles délégations. Particulièrement nombreuses sont les lettres de paysans et de chômeurs (que soient signalés les villages *Serbegli*, *Barzina*, *Baschali*, etc. ... les villes *Plovdiv*, *Sofia* entré autres). Les paysans Bulgares montrent un vif intérêt pour la collectivisation de l'économie soviétique et demande à être représentés dans une délégation éventuelle.

La fraction parlementaire du parti ouvrier de Bulgarie, a en considération de ces nombreuses lettres

dans la presse ouvrière, fait une interpellation au parlement où il est demandé la suspension de l'interdiction de délégations. Il n'a jamais été répondu à cette interpellation par le gouvernement fasciste.

Préparatifs de Guerre

Lors des débats parlementaires sur le budget de l'armée (fin Mars), de Ministre de la guerre le Général Kissjow exprima son regret que la Bulgarie, comparativement aux autres pays, était „très en arrière" dans ses préparatifs de guerre. En Bulgarie, le budget de guerre ne comporte que 14 % du budget total, tandis que le pourcentage est beaucoup plus élevé dans les autres pays. Pour les dépenses de matériel et autres besoins de l'armée, 540 millions de Lewa sont prévus. Ce chiffre est encore inférieur au niveau qui nous est dicté par les traités de paix déclara le général Kissjow. C'est pourquoi il faudra chercher une issue lors de l'élaboration du prochain budget. L'armée a une tâche importante, protéger la patrie. Nous n'avons aucune aspiration de conquête, mais il est absolument nécessaire de prendre des mesures facilitant à l'armée la réalisation de sa tâche... Nous avons un cadre d'officiers qui doit être digne de tout pays européen. Le nombre des volontaires voulant entrer dans l'armée augmente continuellement, mais nous ne pouvons malheureusement utiliser toutes ces forces, étant liés par, les traités de paix. Tout commentaire est superflu!!

Menées blanche-gardistes en Bulgarie et dans les Balkans

— Préparatifs de guerre contre l'Union des Soviets.

La feuille ouvrière de Sofia „ECHO" publiait en mi-Mars un document blanc — gardiste tiré du „Bulletin d'information du régiment d'Infanterie de Drosdow" daté du début de Mars, signé par le général-major *Turkhal*.

Il ressort de ce Bulletin d'information qu'il existe en Bulgarie des sections clandestines militaires de gardes blanches, dont les membres sont placés avec l'aide du gouvernement bulgare, comme surveillants, employés ouvriers dans les fabriques, les mines, ont des fonctions dans l'Etat et les municipalités. Des cours militaires obligatoires sont donnés, dirigés par le général-major *Zinkevitch*, dont le siège est aux mines d'Etat de „Pernik".

En outre, il y a des commissions spéciales qui procèdent aux examens en base desquels on nomme les sous-officiers et officiers. A la tête de cette commission se trouve le lieutenant général *Abramow*. Dans les grands centres du pays, des cours de sous-officiers sont donnés dans des écoles militaires.

Le numéro cité du Bulletin d'Informations contient, de plus des informations de 12 villes bulgares sur la vie interne des régiments Drosdower en question. Il ressort de ces informations que les gardes-blanches en Bulgarie — les restes de l'armée Wrangel — mènent une véritable vie militaire.

Le Bulletin contient aussi un rapport des autres Pays Balkaniques. Il est rapporté de la Yougoslavie:

„... La plupart des Drosdower sont relativement bien placés, (postes exigeant des intellectuels) seule une petite partie, surtout de la province font des travaux manuels. A Belgrade des cours militaires fonctionnent avec succès pour les sous-officiers, cours qui sont également suivis par les Drosdower...“

En Roumanie:

„... Le commandant *Dwoitschenko* nommé chef du groupe de régiment en Roumanie a sérieusement entrepris les rassemblements des Drosdower...“

Toutes ces informations prouvent combien grande est l'activité des gardes-blanches soutenues par les gouvernements fascistes des Balkans pour la préparation d'une intervention contre l'Union des Soviets sous le commandement international des impérialistes.

Une Manifestation antisoviétique du Front unique de Guerre polonois-bulgare

Les 30 Avril, le secrétaire de la Société polonois-bulgare à Sofia, *Oton Barbar*, répondant à une invitation de l'organisation locale des officiers de réserve, tint une conférence sur la guerre russo-polonoise de 1920.

Par la présence de hauts officiers actifs bulgares, tels le ministre de la guerre le général Kissjow, le chef d'Etat-Major *Backardjew*, le chef de la garnison

de Sofia, le général *Solaraw* etc. et du personnel de l'Ambassade polonoise, cette conférence prit l'aspect d'une manifestation ouverte du Front unique de guerre polonois-bulgare contre l'Union des Soviets.

Barbar expliqua les enseignements militaires-stratégiques de la guerre russo-polonoise de 1920, „que tous les Etats voisins de l'Union des Soviets doivent examiner attentivement pour être prêts". Après la conférence, les représentants présents de l'armée bulgare exprimèrent leur communauté de lutte avec la Pologne contre l'Union des Soviets. Le général *Lazarow*, le président de l'Union des officiers de réserve parla „des sympathies de toute la Bulgarie avec la Pologne". Le plus significatif fut le discours de remerciements du Ministre de la Guerre *Kissjow* qui „exprima son admiration pour l'héroïsme de l'armée et du peuple polonois et pour le héros national de Pologne le maréchal *Pilsudsky*."

Concentration fasciste

L'union des deux organisations „au-dessus des partis" du fascisme bulgare „*Kubrat*" et „*Rodna Zastita*" (garde civique) est imminente.

Il fut déjà souvent tenté de réunir ces organisations qui surgirent après le bouleversement contrévolutionnaire de 1923.

La crise politique en Bulgarie, la compression de la base sociale par le fascisme bulgare aboutirent au renforcement du processus de concentration dans le camp fasciste. Parallèlement au développement de la vague révolutionnaire du peuple, se sont multipliées au cours des dernières semaines les voix pour „un regroupement des forces sociales", pour en égard au nouveaux besoins (!) de l'Etat, au lieu des nombreuses organisations politiques et patriotiques, en créer moins et d'autant plus fortes et puissantes. („*Kubrat*" 7 avril 31.)

On passe déjà à l'exécution concrète de ce „regroupement des forces sociales". Après que les instances les plus hautes du „*Kubrat*" et „*Rodna Zistita*" ne purent se mettre d'accord l'année passée, il survint que quelques organisations régionales firent la fusion de leur propre initiative. Ce fut le cas il y a quelques semaines pour les organisations locales de *Warna* et *Burgas*. „*Kubrat*" écrit à ce sujet dans son dernier numéro:

„La plus haute instance du „*Kubrat*" ne peut plus rien opposer à ce fait accompli... et approuva ainsi dans une de ses dernières séances l'union accomplie de cette manière. En espérant que la plus haute instance de „*Rodna Zastita* fera de même, il ne reste plus qu'à se hâter de sanctionner ces faits accomplis, si les dirigeants ne veulent pas rester des généraux sans armées."

La Nouvelle loi électorale

Les derniers jours du Parlement bulgare qui fut fermé le 18. 4. 31 furent consacrés à la nouvelle loi électorale. Cette loi caractérise la crise politique du fascisme bulgare qui tente de retremir et de neutraliser l'ébranlement de sa base sociale et la vague révolutionnaire montante, par la suppression des principes de base de la démocratie bourgeoise. Les points les plus remarquables de la nouvelle loi électorale sont les suivants:

a) Contrairement à la constitution bulgare qui prévoit un mandat au parlement pour 20.000 habitants, le coefficient est élevé à 24.000.

b) En dehors des listes de districts, des listes provinciales sont également introduites, sur lesquelles il y a 43 députés à élire (le reste des 230 députés sera comme auparavant élu sur les listes de districts.)

c) Les coalitions sont rendues plus difficiles du fait que sur les listes de provinces seuls des partis autonomes seront acceptés, que les coalitions ne devront donc pas faire de listes provinciales.

Ces décisions ne signifient rien d'autre que la suppression pratique du droit de vote proportionnel. Par la diminution du nombre de mandats répartis sur les listes de districts de 273 à 230, et par l'abandon des petits districts comme districts électoraux, la participation des petits et moyens partis lors du partage des mandats est considérablement entravée, rendue presque impossible. Cela aura pour conséquence que le parti fasciste des *Sgowers* régnant actuellement obtiendra avec 35 % des voix données, 55-60 % des mandats. Les partis plus faibles seront illusoirement tranquiliser avec les listes provinciales et leurs méthodes compliquées de calcul. Or cette méthode

est confirmée de telle sorte que ces listes sont surtout au profit des partis très faibles, tandis que les partis moyens doivent se contenter des mandats obtenus par listes de districts. C'est ainsi que des partis sans la moindre importance seront sciemment tolérés aux dépens de puissants partis d'opposition. Cette décision jésuitique poursuit le même but que la manoeuvre contre les coalitions: empêcher les grands partis d'opposition d'être un danger pour le gouvernement par la nomination au Parlement d'une forte minorité d'opposition. C'est ainsi que la nouvelle loi électorale est dirigée presque exclusivement contre le bloc ouvrier et paysan qui lors des élections régionales de 1930 en Novembre s'était révélé comme la plus forte formation des masses travailleuses. L'Union Paysanne est également frappée par cette loi. La loi fut acceptée avec les voix des partis du gouvernement et le parti social-démocrate. (Ce dernier la salua comme un „progrès” parce que 3-4 mandats lui sont de ce fait assurés par les listes provinciales, mandats qu'au cas contraire il n'aurait pas obtenus.)

Pour pouvoir comprendre le sens et le but de cette loi, nous voulons ajouter ce que publie la revue fasciste „Zveno” N. 14 du 12. 4. 31 dans un article sur la crise politique en Bulgarie en corrélation avec les élections parlementaires:

„La réalisation des élections du „Sgovor Démocratique” (c'est-à-dire le parti actuel du gouvernement) est considérée comme impossible. Le risque d'une défaite est trop grand. Ce risque pourrait être évité s'il y avait la garantie que l'opposition (bourgeoise) victorieuse soit capable de donner un gouvernement stable sans perturbations intérieures. Si grand que soit le rôle des autorités administratives c'est-à-dire de la police, dans les élections, leur faculté d'assurer au „Démocraticheski Zgovor” une majorité doit être envisagée avec réserves vu la tension et l'excitation extraordinaires existantes... Aujourd'hui plus que jamais il est à présumer que les efforts des autorités administratives ne pourront garantir les résultats électoraux désirés.”

Dobroudja

L'indignation des masses contre la terreur

„Le drapeau de la Dobroudja” (l'organe de l'Union des Jeunes Dobroudjanais en Bulgarie) dit dans son numéro du 20 avril: En notre rédaction arrivent constamment des protestations de toutes les parties du pays et aussi de l'étranger contre les arrestations, les meurtres et la terreur perpétrés contre le mouvement national révolutionnaire dobroudjanais. En dehors des protestations déjà publiées, nous avons reçu des résolutions des groupes dobroudjanais à Toulouse et à Nancy (en France) exigeant la mise en liberté des militants emprisonnés de la gauche dobroudjanaise, soit du Dr. Vitcheff, Mintscho Dimoff, Entche Georgieff et d'autres, ainsi que l'abolition de la loi de défense de l'Etat.

La jeunesse paysanne du village Tiptchenitza envoya une protestation énergique au président du conseil, exigeant la mise en liberté immédiate des militants arrêtés.

Dr. Vitcheff .. acquitté!

Comme nous avons déjà signalé dans le numéro 141 (2) de la „F. B.”, le Président du Comité d'action central de la Dobroudja et Rédacteur en chef du journal „La Dobroudja libre” Dr. P. Vitcheff a été arrêté le 4 février 1931. Après l'assassinat du secrétaire de l'organisation des jeunes dobroudjanais à Sofia G. Petroff, l'arrestation du docteur Vitcheff fut le deuxième acte terroriste de grand style contre la gauche de l'émigration nationale-révolutionnaire dobroudjanaise en Bulgarie. Le fascisme bulgare justifiait cette arrestation par le fait, que Dr. Vitcheff avait publié le livre de Broydo „La question nationale et coloniale” (Bibliothèque: „Affranchissement National”). Ce livre fut confisqué d'après la loi de défense de l'état, quoiqu'il ait été édité huit mois auparavant et que la Direction de la police l'eût permis auparavant.

Le 24 avril le procès contre Dr Vitcheff avait lieu devant le tribunal du département de Sofia. L'accusation artificiellement gonflée contre Vitcheff s'est totalement écroulée. Le tribunal a constaté que le livre mentionné n'offense pas la loi de défense de l'état et acquitté Dr Vitcheff, après trois mois de détention illégale à la prison centrale de Sofia.

L'acquiescement de Dr. Vitcheff est un succès éclatant de la protestation énergique en Bulgarie et à l'étranger, contre l'oppression sanglante du mouvement national-révolutionnaire dobroudjanais par le fascisme bulgare.

Le jeunesse de l'émigration dobroudjanaise dans le front révolutionnaire du 1er mai

„Dobroudjansko Znamé” l'organe de la Jeunesse Dobroudjanaise en Bulgarie expose dans son numéro du 20 avril l'attitude que la jeunesse national révolutionnaire a adoptée au sujet du 1er mai et se prononce la pour une participation active. Le 1er mai — écrit le journal — est un jour de lutte internationale contre l'impérialisme international et contre l'impérialisme des Balkans, pour la Fédération Balkanique des masses travailleuses. La jeunesse dobroudjanaise doit non seulement en jeunesse ouvrière consciente des intérêts de classe mais aussi en vraie jeunesse national-révolutionnaire, prendre une part active dans les fêtes du 1er mai et manifester pour ses propres paroles et revendications: A bas la terreur contre les mouvements nationaux-révolutionnaires Pour l'épuration du mouvement de l'émigration dobroudjanaise des agents du chauvinisme et de l'annexionnisme pan-bulgare.

Vive la Dobroudja libre et indépendante dans le coloniaux.

Vive la lutte contre l'intervention contre l'U.R.S.S., le seul pays où le but de lutte de la jeunesse dobroudjanaise-l'autodétermination nationale et la liberté-soient réalisés.

Vive la Dobroudja libre et indépendante dans le cadre de La Fédération Balkanique des Travailleurs.

Le 1er mai — ainsi conclut le journal — se passera sous le signe du front unique de la jeunesse opprimée nationalement et économiquement.

Une déclaration cynique des national-fascistes de la Dobroudja

La campagne sanglante de la bourgeoisie fasciste roumaine contre les masses travailleuses opprimées nationalement et socialement en Dobroudja et contre leur guide dans le combat pour la libération nationale, l'O.R.D. — Organisation Révolutionnaire Dobroudjanaise — se renforce de jour en jour. Pendant les mois février, mars et avril la Siguranza bien connue fit des arrestations à Bazargic, Siliistra, Constanza et dans de différents villages. Parmi les détenus se trouvent de nombreux élèves des lycées bulgares à Bazargic et Siliistra, qui sont accusés, d'avoir répandu des tracts illégaux de la O. R. D. Le régime dominant est caractérisé par l'affaire de l'élève *Aschikow*, qui, étant mis en liberté au commencement du mois d'avril après quatre mois de prison, maintenant est en train de mourir en conséquence des tortures cruelles.

A la fin du mois d'avril le comité exécutif national-fasciste de la ligue des émigrés dobroudjanais en Bulgarie a donné une déclaration cynique au sujet de ces détentions d'élèves. Cette déclaration est un document du front unique sanglant que la ligue mentionnée a formé avec la bourgeoisie fasciste roumaine pour l'oppression du mouvement national-révolutionnaire au-deça et au-delà de la frontière dobroudjanaise. Les instruments cyniques du national-fascisme bulgare approuvent la terreur sanglante de la Siguranza en nommant l'O.R.D., dont les élèves détenus et torturés ont répandu les tracts, une „organisation fictive de quelques Dobroudjanais communistes”, qui s'est distinguée jusqu'ici seulement par des provocations en Bulgarie et chez nous” (en Roumanie).

Après cette injure provoquant le comité exécutif de la ligue des émigrés dobroudjanais, porte-voix des oppresseurs roumains, se hâte d'assurer à ceux-ci qu'elle même de sa part n'ait rien de commun avec le combat national-révolutionnaire des masses travailleuses dobroudjanaises. „En Dobroudja”, on lit dans la déclaration, „il n'y a que des associations culturelles tout à fait légales des Bulgares dobroudjanais. Les Bulgares dobroudjanais ont toujours été étrangers au travail illégal, qu'ils considèrent comme nuisible aux intérêts de la Bulgarie (c.à.d. „du fascisme bulgare!”)”. ”

Cette disposition manifeste du fascisme bulgare au-deça et au-delà de la frontière dobroudjanaise pour l'oppression commune du combat révolutionnaire des masses travailleuses dobroudjanaises est aussi complètement réalisée. Voilà les faits nus:

Tous les élèves arrêtés dans la Dobroudja sont exclus de tous les lycées bulgares d'après une résolution des conseils de professeurs, qui se trouvent dans la main des grands propriétaires, et commerçants bulgares. C'est l'affaire des élèves G. Petroff, Slawow, Popow et d'autres. Les professeurs des lycées bulgares dans la Dobroudja sont les agents de la Siguranza, en faisant des visites domiciliaires chez les élèves dans le but de trouver des „brochures illégales". Lorsqu'un groupe d'élèves détenus fut menée par la police à travers les rues de Bazargic, les professeurs du lycée local s'écrièrent: „cela ne suffit pas encore! Il faut les fusiller!"

Grèce

La budget de la guerre

D'après le budget d'Etat adopté récemment à la Chambre, les sommes suivantes seront dépensées durant l'exercice 1931-32 pour les emprunts de guerre et pour les préparatifs de guerre:

<i>Emprunts de guerre</i>	
Pour les amortissements divers qui sont à payer à Hambros, à la Banque Nationale etc.	Dr. 3.465 m ill.
<i>Ministères de la Guerre</i>	
Pour le ministère de l'armée terrestre	Dr. 1.131 mill.
Pour le ministère de la marine	Dr. 395 mill.
Pour le ministère de la flotte aérienne	Dr. 146 mill.
total de	Dr. 1.672 mill.

Il y faut ajouter les réserves mises de côté par le ministère des Finances. Ces réserves ne sont qu'une méthode pour camoufler les dépenses pour les armements de guerre; elles sont transférées entièrement au ministère de la Guerre et s'élevaient en l'exercice 1931 à Dr. 470 mill. Donc, le total des armements de guerre s'élève à Dr. 2.142 mill. et ensemble avec les amortissements à Dr. 5.187 mill. ce qui équivaut à plus de 50 % du budget d'état.

D'autre part, plus de 100.000 chômeurs et des centaines de milliers de paysans pauvres sont réduits à la famine.

Sous le signe de la crise économique — une trêve entre républicains et monarchistes

M. Papanastassion, le chef de l'Union Républicaine fit une déclaration au début d'avril, où il préconisait l'idée d'une trêve entre républicains et monarchistes pour une période de dix années. Le Parti Populiste Monarchiste entamait même des négociations à ce sujet en se servant de la médiation de l'ancien directeur de La Banque Nationale, M. Maximos. M. Zaldaris, le Chef du Parti Populiste démentit le caractère officiel de ces négociations, cependant il prouve justement par ce démenti que des négociation ont eu lieu.

Cette tentative de la bourgeoisie d'accommoder ses antagonismes pour une période de dix années, n'est qu'un résultat de la crise économique, dont les tendances à se transformer en une crise politique se dessinent de plus en plus nettement. La première tentative de collaboration des fractions de la bourgeoisie date des années 1926-27 quand il s'agissait d'imposer 2 milliards de nouveaux impôts aux masses travailleuses. C'était le gouvernement ocumène qui se séparait cependant, dans la suite, sous la pression des masses. Les masses travailleuses, ayant déjà l'expérience d'une telle collaboration doivent être sur leurs gardes. Au front uni de la bourgeoisie il faut opposer le front uni des masses travailleuses, car ce nouveau gouvernement de coalition signifie une nouvelle étape dans la fascisation de l'appareil étatique, signifie des préparatifs de guerre de plus en plus intenses et l'imposition de nouvelles charges lourdes aux masses travailleuses.

Une fuite de la prison

Le 15 avril 8 militants communistes, parmi eux Markovitis un des soldats condamnés à mort, so sont enfuis de la prison Srygos d'Athènes. La fuite a été préparée soigneusement. Un sergent, le chef du poste de prison participait à ce brave exploit et s'est enfui également. Le gouvernement et les préfetures de police sont consternés, la presse bourgeoise est furieuse, cette fuite étant la première fuite en masse de prisonniers communistes en Grèce. Tous les

8 étaient condamnés à de longues peines de réclusion. Les autorités se montrent particulièrement inquiètes à cause du peu de solidité des gardes de prison, composés de soldats et paraît-il sérieusement impressionnés par la propaganda communiste.

Fête nationale

La bourgeoisie grecque fêtait cette année aussi, comme d'habitude son jour national, soit le 25 mars. Des défilés de troupes, des manifestations nationalistes des écoliers etc., c'était le programme de la fête. Cependant la population fit preuve d'une indifférence complète. Il n'y avait que très peu de spectateurs. Quand il fallait chanter des „chansons patriotiques" les soldats de deux détachements se mirent à chanter des chansons d'opérettes.

La veille, l'organisation communiste d'Athènes-Pyrée a distribué à profusion des tracts parmi les soldats, leurs expliquant ce que la fête signifie pour la bourgeoisie et qu'elle signifie pour les soldats, en considérant leur situation misérable.

Pour la première fois, l'organisation fasciste, le „casque d'acier" a participé à la fête.

Macédoine

Une rencontre sanglante entre des paysans macédoniens et des gendarmes

Dans le village Metallikon (rayon de Kilkis), dont le nom est connu des événements de l'année passée, quand des soldats se sont refusés à tirer sur les paysans manifestants, un incident de grande portée s'est déroulé le 19 avril.

Le matin vers 5 heures, un camion comblé de gendarmes entra à l'improviste dans le village. Les gendarmes pénétrèrent dans la maison du paysan Almetidis, et y firent une perquisition. Après avoir fini ils voulurent opérer l'arrestation du paysan, à ce moment tout le village, appelé par la femme d'Almetidis, accourut et exigea la mise en liberté d'Almetidis. Une mêlée s'ensuivit dégénérant vite en une lutte acharnée qui dura une demi-heure. Les gendarmes firent feu contre la foule. Le paysan Haralampidis fut tué sur le coup, d'autres paysans furent grièvement blessés. Un d'eux, le paysan Sofianidis est mort le lendemain tandis que les 6 autres furent transportés à l'hôpital de Salonique dans un état inquiétant. Les gendarmes auraient été appelés par le maître d'école du village en disant que des tracts communistes étaient distribués dans le village. Depuis, ce personnage a quitté les village en secret.

Les paysans du rayon Kilkis sont des paysans grecs, immigrés de la Russie (du Caucase) il y a des années. Leur vie est une des plus lourdes et par dessus le marché ils sont constamment tracasés par les autorités de la frontière serbo-grecque (Kilkis est situé tout près de la frontière). Les paysans de Kilkis sont d'esprit profondément révolutionnaire et mènent une lutte acharnée pour leurs revendications. C'est pourquoi le gouvernement Vénizelos suit toujours attentivement la situation en Kilkis. De temps en temps, des incidents sanglants sont provoqués, afin de briser l'esprit combattif de la population.

Une vague puissante de protestations doit se lever contre ce nouveau massacre infame!

En Macédoine, on meurt de faim!

Le journal „Heliniki", à Athènes, écrit: „Dans le village Pondokerasa (un village bulgare dont le nom a été changé) situé dans le rayon Kilkis (Kukuche) plusieurs décès d'enfants, morts de faim, ont dû être enregistrés. Dans ce village, il n'y a littéralement pas de pain. Les enfants pauvres se meurent. C'est une tragédie horrible qui se déroule là. Qui est-ce qui ira au secours, qui est-ce qui enverra du pain? Est-ce que le gouvernement ne voit pas, ce qui se passe au dehors des murs de Salonique?"

La terreur eifrenée

Le journal „Jonitu Lau" (la voix du peuple) à Lerin, publie dans un de ses numéros derniers un article sur l'arbitraire sans bornes et sur les actes de violence que les autorités prepèrent toujours contre les habitants de ce rayon. Entre autres, l'article dit:

„Assez! Cessez l'arbitraire de vos organes! Ou croyez vous réellement que le peuple ne va jamais rompre son silence? Soyez sûrs que bien qu'ils soient invisibles l'ébullition et le malaise sont néanmoins très forts — et c'est un bon signe. Cela prouve que les paysans sont en train de s'éveiller qu'ils surmontent la peur et qu'ils commencent à se défendre. Ils ne craignent plus de porter tous ces arbitraires et ces actes de violence à la connaissance des tribunaux et avant tout à celle de l'opinion publique.”

C'est un journal des annexionnistes d'Athènes qui écrit cela. On peut se figurer, combien doit être insupportable la situation des masses paysannes travailleuses, si un journal gouvernemental — dont la tâche est d'encourager la Hellenisation de la Macédoine — s'écrie: „Assez de cela!”

Verdict de terreur contre des militants de la libération nationale

La veille des élections municipales à Salonique, le journal local communiste „Fonitu Ergati” fut saisi parce qu'il avait publié le programme des communistes grecs renfermant la revendication de l'indépendance de la Macédoine et de la Thrace. Le candidat communiste *Dukas* et le directeur responsable du journal *Prilopoulos* furent sur ces entrefaites, prévenus de „haute-trahison”.

Leur procès eut lieu fin Mars. *Dukas* fut acquitté, mais *Prilopoulos* fut condamné à un an de prison et un an de déportation sur une île!

La production du tabac

D'après les chiffres officiels publiés en Grèce, la production totale de la Macédoine Centrale et de l'Ouest s'éleva en 1930 à 10 mill. kos, répartis entre 38,338 producteurs, contre environ 19 mill. kos et 56,457 producteurs en 1929. Il ressort donc, qu'en 1930 la production du tabac en Macédoine Grecque a diminué d'environ 9 mill. kos, comparativement avec 1929 (donc de 45 %) et le nombre des producteurs a diminué de 18,119.

Du total de la production de l'année 1929, 13,750 kos se trouvaient invendables chez les producteurs à la date du 1 janvier 1930. Au cours de l'année 1930 une partie du tabac en stock a été vendue à des prix excessivement bas, en sorte que vers la fin de l'année 1930 la quantité du tabac non-vendue s'élevait à 3,200,000 kos. En ce qui concerne la récolte de 1930, 4,275,000 kos ont été vendus, également au-dessous des prix, ces chiffres se rapportaient à la date de 31 décembre 1930.

Nouveaux assassinats en masses

Les feuilles bulgares rapportent qu'au cours des dernières semaines, dans les régions frontalières occidentales cédées à la Serbie, 8 bulgares ont été assassinés par les autorités serbes. Il se trouve parmi eux, 6 paysans des villages *Gorna Newlja* et *Dolna Newlja*; *Sotyán Widenow*, *Stamen Andrejew*, *Pescho Somow*, *Peter Michailow*, *G. Anatschkow* et *Toma Anatschkow*. En dehors de ceux-ci deux jeunes travailleurs bulgares furent fusillés lorsqu'ils eurent passé la frontière en s'enfuyant devant les poursuites des policiers bulgares.

Assassiné parce qu'il ne pouvait payer les impôts

A la fin de Février, dans le village de *Filtché* (district de *Tetowo*) le paysan *Mitrouche Chopow* fut assassiné par les gendarmes dans les conditions suivantes: *Chopow* ne pouvant payer ses impôts, le précepteur accompagné des gendarmes se rendit chez lui pour vendre son bétail aux enchères. *Chopow* ne pouvant supporter en silence le vol de sa vache opposa de la résistance; et il fut fusillé par les gendarmes sous les yeux de sa femme et de ses enfants.

La colère parmi les paysans fut si grande que les gendarmes durent s'enfuir en toute hâte.

Nouvel assassinat politique

Tout récemment a été tué par „des personnes inconnues” le Macédonien *Hristo Sloytchkov*. L'assassinat est de caractère politique.

Insultes cyniques contre les victimes du tremblement de terre

Le tremblement de terre qui eut pour théâtre il y a quelques semaines la Macédoine sous domination serbe est utilisé par la dictature militaire fasciste d'une manière des plus cyniques pour les intérêts de la politique de répression et de dénationalisation. La dictature accorda un crédit de 5 millions de Dinars pour „l'aide” à la population. En dehors du fait que cette somme est insuffisante, le nombre des victimes dépassant 10.000, elle sera en outre, consacrée pour la plus grande partie à l'installation de colons serbes en Macédoine. L'„activité de secours” de la dictature montre uniquement que le tremblement de terre fut l'occasion bienvenue pour elle de renforcer la colonisation de la Macédoine.

Immédiatement après la catastrophe, les masses des populations macédoniennes sans distinction de nationalité et de confession exercèrent une solidarité spontanée envers les victimes du tremblement de terre. Cette aide magnifique du peuple macédonien offusqua la dictature qui, sur ces entrefaites, interdit toutes les souscriptions privées en faveur des victimes et déclara vouloir se réserver à elle seule l'initiative des souscriptions. Et de quelle façon s'y prit-elle? Les autorités imposèrent tout simplement des sommes déterminées à tous les habitants qui devaient les payer aux organes officiels. Mais ces sommes sont si élevées que plus de la moitié des habitants ne peuvent les payer (à moins de vendre tout ce qu'ils possèdent). Mais ces sommes étant obligatoires, les salles de police de Macédoine regorgent de „débiteurs” qui ne peuvent apporter leur obole obligatoire. La plupart de ces „débiteurs” ont été violemment maltraités. C'est ainsi que le nombre des martyrisés jusqu'à présent est de plus de 10 à *Velès*, et à *Stip*, *Skopje*, *Kumanovo* et *Bitolja* de plusieurs douzaines. Il règne une véritable panique dans les villages, les gendarmes s'y conduisant comme des fauves déchainés.

C'est de cette façon que la dictature procure de „l'aide” aux victimes en en faisant de nouvelles. Quiconque eut la chance de ne pas perdre sa maison durant le tremblement de terre n'est même pas certain aujourd'hui de sauver sa peau. Et les sommes extorquées de cette manière au peuple macédonien vont pour la plus grande partie dans le fonds de colonisation de la dictature tandis que les victimes du tremblement de terre ne reçoivent que quelques miettes!

La corruption

Du grand nombre des cas de corruption dans le pouvoir étatique, nous citons les deux suivants: Le 20 mars, à *Stip*, l'agent de police *Georgi Ivanovitch* a été condamné à 4 ans de prison — pour 144 cas de vol et 16 cas de chantage. Le montant total des sommes qu'il s'est procurées par le vol et le chantage s'éleva à 78,210 dinars, dont 36,230 dinars de fonds publics et 41,980 de personnes privées.

Au début de mars, le chef de l'administration des impôts à *Debar* fut arrêté pour détournement des fonds de l'impôt. Les détournements remontent à 1928, ce qu'il a essayé de cacher par des inscriptions fausses.

Jané Sandansky. A l'occasion du 16ème anniversaire de son assassinat

Il y a eu 16 ans le 14. Avril 1931 que *Jané Sandansky* le grand révolutionnaire macédonien fut assassiné par les instruments du verkhovisme de *Sofia* au milieu de la montagne.

Après *Gotsé Delchev*, *Sandansky* est la figure la plus brillante parmi les premiers chefs macédoniens du mouvement de liberté. Les trois éléments principaux de ce fameux révolutionnaire étaient une volonté de fer, un sentiment révolutionnaire des plus développés et un coup d'oeil et aigu dans les principes fondamentaux du mouvement macédonien de libération.

Ces qualités de *Sandansky* ressortirent surtout après la défaite du grand soulèvement de *Ilinden* en Macédoine, lorsque les verkhovistes de *Sofia* se frottaient les mains sur la mort de *Gotsé Delchev* et l'anéantissement intérieur de l'organisation, et se préparaient à mettre le mouvement de libération macédonien au service des aspirations impérialistes de *Ferdinand* et de la bourgeoisie bulgare. *Sandansky* se plaça à la tête du district révolutionnaire de *Serès*

et opposa aux tentatives des agents de Sofia, la plus grande résistance. Lors du Congrès de 1905, Sandansky soumit l'activité de Sarafow, Matow et autres verkhovistes à la plus âpre critique et leva le drapeau de l'indépendance du mouvement macédonien de libération, la bannière de la lutte révolutionnaire de masses du peuple macédonien. Dans son activité ultérieure, Sandansky resta un adversaire conséquent et irréconciliable du verkhovisme. Il s'attira ainsi la haine sans merci des agents de Sofia et devint le but de leur activité anti-macédonienne. Ils le condamnèrent à mort et envoyèrent leur agent Daew pour l'assassiner. Le complot fut découvert à temps, — jusqu'à ce que, quelques années plus tard, le 14 Avril 1915, il tombe frappé par les balles des agents de T. Alexandrow.

Au cours des 16 années qui suivirent ce meurtre, des centaines et des centaines d'adeptes des idées de Sandansky ont été et sont assassinés par les verkhovistes fascistes. Mais ses idées ne purent être tuées, car ce sont les idées du véritable mouvement national-révolutionnaire macédonien, car elles animent tout le peuple macédonien. C'est sous la bannière de ces idées et sous la conduite de l'ORIL (unifiée) que le peuple macédonien mène aujourd'hui sa lutte pour la liberté.

Verdict dans le procès Tomalewsky.

Dans le procès Tomalewsky, qui en qualité de chef de l'aile Protogheroviste de l'ORIM fasciste fut assassiné le 4 Décembre 1930 dans la cour de sa maison par les mercénaires d'Yvan Michailow, le tribunal de Sofia a rendu le 24 Avril dernier le verdict suivant: le meurtrier W. Tschernoemsky a été condamné à l'emprisonnement perpétuel et le fonctionnaire de la police Petrow qui avait favorisé le meurtre a été condamné à 15 d'emprisonnement.

Durant tout le cours du procès, le tribunal s'efforça de dérober les véritables raisons de ce meurtre et d'empêcher la découverte des inspirateurs. Les instruments de l'un des deux camps du fascisme macédonien sont condamnés, mais les instigateurs du meurtre, les assassins intellectuels — Ivan Michailow et sa bande vont et viennent librement sous la protection du régime fasciste.

Pour la „Reconciliation“ dans le camp fasciste macédonien

Après la série sanglante de meurtres mutuels, eut lieu, comme on le sait déjà, sous la pression des fascistes, une „reconciliation“ entre les deux camps du fascisme macédonien. Cette „reconciliation“ ne fut rien d'autre qu'une soumission sans condition des chefs protogherovistes Guéorgui P. Hristow et Cyril Parlitchev, à Ivan Mikailow.

Quelques semaines seulement après la proclamation de la „reconciliation“, quelques journaux bulgares, (la presse gouvernementale qui salua si joyeusement la „reconciliation“ s'en garda bien), publièrent la déclaration suivante, signée du membre du Comité Central du ORIM Protogheroviste, Chandanow et muni de son cachet.

„Des informations authentiques de Bulgarie, ainsi que les deux informations, qui publièrent dernièrement de Guéorgui P. Hristow et Cyril Parlitchev leur journaux bulgares signifie qu'ils ont abdiqué de leur fonction responsable devant le ORIM et ont entrepris une action personnelle.

Pour éviter à l'opinion publique de tirer des conclusions tendancieuses sur une soi-disant réconciliation survenue dans la capitale de Bulgarie- le Comité Central de l'ORIM déclare:

L'action isolée contraire aux statuts de Hristow et Parlitchev dictée par des intérêts étrangers du mouvement macédonien ne peut engager l'ORIM qui dans ses actions agit collectivement et dont l'existence est uniquement et immédiatement déterminées par les forces de luttes en Macédoine. C'est pourquoi l'ORIM ne peut approuver de telles actions et points de vue tout à fait en contradiction avec ses principes fondamentaux.

P. Chandanow, Membre de C. C. de l'ORIM Macédoine, Mars 1931.

Il ressort de cette courte déclaration des Protogherovistes que leur organisation ne se solidarise pas avec les deux chefs qui ont capitulé, mais qu'au contraire condamne leur action „réconciliatrice“ dictée par des intérêts étrangers au mouvement macédonien, c'est-à-dire des intérêts de la dictature fasciste en Bulgarie.

Meeting de protestation de l'émigration macédonienne en Amérique du nord

Le 22 Mars dernier eut lieu à Toronto (Canada) avec la participation de plus de 500 émigrants macédoniens, une grande réunion de protestation contre la terreur grandissante en Macédoine grecque. Des représentants de presque toutes les nationalités balkaniques prirent la parole, entr'autres, l'ancien membre du Parlement Grec Kiriakopoulos qui stigmatisa le national-chauvinisme et l'impérialisme athénien. Le grec Joany déclara: „Autrefois, Venizelos nous envoyait en Ukraine ou en Asie-Mineure verser notre sang pour les intérêts des impérialistes, aujourd'hui, il nous chasse de notre pays!“

Des résolutions de protestations furent adoptées à l'unanimité et qui furent envoyées à Venizelos et à la presse grecque. Dans le telegramme de protestation à Venizelos, il est dit: „Nous demandons la suspension immédiate des poursuites contre la population des districts Lerin et Kostour. Nous déclarons être décidés à soutenir de toutes nos forces la lutte de l'ORIM (unifiée) contre Sofia, Belgrade et Athènes pour la libération nationale de la Macédoine.

Roumanie

Sur la crise économique en Roumanie

Plus les détails de la vie économique en Roumanie sont connus plus on se rend compte combien cette crise est aigue et profonde. Il y eut devant le tribunal comme plaintes pour traites refusées à Storozynetz (Boukovine):

Année	Nombre de plaintes
1927	1.087
1928	1.454
1929	1.966
1930	4.500
1. Janvier — 23 Mars 1931	1.707

En trois mois à peine de cette année, il y eut plus de plaintes que pour toutes les années 1927 et 1928, et un peu moins qu'en 1929.

Le mouvement des membres des caisses de maladie indique le tableau suivant:

Année	Nombre de membres
31. 12. 1927	4.872
31. 12. 1928	4.396
31. 12. 1929	3.947
31. 12. 1930	1.486

C'est-à-dire que comparativement à 1927, les caisses de maladies ont perdu en 1930 plus des 2/3 de leurs membres.

Un correspondant décrit la situation dans ce district: „Notre district qui possède une grande industrie du bois dans laquelle étaient employés 50 % de la population, ressemble aujourd'hui à une „vallée de larmes“. Les fonctionnaires reçoivent leurs traitements avec des retards de plusieurs mois.

La capitale de Boukovine ressemble à une ville morte. Le commerce est arrêté, l'industrie est abattue, les ouvriers sont sans travail.

Sur la situation en Roumanie

En Roumanie se répand de plus l'„usage“ de payer les ouvriers en nature. Un entrepreneur fabricant de briques paye ses ouvriers avec des briques, mais tous n'ont pas aussi facile. On lit dans la presse que souvent les ouvriers reçoivent leurs salaires en bons. Les scieries de Russmodowitza, Boukovine, payent les ouvriers avec des bons de vivres et autres marchandises, le „paiement“ des salaires signifie une „silencieuse“ réduction des salaires, car toute les marchandises achetées avec des bons sont de 25 % plus chères.

Sur la situation des travailleurs en Boukovine

Dans la scierie „Aurora“ à Ruska, les ouvriers travaillent 10—12 heures par jour. En outre il n'est pas rare qu'ils ne reçoivent pas leur salaire pendant des semaines et meurent littéralement de faim.

A Sletin le fonds religieux auquel appartiennent les scieries, a introduit des conditions de travail plus mauvaises. Jusqu'à présent, les ouvriers pouvaient employer les déchets comme bois de chauffage. Maintenant, la direction de l'entreprise, prêtre, par „amour du prochain“, laisser pourrir ces déchets plutôt que de permettre aux ouvriers de se chauffer avec.

Dans les scieries à vapeur de *Lukawetz* la durée du travail est de 12 heures. Les ouvriers ne sont pas payés, mais reçoivent des bons de vivres qui sont facturés aux plus hauts prix. De cette manière, le salaire pour 12 heures de travail est abaissé à 40 Lei (1 mark).

Selon un rapport de *Putna*, une localité de Boukovine, où il y a une fabrique de ciment, „il règne une misère indescriptible et un chômage effrayant.”

Les paysans de Roumanie en lutte

Le 3 Avril, les paysans pauvres et sans terre du village de *Marna* (*Siebenbürgen*) s'emparèrent de la propriété du comte *Degenfeld* pour s'approprier les terrains. La gendarmerie attaqua les paysans, en arrêta 45 et dispersa les autres.

Le 25 Mars, les paysans du village de *Studina* et des villages voisins firent une démonstration spontanée de la faim contre la bourgeoisie des villages et les autorités. La gendarmerie dispersa les manifestants.

Dans les villages de *Boukovine*, règne également une grande effervescence parmi les paysans. Ils demandent violemment la remise des biens de l'Eglise et des grands propriétaires aux paysans sans terre.

D'après une communication, l'attitude des paysans est si agressive que la gendarmerie a demandé du renfort.

Les paysans roumains se mutinent contre les percepteurs d'impôts

La liste des villages de Roumanie où les paysans se mutinent contre les percepteurs d'impôts s'allonge de plus en plus.

Cette fois-ci c'est le tour du village *Socol* (département *Caras*). En conformité avec les dernières instructions gouvernementales concernant l'obligation pour les paysans de payer à tout prix l'arriéré de leurs impôts ainsi que le devoir des percepteurs de vendre tout l'avoir des paysans n'ayant pas acquitté leurs impôts, les représentants du fisc renforcés par des détachements de gendarmes organisent des véritables expéditions punitives à la campagne.

Une telle expédition a été organisée ces jours derniers à *Socol* où le percepteur accompagné d'un contrôleur fiscal, du maire de la commune et de plusieurs gendarmes s'est proposé de mettre en vente le cheptel de plusieurs paysans en retard avec le paiement de l'impôt.

En peu de temps toute la population du village s'est réunie autour des représentants des autorités qui ont été gravement malmenés et les gendarmes désarmés.

Ayant réussi de se sauver, le contrôleur fiscal a alerté téléphoniquement les autorités centrales qui ont dépêché sur place une compagnie de gendarmes. Après une collision sanglante, les gendarmes ont réussi à libérer les prisonniers et à arrêter cinq paysans comme principaux meneurs.

La presse conseille au gouvernement une modération dans ses instructions aux percepteurs afin d'éviter une catastrophe.

Démonstration de sans-travail à Temeswar

A *Temeswar*, les cantines pour les chômeurs sont fermées, et les distributions de vivres accordées seulement jusqu'au 15. Avril.

Le 10 Avril, des centaines de chômeurs qui depuis longtemps n'avaient même pas reçu de vivres firent une manifestation. Ils défilèrent devant l'Hotel de Ville. Lorsqu'ils voulurent se diriger vers d'autres quartiers de la ville, la police intervint. Il survint des bagarres au cours desquelles la police usa de sa coutumière bestialité.

Sur la situation dans l'armée roumaine

(extrait d'une correspondance de recrue).

En Février 1931 — écrit une recrue — je dus quitter mon travail pour faire mon service. Nous dûmes camper plus de 10 jours dans une cour exposés à la pluie et au froid, puis on nous mena à la caserne où on nous isolait des autres soldats. Il nous était interdit de communiquer avec eux. Nous étions maltraités toute la journée par les officiers et sous-officiers. 2 soldats du 2. Régiment d'infanterie ne pouvant plus supporter les mauvais traitements se suicidèrent. L'un se pendit, l'autre se brûla la cervelle.

Préparatifs de guerre contre l'Union des soviets

Les délibérations qui prirent fin à Paris le 12 Mars 1931 au sujet de la construction de la voie

ferrée *Silésie orientale—Gdingen* sont aussi importantes pour les préparatifs de guerre de la Roumanie contre la Russie des Soviets.

La construction de cette voie ferrée sera financée par le concerne d'armements *Schneider-Creusot* et la „Banque des Pays du Nord”. Les frais seront d'environ 1 milliard de francs dont la Pologne recevra 375 millions pour les travaux déjà faits. L'entreprise se trouvera entre les mains des groupes sus-nommés.

La nouvelle voie ferrée relie la côte orientale de la Pologne avec le port roumain *Constanza* sur la Mer Noire. La ligne passe par *Gdingen*, *Bromberg*, *Tarnow*, *Przemysl*, *Lemberg*, *Stanislaw Sniatny* (frontière polonaise) et en Roumanie par *Czeronowitz—Galatz* (frontière polonaise) et en Roumanie par *Czenowitz—Galatz—Constanza*. „Les avantages stratégiques de cette voie ferrée — écrit *Otto Hoetzsch* dans un article „La position politique extérieure de la Pologne” dans la revue „*Osteuropa*” d'Avril 1931 — sautent aux yeux, aussi en tant que ligne pour le transport du matériel de guerre de France pour la Pologne et pour la Roumanie.”

Schneider-Creusot est d'autre part également „intéressé” aux armements en Roumanie. Les „entreprises *Skoda*” auxquelles participe le concerne *Schneider* possèdent à *Kiskapus* une fabrique de canons et d'autos blindées et de munitions, ainsi que la „Usine de Metallurgie” à *Ploestie* etc.

La Roumanie a commandé en 1930 à *Brünn* en Tchéco-Slovaquie, 9.000 mitrailleuses. La Yougo-Slavie a commandé à la même époque 7.000 mitrailleuses.

Militarisation de la jeunesse en Roumanie, par le sport

Il existe à Bucarest un „Institut national d'éducation physique” dans lequel sont instruits les professeurs des organisations et des écoles de sport. Pour faire croire qu'il s'agit d'un institut d'enseignement ordinaire, des taxes sont prélevées, mais en réalité, la majeure partie des élèves sont libérés de ces taxes. L'Institut reçoit du *Ministère de la Guerre* une subvention de 12 millions et du *Ministère de l'Instruction* une de plus de 9 millions par an et par la location des places de sports environ 12 millions de Lei. Chaque commune est obligée par la loi de céder gratuitement ses places de sport à l'Institut qui les loue à des sociétés sportives.

L'Institut a trois sections: 1. Section d'éducation physique. 2. Haute école; 3. Ecole militaire. Il se trouve dans une ancienne caserne et le directeur est le major *Badulescu*.

Un professionnel Yougo-Slave qui visita dernièrement cet Institut pour introduire dans son pays les mêmes méthodes s'exprima très sincèrement sur les véritables buts de cet institut de „Sport”. Il écrit: „Des résultats brillants de cette action se feront sentir dans quelques années, non seulement dans le domaine sportif, cela n'est pas important: Le but principal est la santé du peuple et la défense du pays, des citoyens forts et des soldats courageux.”

Le visiteur Yougo-Slave déclara en outre qu'en Yougo-Slavie la collaboration des *Ministères de la Guerre*, de l'Instruction Publique et des „*Sokols*” était nécessaire, car au cas contraire, aucun progrès n'était possible. (C'est-à-dire dans la militarisation et fascisation de la jeunesse.)

Les faits exposés et les déclarations du „professionnel” contredisent une fois de plus les contes que la bourgeoisie et les social-démocrates répandent sur la „neutralité” du sport.

Renvoi imminent de 2.500 ouvrier dans la Vallée du Jiou

Il y a à peine quelques semaines que les social-démocrates ont conclu le traité concernant la réduction des salaires des mineurs la Vallée du Jiou. Ce contrat prévoyait une réduction de 5% pour les ouvriers travaillant 4 jours, 8% pour ceux faisant 5 jours et 13% pour ceux travaillant 6 jours par semaine. Pour 6 jours de travail, les mineurs reçoivent un salaire de 12-14 Mk, pour 4 jours, environ 5 Mk, les femmes encore moins. C'est sur ces salaires que devaient être opérées les diminutions! Les social-démocrates expliquaient leur assentiment à ce contrat en disant que cela permettait de conserver tout le personnel et que pour cette raison, la réduction des salaires était „un moindre mal”.

Pendant, dès le 2 Avril les renvois des mineurs commencèrent. A *Lupeni* 232 en trois semaines, à

Petrosani, 150, Lonya, 28, et cela continue. Les directeurs des mines de la Vallée du Jjou annoncent qu'ils veulent congédier 2.500 mineurs. L'entreprise à Vulkan doit être tout à fait arrêtée. L'agitation des mineurs est extrême.

Renvoi de mineurs

La direction des mines d'Ania (Transylvanie) a communiqué que dorénavant le travail serait réduit à 4 jours par semaine. Elle communiqua en même temps qu'elle était „obligée” de congédier au moins 300 mineurs. Une grande agitation règne parmi les travailleurs. Les fascistes essaient de les „calmer” en intervenant aux chemins de fer d'Etat pour que ne soit pas réduite la quantité de charbon qu'ils avaient jusqu'à présent.

Le procès contre la „Ferro Chimica”

Les brillantes affaires des patriotes roumains avec l'armée d'intervention

La section 2 du Conseil de Guerre du 2. corps d'Armée a fixé au 21 Avril les procès contre la „Ferro Chimica”. Cette Société a lésé l'Etat de 18 milliards de Lei (450 millions de Mk) ! Cette société a revendu pour à peine la dixième partie de sa valeur, le matériel qui lui avait été confié par l'Armée. De plus, l'armée d'intervention a été de ce fait dépouillée de tant de munitions que — selon la presse — „à un certain moment, la défense sembla être mise en danger” ! Quatre référents de l'armée ont déclaré comme „inutilisable” un matériel „excellent” et le firent vendre par l'intermédiaire de la „Ferro Chimica”. La presse laisse entendre que le dommage causé serait même encore plus important.

A ce procès seront cités comme témoins des généraux, de nombreux ministres et anciens ministres.

Un scandale de Panama dans les Chemins de Fer roumains

Le nouveau ministre des Finances *Argetoianu* connu par son attitude particulièrement forte pour l'institution d'une dictature fasciste ouverte en Roumanie, est entré en fonction avec la devise: „lutte contre la corruption”, à l'exemple du bureau polonais *Pil-sudski* et autres fascistes. En tous cas, cette lutte a jeté une lumière éclatante sur la situation du pays d'intervention qu'est la Roumanie. Il se montra en effet que, au cours des dernières deux années, différentes personnes percurent la jolie somme de 10.798.000 Lei sous le titre de „provision sur le bénéfice net” par les Chemins de Fer, bien que ceux-ci n'aient pas rapporté un centime. Le Président du Conseil directeur des Chemins de Fer, *Pretoreanu* a touché au cours de ces deux années 2,5 millions de Lei, le directeur régional *Negurei*, 1,8 millions de Lei. Les autres personnalités ne sont pas nommées.

Le président du Conseil des Ministres de Roumanie Jorga demande la défense de l'„ordre”

Avant la prestation de serment au gouvernement Jorga des préfets nouvellement nommés, le président du Conseil des ministres Jorga leur fit une allocution dans laquelle il dit entr'autres:

„Vous n'êtes pas envoyés à vos postes pour exciter les passions de la Nation, mais pour faire régner la fraternité (!). Soyez bons avec les bons et sévères avec les méchants. Vous avez le devoir de défendre l'ordre. Votre devise doit être: Energie et bonté.”

Le président annonce en somme un régime de la terreur la plus brutale. La classe ouvrière et toutes les masses travailleuses savent ce qu'elles ont à attendre des „canaillles de l'ordre”.

Thrace

La vague de terreur contre la jeunesse thracienne

Même à l'intérieur du mouvement d'émigration thracienne, les moyens infâmes de la terreur sont employés par le chauvinisme nationaliste Bulgare pour arrêter l'orientation de plus en plus accentuée du mouvement de l'émigration vers l'extrême gauche. L'acte de terreur le plus récent est la dissolution de l'organisation de la Jeunesse Thracienne dans la ville de *Stanimaka*, en conséquence du fait que cette organisation a adopté la plateforme de la gauche

nationale-révolutionnaire et a élu un comité composé uniquement des adhérents à la Jeunesse Ouvrière.

Les 50 membres de l'organisation ont répondu à l'ordre de dissolution, prononcé par le CC fascisé de l'Union des Jeunesses Thraciennes, par une résolution déclarant le refus énergique d'obéir à cet ordre et disant que même si on les exclue de l'Union, ils continueront d'une façon organisée la lutte pour les idées de la gauche nationale-révolutionnaire.

Les émigrés thraciens contre le national-fascisme

Tout récemment une conférence fut tenue dans le club de l'organisation d'émigrés thraciens à Stara Zagora (Bulgarie) sur le „mouvement national-révolutionnaire”. Le discours de l'orateur ne fut qu'une glorification chauviniste de la politique annexionniste de la bourgeoisie Bulgare. Il dressait la revendication: „La Thrace à la Bulgarie”. Les émigrés thraciens qui étaient venus en très grand nombre ont protesté violemment. Au cours de la discussion tous les orateurs ont proclamé le mot d'ordre: „La Thrace aux Thraciens” ce qui fut applaudi par les auditeurs avec enthousiasme. Ils ont déclaré que la question nationale doit trouver sa solution *comme en l'Union Soviétique*. Quand le nom „U.R.S.S.” fut prononcé, les auditeurs ont éclaté en de puissants applaudissements, des cris „Vive l'Union Soviétique” se firent entendre et au milieu des applaudissements, la conférence fut déclarée terminée.

Yougoslavie

Le Budget Yougoslave pour 1931/32

Le Ministre des Finances de Belgrade vient de rendre public son projet de budget pour l'année fiscale 1931/32. La crise économique et financière a obligé le Ministre à certaines compressions. Les dépenses pour l'appareil administratif ont été réduites de 12 millions de dinars pour un total de 8,5 milliards. Les entreprises étatisées avec leur budget de 4,6 milliards ont supporté une réduction de 125 millions dinars. Le budget total se monte ainsi à 13,2 milliards, c'est-à-dire près de 138 millions de moins que celui de l'année dernière.

Le tiers du budget est destiné à la police, à la justice blanche et au Ministère de la guerre. Le budget de ce dernier est même en augmentation de 73 millions dinars. L'amortissement des dettes de l'Etat est en augmentation de 203,4 millions.

Le budget de l'instruction publique cache les subsides payés aux associations fascistes. On y trouve en effet une subvention de 8 millions de dinars pour l'association fasciste des *Socols*.

Les banovines et les municipalités fournissent par leurs impôts le plus grande partie des revenus du budget. Les seules banovines y participent pour près de 60%.

Le journal „Slovenec” du 1er Avril écrit au sujet du nouveau budget: „Un simple coup d'oeil sur le nouveau budget prouve que ses initiateurs ont compté avec une plus forte rentrée des impôts. On y trouve une forte augmentation des impôts directs; seul l'impôt agricole a été réduit, tous les autres sont en augmentation. Un nouvel impôt sur les célibataires doit à lui seul rapporter au trésor un million de dinars; l'impôt sur le chiffre d'affaires a été augmenté de 250 à 480 millions...”

Les Budgets des Banovines 1931/32

Le Ministère des Finances publie les budgets approuvés des Banovines pour l'année 1931/32. Les projets de budgets furent réduits à 1.105 millions de dinars, c'est-à-dire 41,3 millions ou 4 % de moins que pour l'année 1930/31. La structure % des recettes des Banovines donne la statistique suivante:

	1930/31	1931/32
Argent liquide restant	6,6 %	1,2 %
Recettes d'années précédentes	6,7 %	6,7 %
Taxes Banovines	21,0 %	20,9 %
Pour Kuluk et impôt des rues	3,1 %	4,9 %
Impôt sur le revenu	15,2 %	16,4 %
Taxes et autres impôts	7,4 %	9,3 %
Subventions et dotations	32,4 %	23,3 %
Intérêts de papirser de valeur	0,9 %	9,7 %
Emprunts	—	0,1 %
Revenus d'hôpitaux	5,1 %	7,3 %
Revenus de propriété foncières	1,4 %	1,4 %
Revenus d'entreprises	4,9 %	7,4 %
Revenus imprévus	1,3 %	0,4 %

Le gros de recettes des Banowines 1931/32 et ce, 51,5 % seront payées sous formes d'impôts.

La structure % des dépenses des Banowines montre la statistique suivante:

	1930/31	1931/32
Dépenses pour les années précédentes	2,6 %	1,0 %
Aide pour construction de rues	2,7 %	3,9 %
Intérêts et remboursements d'emprunts	3,5 %	6,0 %
Réparation et construction de Bâtimens et rues	36,6 %	30,9 %
Matériel administratif, chauffage etc.	1,5 %	1,7 %
Administration, personnel	4,0 %	5,8 %
Personnel des entreprises Banowines	1,5 %	2,5 %
Besoin sanitaires	16,6 %	19,4 %
Dépenses matérielles des entreprises Banowines	6,1 %	7,1 %
Instruction	6,9 %	4,5 %
Agriculture, forêts	13,1 %	10,8 %
Commerce, industrie, tourisme	—	2,2 %
Bienfaisance, besoins culturels	3,1 %	3,0 %
Reste	1,8 %	1,2 %

Les Sociétés par actions en Yougoslavie

Le Ministère du Commerce et de l'Industrie publie une statistique des sociétés par actions existant en Yougoslavie fin 1929. A cette époque il s'y trouvait: 637 instituts bancaires avec un capital de 2.192 millions dinars et un chiffre d'affaires de 18.419 millions. Pour les entreprises industrielles les chiffres respectifs sont les suivants 247, 1258 et 5010. Pour les entreprises commerciales: 107, 177 et 821. Pour les assurances: 25, 54 et 807. Diverses: 324, 1709 et 6721.

Un quart seulement de toutes les entreprises industrielles indigènes est organisé sous la forme de sociétés par actions. Le bénéfice net de 723 sociétés anonymes par actions de l'industrie, du commerce et du transport s'est monté au cours de l'année 1929 à 254 millions dinars, ce qui représente pour un capital en actions de 3.145 millions dinars un dividende de 7,45 %.

La Famine à Trbovlje

Le journal clerical „Slovenec" de Ljubljana du 12 Avril publie la dépêche suivante. „Les nouvelles les plus alarmantes nous arrivent des régions minières. A la „Trifailer Kohlen-Bergbau A.G." la plupart des mines chôment. Au cours des deux dernières semaines les mineurs n'ont travaillé que pendant trois relèves. De leur misérable gain ils doivent payer leurs impôts, les différentes cotisations et leurs dettes aux cantines de l'entreprise. En partant les mains vides après chaque jour de paye il leur est impossible de se nourrir eux-mêmes et encore moins leurs familles. La situation et si tendue qu'on peut s'attendre au pire. Les mineurs cherchent du travail chez les maraichers des environs et se contentent d'un bout de pain en guise de salaire...

Quatre nouveaux assassinats de la Terreur blanche

Le paysan croate Habianitch arrêté fin Février à Zagreb a été affreusement torturé à la prison de la police et livré ensuite dans un état grave à la section pénitentiaire d'un hôpital de la ville. Il y est mort trois jours après des suites des tortures subies.

Le nationaliste croate Zvonko Topolnik, originaire de Bosnie, a été expulsé de Zagreb et envoyé dans son pays natal. Maltraité en cours de route, il est mort à la suite de ses blessures dans un poste de gendarmes.

On apprend avec un grand retard que les nationalistes albanais Arif Selman et Tair Ali de Prichtina ont été assassinés par les gendarmes le 7 Janvier 1931 sur la route de Kosowska Mitrowiza à Petch.

Le nombre des assassinats de la dictature militaire se monte ainsi à 106.

Des Siècles de Travaux forcés contre des Révolutionnaires

Le 25. 3. 1931, le tribunal spécial fasciste de Belgrade condamna un groupe de 40 travailleurs accusés de propagande communiste à des peines de travaux forcés dont le total est de 142 ans.

Le 23. 4. 1931, un groupe de 7 ouvriers hongrois fut condamné par le même tribunal à un total de 23 ans de travaux forcés pour „délit contre la loi de protection de l'Etat".

Assassin acquitté

Le 22. 4. 1931, le policier M. Tschakaritsch de Komletinzi qui avait tué un paysan a été acquitté par le tribunal de Osijek.

Travail forcé

Le Ministère de la Justice a élaboré le 3 Avril dernier un nouveau décret réglant l'emploi des prisonniers aux différents travaux dans les maisons d'arrêt. Le décret déclare que „nul n'a le droit d'utiliser le travail des prisonniers d'une façon gratuite" (ce fut donc le cas jusqu'ici?). Les institutions d'Etat ainsi que les sociétés philanthropiques reconnues officiellement pourront payer le travail exécuté par les prisonniers de 30 à 40 % meilleur marché que sur le marché libre.

Terreur contre les Etudiants et Ecoliers en Croatie

Selon une communication du parti-Pribitschewitsch „Buduchnost" à Berlin, de nombreux étudiants et ecoliers qui avaient assisté à l'enterrement du professeur-croate Dr. Milan Schufflay que les agents de la dictature avaient assassinés, furent expulsés de toutes les écoles yougo-slaves.

Interdiction de Livres et Brochures

Le 24. 4. 1931, les livres „La Politique extérieure de la Serbie de 1903 à 1914" et „La Serbie et la guerre mondiale" du Dr. Milosch Bogitschewitsch et la „Revue Bulgare" paraissant à Sofia ont été interdits en Yougo-Slavie.

Les Chacals de la Dictature pour le Sionisme

Le 27. 4. 1931 eut lieu à Belgrade, au cours d'une fête solennelle, l'inscription du sanglant dictateur Peter Ziwkowsitch et du ministre des affaires étrangères du gouvernement dictatorial Dr. Woja Marinkowsitch dans le „Livre d'or du fonds national juif". Les orateurs sionistes de la démonstration assura „la Loyauté des juifs Yougo-Slave" envers le régime de la dictature qui favorise le sionisme, tandis que les représentants du gouvernement promirent de continuer de soutenir l'organisation sioniste en Yougo-Slavie.

Entreprises communales slovènes contre le Syndicat industriel

Le 25. 4. 1931, le Conseil Municipal de Ljubljana décida que les entreprises industrielles de la ville démissionnent du syndicat industriel Drawska Banowina. Cette décision fut prise à l'unanimité, parce que le syndicat industriel publia dans une circulaire de fausses données sur les travaux des entreprises communales et prétendait entr'autres que ces entreprises ne rapportaient que 400.000 dinars de bénéfice net tandis que les frais étaient de 31 millions de dinars.

Propagande pour la Dictature parmi la Minorité hongroise

Vers la mi-Avril, l'avocat Dr. Gabor Szanto et quelques autres membres du parti hongrois dissout, entreprirent une campagne de réunions dans plusieurs grandes villes de la Woywodina. Le but de ces réunions était de conquérir en Yougo-Slavie des amis à la dictature sanglante serbe et des partisans pour le régime de répression exercé contre la minorité hongroise. Les orateurs regrettaient sans cesse devant les auditeurs qui avaient été contraints par la police d'assister à ces réunions, que la minorité hongroise ait insuffisamment félicité la dictature et ses actions. Les „hongrois Yougo-Slaves" furent appelés à abandonner leur „passivité" et à travailler à l'oeuvre de la „consolidation de la Yougo-Slavie".

Les résultats de recensement dans la plus grande ville de Woywodina, Subotiza, montre le degré d'„enthousiasme" de la minorité hongroise opprimée par la dictature des bourreaux. Le nombre d'habitants de cette ville a, depuis le dernier recensement, diminué de 3.500 et est maintenant de 99.000. Le régime lui-même doit convenir que la cause de cette baisse du nombre d'habitants est l'émigration de nombreux hongrois en Hongrie.

Makedonsko Delo

(L'Oeuvre Macédonienne),

Paraissant deux fois par mois
en langue bulgare.

Sixième année

Adresse:

Anton Kubiznak

Postamt 110, Postfach 59.

Vienne, Autriche.

Une année 5 frs or

Makedonski Bulletin

(Bulletin Macédonien),

Organe de l'Union des groupes
progressifs en Amérique

Première année.

Adresse:

GEO PIRINSKI

126 W Huron

St. Pontiac, Michigan

Etats-Unis d'Amérique.

NARODEN GLAS

(La Parole du Peuple)

Hebdomadaire indépendant
paraissant en bulgare.

Première année.

Adresse:

Rue Princesse Elisabeth No 7 bis

Bazardjik, Roumanie.

Une année . 150 leis

Six mois . . 80 leis

Svobodna Dobroudja

(La Dobroudja Libre)

Hebdomadaire
sur des questions nationales,
paraissant en bulgare.

Adresse:

**SVOBODNA DOBROUDJA
SOFIA.**

Un an 160 leva

Dobroudjansko Znamé

(Le Drapeau Dobroudjanais)

Organe de l'Union des jeunes
dobroudjanaises en Bulgarie.

Adresse:

Dobroudjansko Znamé

Maison Coopérative,

Rue Alabinska 37

Sofia, Bulgarie.

Liria Kombétare

(La Liberté nationale)

Organe hebdomadaire du Comité alba-
nais de l'Emancipation nationale

Sixième année.

Adresse:

L. K. Imprimerie Sonor-S. A.

48 Rue du Stand

Genève, Suisse.

Une année: 10 frs suisses

Six mois: 6 frs suisses



**Propriétaire, Editeur et Gérant
responsable: Oskar Kleindienst,
Frankfurt a. M., Zeil 97.**

**Imprimerie: Rhein - Main - Druck
A.-G., Frankfurt a. M., Allemagne.**

